

Chinois à M. Kissinger : < Il faut répliquer du tac au tac à l'hégémonie >

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algerie: 1 DA; Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 2 sch.; Belgique, 10 fr.; Canada, 60 c.; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 22 pes.; Grande-Bretagne, 10 p.; Grèce, 18 dr.; Iran, 45 rials; Italie, 250 L.; Liban, 120 pi.; Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1,80 fl.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts.; Yougoslavie, 16 n. din. Tarif des abonnements page 28

LETIN DE L'ÉTRANGER

M. Bhutto à Paris

La visite officielle que M. Zulfikar Ali Bhutto fait à Paris du 22 octobre, a dans son sillage une portée avant tout diplomatique.

En revanche, le Pakistan fournit des spécialistes appréciés pour les pays du golfe Persique. Celle-ci, arme achetée à la base de l'Etat-major.

La balance des paiements du Pakistan est fortement déficitaire. Cette dette extérieure — non après les achats de matières premières — s'élève à plus de milliards de dollars.

La concurrence des Etats-Unis et la levée de leur embargo, au début de l'année, a collaboré à l'approvisionnement en pétrole.

Le projet de centrale nucléaire essentielle à un double point de vue. D'une part, la puissance thermique installée au Pakistan.

PORTUGAL : la crise est compliquée par la lutte pour le pouvoir en Angola

A l'approche de l'indépendance de l'Angola prévue pour le 11 novembre, les rumeurs de coup d'Etat se multiplient à Lisbonne.

En attendant, les civils détenteurs d'armes de guerre ont été de nouveau invités à les remettre avant le 28 octobre.

En Angola, l'armée portugaise se prépare à quitter le pays. Les forces aériennes doivent se retirer avant le 28 octobre.

LIBAN : les combats s'étendent au centre des affaires de Beyrouth

De très violents échanges de tirs ont marqué la nuit de dimanche à lundi, ainsi que dans les premières heures de la matinée du 20 octobre.

C'est la première fois depuis le cessez-le-feu des combats, à la mi-septembre, que des échanges de tirs d'une telle violence se produisent dans ce secteur.

● AU CAIRE, dans un discours devant le Parlement, le président Assad a lancé — s'adressant sans doute aussi bien à Damas qu'à Moscou — l'avertissement suivant : « Ne touchez pas au Liban. »

Le travail noir et la crise

Travail noir et chômage : les deux termes peuvent paraître antinomiques. Depuis l'apparition des lois sociales, le travail clandestin, en marge des contraintes de la législation et de la fiscalité, a toujours existé.

Du fond d'un appartement parisien, d'un pavillon de banlieue ou d'une maison provinciale, qui d'entre nous, déconçus d'attendre parfois depuis des semaines le répondeur à leur idéal, l'expert, l'homme de l'art, le spécialiste, qui consentirait à le dépanner pour un évier bouché, une façade à refaire, quelques meubles à démontager, n'a pas fait un jour appel au droguiste du coin, au ferronnier ou aux pompiers voisins ?

Le gouvernement et les autonomistes

BRETAGNE : vaste opération de police CORSE : le gouvernement propose un service public maritime

Le travail noir est une évolution plus récente — rareté ou défection des artisans, maîtres publicitaires, — le travail clandestin, dans les grandes villes, a fini par s'organiser.

I. — CING MILLIARDS PAR AN

par JEAN BENOIT

Le fait des employeurs eux-mêmes — patrons du bâtiment, de l'électro-ménager ou de la confection — ou des salariés, travailleurs immigrés ou petits fonctionnaires, de type Français moyen, dont les loyers sont ainsi astucieusement utilisés.

LES PRIX NOBEL

Une certaine idée du talent des nations

Bien qu'aucune définition de l'intelligence ne prétende à l'universalité, la société a toujours cherché à classer les êtres humains d'après leurs actions et leurs travaux.

PASCAL JARDIN je te reparlerai d'amour. En ce temps de littérature déshumanisée, Pascal Jardin nous fait de don exceptionnel les mots, les cris, les joies, les tourments d'un amour de notre temps. LE POINT

Une certaine idée du talent des nations. Bien qu'aucune définition de l'intelligence ne prétende à l'universalité, la société a toujours cherché à classer les êtres humains d'après leurs actions et leurs travaux.

Le succès de M. Abelin

L'élection de Châtelleraul et la « dérive »

Le second tour de l'élection législative partielle de la seconde circonscription de la Vienne, qui avait donné lieu, jeudi, à Châtelleraul, à une réunion houleuse entre les leaders de la majorité et ceux du P.S., s'est soldé, dimanche 19 octobre, par la victoire de M. Abelin, réformateur (52,50 % des suffrages exprimés), sur Mme Edith Cresson, membre du secrétariat national du parti socialiste (47,50 %).

Député réformateur de la première circonscription de Meurthe-et-Moselle, ancien et très éphémère ministre des réformes, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber se rebiffa de belle manière dans l'Express de cette semaine contre un « pouvoir nonchalant et lointain », gestionnaire « attentiste de notre société apeurée ».

Ce sont autant de prophéties bien risquées dans la mesure où on ne peut établir un lien entre les consultations qui n'ont pu être faites en commun, puisque les cantonales « suscitent d'innombrables candidatures aussi politiques que possible, tandis que les législatives » sont de plus en plus l'occasion d'affrontements passionnés entre deux blocs qui déploient largement leurs drapaux respectifs.

RAYMOND BARRILLON. (Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Sans filets

Le cirque de Châtelleraul démonte son chapiteau. Les artistes font leur révérence et ses uns comme les autres quittent les applaudissements.

Le paradis fut, certes, spectaculaire, mais il est dommage que la représentation s'achève au moment où vont commencer les véritables tours de force.

Car le grand spectacle, en fin de compte, n'aura servi qu'à démontrer que la France électorale est toujours en équilibre sur son fil de fer. Qu'elle penche à droite ou qu'elle penche à gauche, il lui faudra parcourir sans fléchir les longs mois qui la séparent du moment où il lui sera donné enfin de décider si elle n'est pas temps de changer d'exercice.

ROBERT ESCARPIT.

Lire nos informations page 2.)

DIPLOMATIE

PROCHE-ORIENT

PRÈS LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN U.R.S.S.

« Si l'affrontement idéologique dépassait certaines limites serait contraire à l'esprit de la détente » affirme M. Giscard d'Estaing

Mes conversations avec les représentants des divers systèmes idéologiques ont été très riches, franches et cordiales. M. Giscard d'Estaing, au moment de son départ de Moscou, soulignant que « la coopération internationale est un prérequis indispensable à la détente. J'espère que les relations entre les deux systèmes idéologiques se développeront dans un esprit de détente... »

« La Pravda » invite les communistes occidentaux « à exploiter tout changement de circonstance »

Moscou. — La Pravda du 19 octobre, après avoir qualifié la visite de Giscard d'Estaing à Moscou d'« événement de première importance internationale », revient à la fois sur le problème de la coopération économique et sur la détente internationale. « Après avoir affirmé que les trois cordes signées sur le tourisme, l'énergie et l'aéronautique constituent le début de la concrétisation de principes mentionnés dans la déclaration de Giscard d'Estaing... »

Dans la presse et sur les ondes

LA LETTRE DE LA NATION : une impression mitigée. « Ce voyage présidentiel laisse une impression mitigée. (...) La compétition se déroule actuellement comme un match de football où tout est permis à son camp et rien à l'autre. (...) »

MOSCOU A MIS FIN AU RÔLE PARTICULIER DE LA FRANCE DANS LA DÉTENTE

estime la presse ouest-allemande « La presse ouest-allemande souligne que l'U.R.S.S. a mis fin au rôle particulier joué par la France dans la politique de détente... »

LA GUERRE DU DHOFAH

Des forces hélicoptérées omanaises et iraniennes auraient débarqué en zone rebelle « D'importantes forces hélicoptérées iraniennes, britanniques et omanaises ont débarqué, jeudi 16 octobre, dans la région occidentale de l'Oman... »

A Paris

OUVERTURE DE LA 21^e ASSEMBLÉE DE L'ASSOCIATION DU TRAITÉ ATLANTIQUE

Pour la première fois depuis 1969, l'assemblée annuelle de l'Association du traité atlantique (ATA) se tient à Paris du 20 au 24 octobre, sur le thème « L'interdépendance des pays de l'alliance atlantique ».

Egypte

DEVANT LE PARLEMENT Le président Sadate s'est abstenu de toute critique à l'adresse de l'U.R.S.S.

Dans une interview publiée samedi 18 octobre par le quotidien koweïtien Al Rai Al Asm, le président Assad a de nouveau condamné l'accord israélo-égyptien sur le Sinaï. Il a dénoncé la « campagne antisoviétique » de l'Égypte et accusé Le Caire de vouloir mettre les pays arabes « devant l'alternative : ou l'Égypte ou le communisme ».

De notre correspondant

Le Caire. — Surprise en Égypte : pour la première fois depuis la guerre d'octobre 1973, le président Sadate a prononcé un grand discours devant le Parlement, sans critiquer l'Union soviétique. Les points particulièrement notables dans son discours sont les suivants...

LA GUERRE DU DHOFAH

Des forces hélicoptérées omanaises et iraniennes auraient débarqué en zone rebelle

D'importantes forces hélicoptérées iraniennes, britanniques et omanaises ont débarqué, jeudi 16 octobre, dans la région occidentale de l'Oman... On rappelle, toutefois, au ministère de la Défense, qu'un certain nombre de militaires britanniques se trouvent dans le sultanat, où ils participent à l'entraînement des milices omanaises.

Visas américains pour l'O.L.P.

Les États-Unis ont accordé les visas d'entrée à la délégation de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) qui va participer à la trentième session de l'Assemblée générale des Nations unies à Genève, le samedi 18 octobre.

Le dernier livre de RAYMOND CARTIER

ADOLF HITLER A L'ASSAUT DU POUVOIR ROBERT LAFFONT MATCH

Advertisement for the book 'Adolf Hitler à l'assaut du pouvoir' by Raymond Cartier, published by Robert Laffont. The text describes the book as a historical study of Hitler's rise to power, including his role in the Nazi Party and the Weimar Republic.

EN FRANCE Vues identiques du Proche-Orient

Vertical text on the left margin, likely a continuation of the main text or a related article. It discusses international relations and the impact of the presidential visit to the USSR.

AFRIQUE

La crise du Sahara occidental

Le Conseil de sécurité se réunit à la demande de l'Espagne

Le Conseil de sécurité des Nations unies se réunit ce lundi à la demande de l'Espagne pour examiner la situation nouvelle créée par la marche populaire que les autorités marocaines organisent pour soutenir leurs revendications sur le Sahara occidental, administré par Madrid. La décision de saisir cet organisme avait été prise par le gouvernement espagnol lors du conseil des ministres de vendredi présidé par le général Franco. Dans la lettre qu'il a adressée samedi à M. Olaf Rydbeck (Suède), président du Conseil de sécurité, le représentant permanent de l'Espagne aux Nations unies, M. Jaime de Pinés, déclarait : « L'invasion annoncée... tout en mettant en danger la paix et la sécurité internationale, ignore le droit du peuple du Sahara à l'autodétermination. »

L'emploi du mot « invasion » a suscité une vive réaction des autorités marocaines, qui, dans un communiqué diffusé dimanche, ont estimé que l'Espagne « avait utilisé ce terme à dessein » pour trouver « coté que coté » une justification à sa démarche.

On n'exclut pas samedi soir à Rabat que l'Espagne ne se décharge sur les Nations unies de ses responsabilités de puissance administrante.

En attendant, le gouvernement marocain se félicite de l'accueil enthousiaste réservé par la population à ce qui est désormais appelé « la marche verte ». Selon l'agence Maghreb Arabe Presse (MAP), qui souligne l'« engagement sans précédent » des Marocains, le chiffre de trois cent cinquante mille volontaires était largement dépassé dès dimanche soir. Les bureaux de recrutement vont cependant continuer à recevoir des inscriptions, et un tri

sera ensuite fait afin de sélectionner les personnes les plus à même de supporter les fatigues de l'opération. Le radio marocain a annoncé samedi soir que l'avant-garde des marcheurs atteindrait, le 23 octobre, la ville de Tarfaya, qui se trouve à une vingtaine de kilomètres de la frontière et à 100 kilomètres de la capitale du Sahara occidental, El-Aïoun.

Les dirigeants du Front populaire pour la libération de la Saguia-el-Hamra et du Rio-de-Oro (Front Polisario), mouvement qui milite pour l'indépendance du territoire, ont annoncé qu'ils organiseraient une contre-marche en accord avec le Parti de l'union nationale sahraoui (PUNS), seul mouvement sahraoui reconnu par les autorités espagnoles. Les participants à cette contre-manifestation prendraient le chemin de la frontière dès le 23 octobre. Les deux organisations estiment être soutenues par environ 75 % des quelque quatre-vingt mille habitants du territoire.

● A NOUAKCHOTT, les autorités n'ont pas commenté la décision espagnole de saisir le Conseil de sécurité. La Mauritanie est le seul des pays « concernés » à faire partie de cet organisme.

● A ALGERIE, les décisions du roi Hassan II n'ont fait l'objet d'aucun commentaire officiel. La presse et la radio les ont annoncées sans leur donner de relief particulier. L'initiative du souverain n'en semble pas moins soigneusement examinée par les plus hautes autorités, estimant les observateurs, qui relèvent l'arrivée, samedi, à Alger, de l'ambassadeur d'Algérie à Madrid, M. Khelil Kheliladi. L'attitude du gouvernement algérien continue à faire l'objet de vives critiques dans la presse d'opposition marocaine.

Selon des informations en provenance du Maroc, des renforts auraient été acheminés par Alger au cours des dernières quarante-huit heures dans la zone frontalière, entre Oudja et Figuig, où auraient été amenés, notamment, des chars lourds de fabrication soviétique. — (A.F.P., A.P.)

Dahomey

DÉCOUVERTE D'UN « VASTE COMLOT OURDI PAR LE DR ZINSON »

Cotonou (A.F.P., Reuter). — « Un vaste complot ourdi contre le peuple du Dahomey par le Dr Zinson » a été découvert, a déclaré dimanche 19 octobre le lieutenant de gendarmerie Martin Dabou Assouhio, ministre dahoméen de l'Information et de l'Orientation nationale. Le Dr Zinson avait été chef de l'Etat en 1968 et 1969.

« Le complot, selon le ministre, devait être déclenché le 18 octobre avec la participation criminelle d'une horde de mercenaires étrangers. » Le lieutenant Assouhio a appelé « les militants et les militantes de la révolution » à se mobiliser « pour barrer la route à la réaction intérieure et extérieure et liquider sur le terrain les vœux locaux et agents exécutants de ce complot et en particulier tous les suspects zinsonistes. »

[Le 17 mars dernier, le Conseil de la révolution avait condamné à mort le capitaine Zanrèz Assouhio, accusé d'avoir fomenté un complot pour le compte de l'ancien président Zinson.]

Tchad

L'affaire Claustre

LE GÉNÉRAL MALLOUM S'ATTEND À LA VISITE D'UN NOUVEAU ÉMISSAIRE FRANÇAIS

N'Djamena (A.F.P., Reuter). — Dans une interview donnée, dimanche 19 octobre, à l'agence Reuter, le général Félix Malloum, chef de l'Etat tchadien, expose ses griefs à l'égard de Paris dans l'affaire Claustre. « Le gouvernement français, a-t-il dit, s'est entêté et a fini par torpiller la négociation, qui était en bonne voie. Il a ensuite traité par-dessus la tête du gouvernement légal, pour chercher à « internationaliser l'affaire ».

Le général Malloum a de nouveau accusé la France d'avoir livré des armes aux partisans de M. Hissène Habré. Mais, a-t-il dit, « il est difficile à un tricheur de reconnaître qu'il a triché ».

Le général Malloum a déclaré, à propos de M. Hissène Habré : « Il a une valeur certaine. Le jour où il déclarera de réintégrer la famille tchadienne pour mériter ses connaissances et services de la nation, il sera le bienvenu. » « Il est question de l'envoi d'un émissaire français à N'Djamena, a ajouté le général. Nous attendons de savoir quelle est la qualité, le rang de ce négociateur avant de donner notre réponse. »

Tandis que le rapatriement des militaires français se poursuit, on apprend, d'autre part, que le chef rebelle Hassan Ahmed Moussa, président du Front de libération du Tchad (F.L.T.), s'est réfugié aux autorités libyennes. Le F.L.T. est un petit groupe de rebelles qui s'était séparé du FROLINAT de M. Abba Sidick en 1970.

Angola

Le président du Mozambique réaffirme son soutien au M.P.L.A. contre les « fantoches de l'impérialisme »

La guerre civile aurait fait vingt mille morts

Accueillie dans les zones contrôlées par le M.P.L.A. de M. Agostinho Neto aux cris de « Non à la conciliation ! », la commission de conciliation de l'O.U.A., qui s'est entretenue la semaine dernière, dans les zones respectives, avec les chefs des trois mouvements de libération, n'a pu que constater l'éloignement de leurs points de vue. On s'estima, à Luanda, que son rapport ne permettrait d'aboutir à aucun résultat.

De courte durée militaire portugaise, on évalue à vingt mille morts le bilan de la guerre d'Angola depuis le début de l'année. On continue de même source, que l'armée portugaise sera complètement évacuée d'Angola pour le 11 novembre, date prévue pour l'indépendance. L'armée de l'air sera, pour sa part, achevée son évacuation le 28 octobre. Les troupes portugaises, qui ont déjà quitté depuis plusieurs mois les zones contrôlées par le F.N.L.A., ont évacué récemment les villes de Lobito, Sada-Bandeira, Moçamedes et Benguela, toutes contrôlées par le M.P.L.A.

Les derniers Blancs encore présents dans cette région de la côte Sud devraient rejoindre Luanda par bateau dans les prochains jours. Le climat s'est éclairci dans la communauté blanche de Luanda, depuis que le consulat américain, sur instructions du département d'Etat et des gouvernements canadien et britannique, a pris, vendredi 17 octobre, les ressortissants de ces pays, de quitter l'Angole.

● A LUANDA, le président Agostinho Neto a donné une interview au bimensuel Afrique-Asie (numéro du 20 octobre), dans laquelle il déclare notamment qu'il « veut mieux que l'O.U.A. n'intervienne pas en Angola ». Il dénonce également le rôle de la Chine, qui « soutient, dit-il, les forces réactionnaires créées, armées et financées par les Américains ».

● A CAN-FRUMO (Lourenço-Marques), le président mozambicain, Samora Machel, a exposé également, dans une interview à Afrique-Asie, les raisons du soutien que son pays apporte au M.P.L.A. : « En Angola, il y a deux parties qui s'affrontent : d'une part, l'impérialisme avec ses alliés et ses fantoches ; d'autre part, les forces progressistes populaires, qui soutiennent le M.P.L.A. Rien d'autre. (...) Ce qu'il faut comprendre, ce que l'Afrique entière doit réaliser, c'est que le sort de la révolution en Afrique se joue en Angola. »

● A NEW-YORK, M. Paul Jorga, ministre des affaires étrangères du M.P.L.A., accuse les Etats-Unis, dans une conférence de presse faite le 17 octobre au siège des Nations unies, de fournir au Zaïre une aide qui sert, en pratique, à combattre le M.P.L.A. M. Jorga a notamment fait allusion aux efforts actuels du département d'Etat pour obtenir du Congrès qu'il vote une aide d'urgence de 80 millions de dollars au Zaïre.

● A YAOUNDE, M. Jonas Savimbi, chef de l'UNITA, a déclaré, dimanche 19 octobre, après avoir été reçu par le premier ministre camerounais, que trois avions de deux sociétés « est-allemandes » ont été débarqués, la semaine dernière, sur la côte Sud - 10 000 tonnes de matériel.

do guerre et sept cent cinquante combattants capturés qui serviront dans les rangs du M.P.L.A. M. Savimbi devait se rendre lundi au Togo, puis en Côte-d'Ivoire et au Libéria.

● A PRETORIA, M. John Vorster a déclaré samedi que le gouvernement sud-africain agit « avec une énergie impitoyable » pour défendre la frontière septentrionale de la Namibie contre les infiltrations de « terroristes » venus du territoire angolais. La veille, le ministre sud-africain de la défense avait annoncé que deux camps du SWAPO (organisation des peuples du Sud-Ouest africain) ont été détruits en réponse à un « raid » nationaliste au cours duquel sept policiers oymabos ont été tués. La presse sud-africaine estime que, tous les camps du SWAPO se trouvant hors du territoire namibien, Pretoria envisage un « droit de poursuite » en territoire angolais. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

Kenya

Après l'arrestation de deux députés

LE CHEF DE L'ETAT MENACE DE PRISON TOUS LES PARLEMENTAIRES DISSIDENTS

Au lendemain de l'arrestation de deux députés, le président Jomo Kenyatta a déclaré, jeudi 19 octobre, que les parlementaires qui refuseront de soutenir le point de vue du gouvernement seront également appréhendés. « Certains semblent oublier que la sanction est toujours dans le ciel prêt à fondre sur les poulets », a-t-il dit.

(De notre correspondant.) Nairobi. — Deux députés kenyans ont été arrêtés mercredi 15 octobre à la fin d'une séance du Parlement. M. John Maria Seroney, speaker adjoint de l'Assemblée, et M. Martin Situnko ont été emmenés par des policiers en civil.

La rentrée parlementaire avait été houleuse. Le semaine dernière, M. Arap Moi, vice-président de la République, et les membres du gouvernement avaient quitté la salle de séances quand M. Situnko avait dit que la KANU (parti unique) était « morte ». M. Seroney, président de séance, n'avait pas jugé nécessaire de le rappeler à l'ordre. Depuis cette incartade, M. Situnko a été chassé de la KANU dont, comme tous les députés, il était membre.

« Une crise politique couve à Nairobi depuis l'assassinat mystérieux, au printemps dernier, de M. J.M. Karuki, alors leader de la minorité hostile au régime au sein du parti unique. Depuis lors, le gouvernement du président Kenyatta et la direction de la KANU ont mené une puissante campagne pour reprendre en main sa situation et imposer une discipline dans les rangs du parti. » — J.-C. F.

Prenez vos aises jusqu'à Londres



Nos TriStars vous assurent les vols Paris-Londres les plus spacieux et les plus silencieux.

TriStar est le dernier né de la flotte British Airways, la flotte la plus moderne du monde.

TriStar a 3 moteurs Rolls Royce. Donc il est plus silencieux. Et c'est le plus grand des moyen-courriers. Donc vous avez plus de place.

Alors, la prochaine fois que vous irez à Londres, profitez-en : prenez vos aises, prenez la Rolls-Royce des avions, prenez TriStar.



**British
airways**

Partout dans le monde vous serez en de bonnes mains

Leo Burnett

LE GROS LOT DES VENDANGES



En pleines vendanges, M. Jean SAMPIETRO, vigneron à LAURE-MINERVOIS dans l'Aude s'offre un paquet de cigarettes. Sur la présentation des billets de la tranche du même nom attirent son attention et pour la première fois de sa vie il se laisse tenter par l'achat d'un dixième de la Loterie Nationale qui portait le n° 07331 groupe 5. Ce geste lui rapporte aujourd'hui 150 000 F qui lui ont été payés par M. CHAPEAU, courtier régional en billets de la Loterie Nationale. Les vendanges auront été fructueuses cette année pour la famille SAMPIETRO !

EUROPE

Portugal

La crise est compliquée par la lutte pour le pouvoir en Angola

Suite de la première page.

Le général Pinto Gabeira (devant) entre prépare la fusion de l'ASP et de la F.N.R. (gauche) (nouveau républicain), mais il n'a été finalement écarté et les forces militaires placées sous la responsabilité directe du chef de l'intérieur.

Il est encore trop tôt pour en tirer les conséquences de la démission de cette enquête. On pense néanmoins que l'intervention de l'état-major général ne sera pas l'élément décisif dans la poursuite de cette enquête. On peut même penser que l'intervention de l'état-major général ne sera pas l'élément décisif dans la poursuite de cette enquête.

Plusieurs indices relevés dans l'entourage de certaines personnalités au pouvoir depuis deux mois permettent de prendre un sérieux cette éventualité.

L'interview accordée par le général Otello de Carvalho à des publications latino-américaines et reprise par le quotidien *A Capital* et l'hebdomadaire *Journal* dans cette interview, le général Otello de Carvalho prévoyait le retour à court terme du général Vasco Gonçalves.

La réapparition publique de l'ancien premier ministre à l'occasion d'une interview accordée au journal belge *Radio 75* et reproduite par le *Diário de Lisboa*, proche du P.C.

Les préparatifs de lancement d'un livre contenant des témoignages recueillis dans le milieu ouvrier et dans le milieu paysan, très agité en cette période de semences. La mobilisation des soldats autour des S.U.V. (Soldats unis pour tous) devant s'interpréter dans cette perspective. Utilisant au début des mois d'ordre corporatiste (*A bas les salaires misérables!*), *Transportes gratuits pour tous!*, cette organisation militaire clandestine est rapidement devenue l'élément catalyseur d'un grand nombre de conflits surgis dans les casernes.

La cinquième conférence de passage a été marquée par une loi de 1949, un citoyen soviétique n'a pas à prendre l'initiative de faire des déclarations à la presse, appuyées sur l'entourage de l'épouse du prix Nobel de la paix. L'entrevue a eu lieu, samedi 18 octobre, au consulat de Rome où Mme Sakharov était venue demander une prolongation d'un mois de son visa de sortie d'U.R.S.S. expirant le 15 novembre.

Le Portugal et la Yougoslavie souhaitent renforcer leurs relations par une coopération dans les domaines politique, économique, technique et culturel. Le communiqué commun publié mardi 14 octobre à la suite de la visite officielle de M. Milos Minc, ministre yougoslave des affaires étrangères, venu préparer la visite que le président Costa Gomes doit faire en Yougoslavie avant la fin du mois. — (Reuter.)

Un collectif de quarante-deux prêtres-ouvriers français dénonce dans un communiqué le comportement des responsables de l'Eglise au Portugal et « les attitudes ou les paroles ambiguës » des évêques de France. « Bon nombre d'évêques, de prêtres et de chrétiens utilisent le christianisme pour s'opposer au processus révolutionnaire, qui se réalise déjà difficilement au Portugal depuis le 25 avril 1974 », écrivent les prêtres-ouvriers, tous actuellement résidant dans la région parisienne. « Nous ne pouvons rester muets devant ces attitudes qui nous paraissent en contradiction avec l'Evangile et la foi en Jésus-Christ. » Par les journées de liberté et de pouvoir qu'elle en reçoit, l'Eglise demeure liée aux structures politiques et aux formes d'autorité sociale qui ne sont pas celles du peuple », poursuivent-ils.

(*) Bernard Levallois, 46 rue Louis-Cabaret, 92230 Gennevilliers.

L'« Audition Sakharov » à Copenhague demande l'amnistie de tous les prisonniers politiques en U.R.S.S.

De notre correspondant

Copenhague. Un forum consacré aux violations des droits de l'homme en Union soviétique depuis 1962, appelé « audition Sakharov », s'est tenu, du 17 au 19 octobre, dans la capitale danoise. Cette réunion, organisée par le Comité des réfugiés de l'Est résidant au Danemark, avait pour principal objectif de répondre à un sondage exprimé il y a deux ans par le physicien André Sakharov.

La préparation de ces auditions a été longue et compliquée. Les fonds nécessaires ont été recueillis surtout en Norvège, grâce à des collectes faites par les églises protestantes. Ensuite, le président du Folketing s'est longuement fait prier pour réserver l'ancien salle de la Chambre haute (supprimée en 1963). Enfin — et c'était là sans doute le plus important — il était indispensable de pouvoir faire venir à cette occasion des personnalités marquantes et des témoins dignes de foi.

Le déroulement des débats suivait un triple schéma, persécution idéologique, religieuse et ethnique, ne devait pas aller sans mal. A plusieurs reprises, les participants s'accrochaient, entre eux ou s'opposaient parfois vivement à quelques-uns des témoins convoqués. Tous ces participants, de croyances et d'origines souvent très différentes, avaient apparemment du mal à s'accorder leurs violons. Ainsi, l'écrivain Sigmund Skorge posa une question étonnante à propos de la répression de l'homosexualité en U.R.S.S. Un représentant d'une organisation d'homosexuels répondit qu'il s'occupait de la persécution des croyants et non des problèmes juridiques des « criminels ». Tomesco, journaliste, déclara qu'il avait été arrêté en 1949 par Staline. — (A.F.P.)

Le consul d'U.R.S.S. à Rome a adressé un avertissement à Mme Elena Sakharov, lui rappelant que, conformément à une loi de 1949, un citoyen soviétique n'a pas à prendre l'initiative de faire des déclarations à la presse, appuyées sur l'entourage de l'épouse du prix Nobel de la paix. L'entrevue a eu lieu, samedi 18 octobre, au consulat de Rome où Mme Sakharov était venue demander une prolongation d'un mois de son visa de sortie d'U.R.S.S. expirant le 15 novembre.

Cinq cents Tatars de Crimée ont adressé aux participants de l'audition Sakharov, qui avait lieu à Copenhague, un appel en faveur de leur compatriote Moustafa Abdoujelmil (Djemiliev), qui fait une grave de la faim depuis cinq mois à la prison d'Omak (Sibérie). Une nouvelle procédure a été entamée contre lui au printemps, à deux jours de l'expiration de la peine qu'il purgeait. Il lutte en faveur du retour en Crimée de ses compatriotes exilés en 1944 par Staline. — (A.F.P.)

Espagne

L'attentat de Zarauz porte à huit le nombre de policiers tués depuis le mois de septembre

Madrid (A.F.P., A.P., Reuters). — Un garde civil, Manuel Lopez Trivino, a été tué de trois balles dans la tête samedi soir 18 octobre à Zarauz près de Saint-Sébastien, au Pays basque espagnol. C'est le vingt et unième policier tué en Espagne depuis le début de l'année et le huitième depuis les exécutions du 25 septembre. Dans les milieux proches de l'organisation basque ETA on affirme que Manuel Lopez Trivino, responsable de nombreux interrogatoires de militants basques, était inscrit sur la liste noire de l'organisation. Par ailleurs, Zarauz est la ville natale de Juan Paredes Manot, l'un des cinq révolutionnaires récemment exécutés. Quelques heures avant ce nouvel assassinat, deux gardes civils qui patrouillaient le long de la Bidassoa ont essuyé des coups de feu venant de Biztatou, sur la rive française de la rivière.

A Madrid, le général Angel Campa, qui avait signé trois des cinq condamnations à mort de septembre, a pris ses nouvelles fonctions de commandant en chef de la garde civile. Au cours d'une cérémonie il a lancé à ses subordonnés un appel à « sérénité, à la discipline et à la fermeté » tout en dénonçant une nouvelle fois le « terrorisme et la subversion ». Rappelant que l'armée devait rester « en dehors de la politique », le général Campa a ajouté : « Le terrorisme concerne toute l'Espagne et c'est toute la société espagnole qui doit le combattre. » Il a invité les Espagnols à « apporter leur aide et leur collaboration à la garde civile ».

A Palma-de-Majorque, le rédacteur en chef du journal *Diario de Mallorca* a fait l'objet d'un attentat. Sa voiture a été endommagée par une bombe incendiaire. Selon un coup de téléphone reçu au siège du journal, il s'agissait d'un « avertissement ».

Selon « Newsweek » FRANCO SERAIT GRAVEMENT MALADE

Les milieux proches du gouvernement espagnol ont confirmé, samedi 18 octobre, que le général Francisco Franco, « légèrement grippé », se reposait au palais du Pardo mais que son état n'était pas considéré comme sérieux. Ces mises au point font suite à des révélations du magazine américain *Newsweek* qui affirmait dans son dernier numéro que le général Franco est victime d'une rechute des troubles circulatoires qui l'ont contraint à démissionner provisoirement ses pouvoirs au prince Juan Carlos l'année dernière.

D'après *Newsweek*, les collaborateurs de Franco se sont efforcés de dissimuler la gravité de son état. Le magazine ajoute que le général Franco était déjà alité et inconscient la semaine dernière, alors qu'on annonçait à Madrid qu'il présidait un conseil des ministres.

Dans la capitale espagnole, on déclarait samedi que la famille du Caudillo avait été mise au courant de cette nouvelle maladie, mais qu'il s'agissait de la Fure et l'immobilité habituelle. Le général Franco, cependant, a présidé le 17 octobre un conseil des ministres. Il est parti avant la fin, apparemment parce qu'il ne se sentait pas bien.

TRECA EPEDA SIMMONS

3 grands noms de la literie présentent leur gamme complète chez :

CAPELOU

DISTRIBUTEUR

EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE

7, av. de la République

PARIS XI^e - Tél. 357.46.35 +

Métro PARMENTIER

dès le chant du coq...

1000 ENTREPRISES / 10000 OUVRIERS

à pied d'œuvre dans toute la France au service de l'HYGIENE et de la PROPRIETE

Confiez leur entretien de vos locaux vos mises en état, vos travaux annexes

F.N.E.N.F.

FEDERATION NATIONALE DES ENTREPRENEURS DE NETTOYAGE DE FRANCE

3 et 5, rue de Metz 75002 PARIS. Tél. 824.40.78

Italie

Selon un sondage

M. BERLINGUER SERAIT L'HOMME EN QUI LES ITALIENS ONT LE PLUS CONFIANCE.

M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste italien, est l'homme politique auquel les Italiens font le plus confiance, a-t-il été révélé par un sondage fait par l'Institut Demoskopia parmi un échantillon de mille Italiens.

La majorité des personnes interrogées estiment que le parti communiste italien est l'organisation politique qui a le plus fait pour les libertés publiques. Quelques 46 % des personnes interrogées ont aussi répondu qu'une vaste rénovation de la scène politique était nécessaire, notamment grâce à « de nouveaux partis et à de nouveaux hommes ».

Au nombre des personnalités qui ont été le plus citées, on ne relève qu'un seul démocrate chrétien, M. Aldo Moro, qui recueille 39 % de choix favorables, alors que M. Scelba, ex-président de la République, est cité en totalité 0,5 %. — (A.F.P.)

Seul Connaisseur des Arts peut...

vous aider à découvrir des trésors dans votre grenier
vous faire vivre dans la Bologne du XV^e siècle
vous présenter Matisse chez vous.



Offrez-vous la plus belle revue d'art française en vous abonnant à moitié prix: pour 150F seulement

Tous les lecteurs de *Connaisseur des Arts* ne découvrent pas un Rembrandt dans leur grenier, mais *Connaisseur des Arts* n'a pas son pareil pour vous signaler la valeur de telle petite tasse en porcelaine ou de tel vieux fauteuil que vous traitez avec désinvolture.

De même, si vous parlez voyages, vous vous apercevrez qu'à Rome, à Athènes ou à Mexico, il y a des merveilles dont aucun guide ne parle et dont vous ne soupçonnez pas l'existence!

C'est que *Connaisseur des Arts* offre à ses lecteurs un don inestimable: tout au long de l'année, il transforme leurs loisirs en les aidant à connaître, à voir, à apprécier ce qui est d'une inestimable qualité artistique, qu'il s'agisse d'une humble chapelle cachée au fond du Périgord, d'une acrobatte commode Boule, ou d'une table de Dalí.

Avec *Connaisseur des Arts*, vous pourrez vous aussi découvrir Max Ernst, passer un week-end inoubliable dans l'Alsace médiévale, retenir des idées de décoration dans l'appartement follement « rétro » de la petite fille de Schiaparelli... ou dénicher, à la salle des ventes, une sculpture ventrée pour presque rien.

Connaisseur des Arts c'est l'art et la beauté sans frontières, sans époque, sans contrainte. Des photos d'une perfection à vous couper le souffle, des articles passionnants qui vous transformeront vite en connaisseur averti, et toute l'actualité artistique (vous ne manquerez plus jamais une exposition intéressante) en France et dans le monde.

Connaisseur des Arts est sans nul doute la plus luxueuse et la plus belle revue d'art française.

En découvrant le bulletin ci-dessous, vous pourrez vous l'offrir pour la moitié de son prix. Pourquoi ne pas en profiter dès aujourd'hui.

Bulletin privilégié d'abonnement d'essai (50 % de réduction) 1975

Veuillez enregistrer mon abonnement d'essai à *Connaisseur des Arts* pour un délai de 1 an soit 12 numéros pour 150F seulement au lieu de 300F (prix de vente au numéro).

Ci-joint mon règlement.

Il faut cliquer, butiner le C.P. chaque postal (joindre les 3 virements) à l'ordre de *Connaisseur des Arts*, (cocher la case de votre choix)

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code Postal _____ Ville _____

Complétez ce bulletin et renvoyez-le avec votre titre de paiement à : *Connaisseur des Arts* 13 rue St-Georges 75002 Paris Cedex 02

POLITIQUE

M. Papon : le budget 1976 marque la reprise d'une politique budgétaire classique

M. Maurice Papon, député U.D.R. du Cher, estime dans le rapport général sur le projet de loi de finances pour 1976, dont il est l'auteur, que « pour 1976, si les prévisions font état d'une certaine reprise, elles sont entachées d'une incertitude plus grande que par le passé ».

« assigne le gouvernement et à la politique qu'il entend suivre pour y parvenir ». En ce qui concerne les recettes, M. Papon souligne qu'il n'y a aucune innovation mais regrette que « le gouvernement, pour la présentation de l'équilibre, ait encore recouru à une affectation implicite de certaines recettes à certaines dépenses ».

« M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du P.S., a estimé samedi 18 octobre à Dole (Jura) que « le vrai problème de notre époque est l'instabilité, le chômage récurrent, qu'une stratégie pour vaincre les « sécheresses », « Les vraies inquiétudes des Français, a-t-il poursuivi, sont la sécurité de l'emploi, l'avenir des enfants, l'égalité dans le droit à la santé... ».

L'ÉLECTION

Le succès de M. Abelin

(Suite de la première page.) On ne peut généraliser à partir d'une circonscription où le candidat de la « majorité présidentielle était un converti de 1974, dont le ralliement lui a valu de perdre — on l'a vu le 19 octobre aussi bien que le 12 — une partie de son électeur habituel. Les électeurs ont fait un petit saut, mais n'ont pas sauté la barrière, et que le mot « dérive » employé par le président-directeur général de l'Économie ne s'applique pas totalement au second tour.

« Il y a dérive dans la mesure où le ministre de la coopération retrouve son siège avec 62,80 % des suffrages exprimés, score qui est exactement identique à celui de 1967, mais inférieur de près de huit points à celui de 1973 (69,81 %) (1). Il n'y a pas dérive, et le gagnant s'en est exprimé de la sorte, puisque M. Abelin « fait » mieux dans la circonscription que M. Giscard d'Estaing lors du second tour de l'élection présidentielle de mai 1974 (61,09 %). Et ses amis politiques les plus proches d'en conclure, un peu abusivement, que le courant réformateur distinct n'est « parti déterminante » dans la majorité présidentielle.

Parait le lundi. Nouvelle présentation.



Vous êtes pauvre? Vous le resterez! Aujourd'hui, dans la Vie Française, les conséquences inattendues du projet de taxation des plus-values.

Cette semaine, dans la Vie Française, une analyse complète du fameux rapport Monguilan sur la taxation des plus-values : comment ce projet va-t-il accroître la bonne fortune des banquiers suisses... Et cette semaine, comme toutes les semaines, les spécialistes de la Vie Française analysent concrètement l'actualité économique, sans verbiage et sans complaisance, parce que c'est la meilleure façon de vous donner les moyens d'agir. En kiosque aujourd'hui.

La Vie Française. L'information économique, mais surtout les moyens d'en tirer profit.

M. Servan-Schreiber : l'immobilisme gouvernemental nous conduit au socialisme

Le numéro de l'Express daté du 20 octobre, pose en couverture la question suivante : « Le France socialiste ? Le rubrique politique de l'hebdomadaire s'ouvre sur un éditorial de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber intitulé « La dérive ».

« envoyé de Paris à Châteaufort pour étouffer le débat du 20 octobre, criait : « M. Servan-Schreiber, l'ancien ministre des Réformes note : « vie quotidienne, les fins de l'embouche des jeunes, l'incertitude sur l'emploi, et l'impression de pouvoir nonchalant et lointain ne laissent guère temps de faire du tourisme à l'étranger. (...) »

Dans la presse parisienne

L'AUBRE : « test négatif pour la gauche. « Qu'on ne nous dise pas que le score final marque un progrès appréciable de la gauche dans la potentielle circonscription de Châtelleraut et de Loudun. »

« cette élection un « test négatif (...) » « Pas plus que les Français d'autres départements, les parisiens de la Vieillesse n'éprouvent d'excitation devant les premiers résultats du septennat. Pas plus qu'ailleurs, les voix actuelles de l'air ne leur paraissent rudes. »

DEUX ÉLECTIONS CANTONALES

LOIRE-ATLANTIQUE : canton de Riaillé (1^{er} tour). Inscr. 4 500 ; vot. 3 385 ; suffr. expr. 3 321. Mlle Isabelle Couleau de Mézambres, sans étiqu., 2 063 voix. ELUE ; Mlle Michèle Ragueneau, P.S., 552 ; Jean Ferré, sans étiqu., m. de Riaillé, 353 ; Alexandre Pourreau, sans étiqu., 357.

LE FIGARO : une opération payante

« Il reste que, si l'opération n'est pas payante pour le candidat, elle l'est pour le parti. (...) »

LIBÉRATION : une « figure »

« Le parti socialiste a travers cette élection le personnage féminin qui lui faisait défaut jusqu'à maintenant, ne serait-ce que pour contrebalancer Giscard d'Estaing. (...) »

Handwritten text: 10/21/75

LE GÉNÉRALISME PARTIELLE DE LA VIENNE

La « majorité présidentielle » ne retrouve pas son potentiel de voix de 1973

De notre correspondant

Poitiers. — En bonne logique présidentielle, il fallait, dimanche 9 octobre, pour le second tour de l'élection législative partielle de la Vienne, à M. Pierre Abelin, candidat de la majorité présidentielle, l'appui d'électeurs qui étaient abstenus au premier tour du scrutin pour pouvoir voter sur Mme Edith Cresson, secrétaire du parti socialiste. Le candidat du parti communiste, M. Paul Fromont, celui du Mouvement des démocrates, M. André Roussel, et celui de l'Union ouvrière, M. Robert Jorbert, avaient respectivement voté leurs 9 339, 1 982 et 683 électeurs à joindre leurs voix aux 1778 obtenues par Mme Edith Cresson. Mais le raisonnement politique obéit à d'autres règles que les mathématiques. Les électeurs de la circonscription ont voté en plus grand nombre, dimanche (76,55 %, contre 69,72 % au premier tour). La température était beaucoup plus clémente. Les bureaux de vote, depuis leur ouverture jusqu'au moment du dépouillement du scrutin, ont été protégés par d'importantes mais discrètes forces de police (deux compagnies

Table with 8 columns: CANDIDATS, 14 OCTOBRE 1975, 12 OCTOBRE 1975, 11 MARS 1973, 4 MARS 1973, 26 JUIN 1968, 23 JUIN 1968, 12 MARS 1967, 5 MARS 1967. Rows include M. ABELIN, Mme CRESSON, MM. FROMONT, ROUSSEL, JORBERT, U.D.R., P.S.U.

(1) M. Henri Charrier; (2) MM. Michel Monteny, U.R.P.-U.D.R., en 1973; Victor Rochenoir, U.D.R., en 1968; Charles Combaud, U.N.R.-V. Rép., en 1967; (3) M. André Chabane.

républicaines de sécurité et deux escadrons de gendarmerie mobile, soit plus de quatre cents hommes au total). Les autorités locales craignaient en effet d'interpeller les interventions des proximités venues la veille rencontrer M. Abelin à Châtelleraut. Mais aucun incident n'a été signalé au cours de cette journée.

D'un tour à l'autre, M. Abelin gagne près de six mille voix pour la plus grande part des abstentionnistes du premier tour. Sa progression de trois points est à peu près égale dans l'ensemble des communes de l'arrondissement, y compris à Nantilly, commune dont le maire, M. Sarvion, était le suppléant du candidat communiste. IA. M. Abelin passe de 544 voix à 712, et le candidat socialiste obtient 1 018 suffrages, soit 52 de plus que l'ensemble des voix de gauche du premier tour, alors que les suffrages exprimés augmentent de 200 d'un dimanche à l'autre.

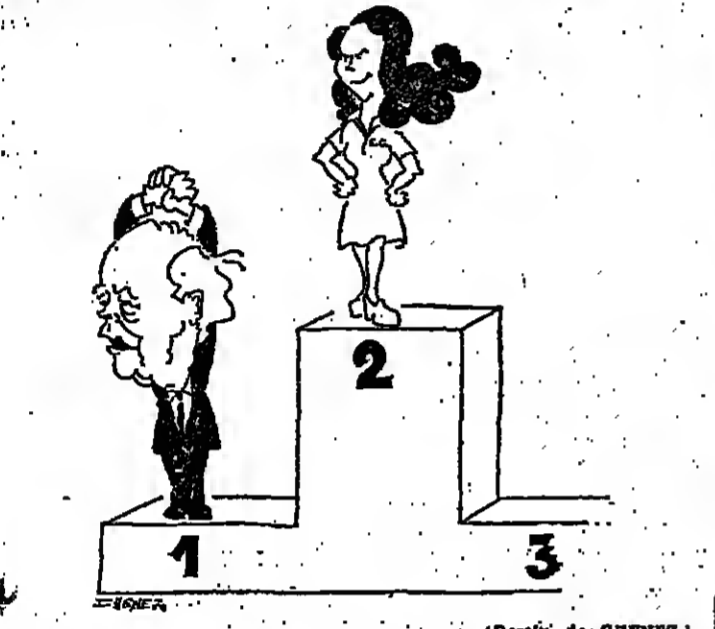
A. Lentin, où M. Abelin avait enregistré un très net recul le 12 octobre tout en obtenant la majorité absolue dès le premier tour, Mme Cresson rassemble plus de suffrages que ne le permettait le total des voix d'opposition. Au premier tour en effet, la gauche obtenait 1 319 voix, et le candidat de M. Jorbert, 138, or Mme Cresson a totalisé dimanche 1 406 voix, mordant donc elle aussi sur les abstentionnistes du premier tour. Les résultats confirment qu'une partie de son électeur n'a pas suivi M. Abelin lorsque celui-ci a rejoint la majorité à l'occasion de l'élection présidentielle.

La comparaison avec les résultats du deuxième tour de 1973 est, à cet égard, significative, mais il est vrai qu'il s'agit à l'époque d'élections générales et que l'adversaire du maire de Châtelleraut était communiste et non socialiste. Dimanche, les suffrages exprimés étaient supérieurs de quatre mille à ceux du

11 mars 1973, mais M. Abelin en obtient deux mille cinq cents de moins. Dans ses commentaires, le ministre de la coopération a préféré confronter les résultats à ceux de l'élection présidentielle de 1974 et noté qu'il y avait « un progrès considérable pour la majorité même dans une conjoncture plus difficile ». Il a conclu en indiquant : « Je pense rester ministre, j'en ai le désir. »

Depuis deux ans, le maire de Châtelleraut a sur sa droite un adversaire U.D.R. coriace, M. Michel Monteny, qui aspire toujours à la députation et se fait pas mystère de sa candidature lors des prochaines élections législatives. M. Abelin a maintenant sur sa gauche un autre adversaire qui pourrait se manifester dès les élections cantonales de 1976 puis lors des élections municipales de 1977. Mme Edith Cresson a en effet clairement indiqué qu'elle allait s'installer à Châtelleraut. Son score dans cette ville l'encourage en effet à rester ; elle obtient, de peu il est vrai, la majorité dans la ville (50,56 % des voix). Mais de sérieux problèmes se posent aux socialistes et aux communistes s'ils veulent faire une liste commune. La répartition des sièges et surtout la désignation de la tête de liste est loin d'être acquise car lors du premier tour Mme Cresson avait été devancée de cinq cent cinquante et une voix dans la ville de Châtelleraut par le candidat communiste, M. Paul Fromont.

JEAN-MICHEL AUDINEAU.



(Dessin de CHENEZ.)

ABELIN : le P.S. est le parti des mécontents.

M. Pierre Abelin a commenté, dimanche 19 octobre, sa réélection, notant : « Le parti socialiste a fait une usure qui est incontestable dans une France, parce qu'il expose à temps en temps des positions socialistes, y compris celles que nous ne comprenons pas, comme l'attribution, et que, par ailleurs, est le rassemblement des mécontents, comme l'ont été, dans le passé, un certain nombre de cris que je ne voudrais pas leur, mais qui, en toutes circonstances, groupent l'ensemble des mécontents. Le parti communiste, qui, après les élections, nous a tranchés, rassemble moins de mécontents à l'heure présente que le parti socialiste. »

M. NEUWIRTH : une preuve indiscutable.

M. Lucien Neuwirth, porte-parole de l'U.D.R. : « L'opposition a voté un test national. Elle l'a eu. La majorité qui soutient le président Valéry Giscard d'Estaing a été confirmée. L'élection de M. Abelin démontre tout d'abord que l'électorat U.D.R. a répondu à l'appel que lui a lancé à Châtelleraut M. Jacques Chirac. »

Mme CRESSON : une plate-forme de départ.

Mme Edith Cresson, membre du secrétariat du P.S., a souligné dimanche soir 19 octobre : « L'ensemble de la gauche a progressé d'une façon très nette par rapport au score précédent de 1973. On a pu constater la progression très nette du parti socialiste à l'intérieur de la gauche. Donc, nous pensons que le résultat d'aujourd'hui est une plate-forme de départ pour un très grand succès de l'ensemble de la gauche dans cette circonscription et c'est ce à quoi nous nous attachons, nous socialistes, et ce à quoi je m'attacherai personnellement. Ce que nous voulions, c'était faire une démonstration que la gauche était en progression et nous y sommes parvenus. »

M. Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a déclaré dimanche 19 octobre à Saint-Mathieu-de-Tréviers (Gard) : « La majorité pourtant si fortement enracinée a été mise en péril à Châtelleraut. Si la vague monte là-bas, jusqu'à Montreuil-la-Croix, dans la vallée de la France ? »

PONIATOWSKI : un succès pour la France.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, président de la Fédération nationale des républicains indépendants, a adressé à M. Abelin un télégramme de félicitations dans lequel il note : « Votre succès à l'élection de Châtelleraut montre, une fois de plus, comme dans les précédentes élections, la solidité et la cohésion de la majorité présidentielle et vous avez représenté. Vos électeurs ont refusé la voie dans une situation de crise sociale et économique. L'échec de vos rivaux Mitterrand, qui a soutenu votre élection, est un succès de la France qui refuse l'aventure qui, résolument, veut accomplir le projet de la République dans sa politique de progrès et de réformes. »

JOBERT : un succès relatif.

M. Michel Jorbert, fondateur du Mouvement des démocrates : « Pour une fois encore, l'ambition a pu servir payante. Une part, un homme qui s'est vu depuis plus de quinze ans la V^e République, en particulier ses institutions et ses politiques indépendantes, a été soutenu sans réserve par une majorité qui prétend en même temps l'héritière du général de Gaulle et de Georges Pompidou. D'autre part, un gouvernement qui a été imbu de l'éviter l'ingratitude de la crise a pu continuer à afficher sa satisfaction et ses certitudes devant les échecs et les insuccès de ses artifices et d'anthèmes. Car que la majorité ne s'y trompe pas. Son succès relatif risque d'être un succès. »



Découvrez les merveilles du monde antique (telles qu'elles apparaissent à Alexandre le Grand) en lisant "Les Histoires d'Hérodote"

Savez-vous comment on a construit les pyramides d'Egypte, les jardins suspendus de Sémiramis à Babylone, la statue en or de Zeus, le temple d'Artémis à Ephèse, le colosse de Rhodes ? Hérodote, témoin de son temps, nous l'explique en détail.

consulte les archives sacrées. Il se procure des listes officielles, fiscales, note les œuvres d'art, déchiffre les inscriptions. Il donne la situation politique et morale, les ressources des peuples. On connaît les causes qui ont abasois les cités et donné aux autres une vraie grandeur. Nous pouvons revivre, en lisant les Histoires, la vie des anciens Grecs, Phéniciens, Assyriens, Médés, Perses, Egyptiens, Nubiens, Libyens, etc., et nous voyons comment ils combattaient, comment ils bâtissaient leurs monuments colossaux et grandioses. Hérodote a dressé un inventaire précis des peuples et de leurs coutumes. Ses observations lui ont permis de décrire les hommes et les faits. C'est une immense enquête.

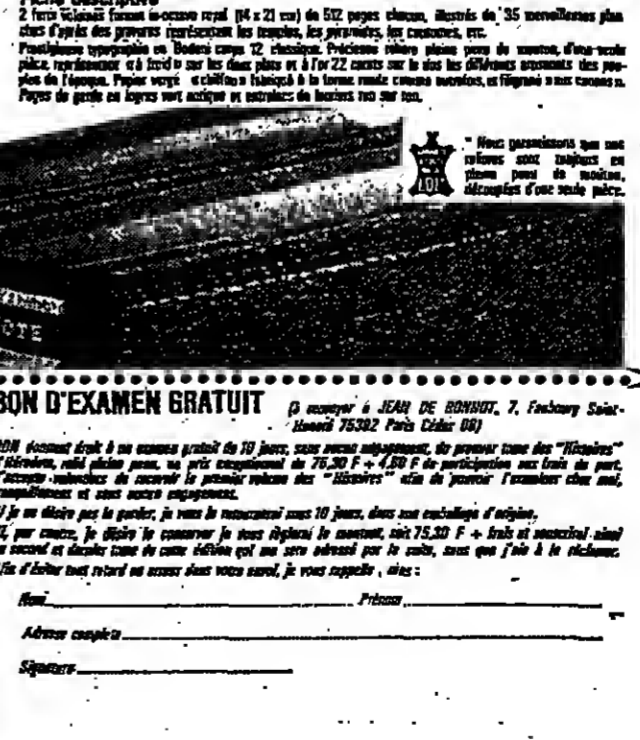
C'est le premier grand reportage sur le monde antique vu par un contemporain. Le jeune Hérodote d'Halicarnasse a parcouru, 500 ans avant la naissance de J.-C., une grande partie du monde antique alors connu. Contenu incomparable, c'est grâce aux Histoires qu'il nous a laissés que nous connaissons aujourd'hui les mœurs et les coutumes des peuples antiques dont nous sommes, sans lui, perdus la trace pour toujours.

Fils d'une famille célèbre d'Halicarnasse, alors sous la domination perse, il dut s'exiler parce qu'il se trouva mêlé à quelque tentative de rébellion contre le tyran qui gouvernait. Il entreprit alors de grands voyages : Grèce, Asie Mineure, Egypte, Libye, Palestine, Assyrie, Macédoine, etc.

Les monuments nous disent ce que firent les Khéops, les Ramsès, les Thoutmés du monde officiel. Hérodote nous apprend ce qu'on disait d'eux dans les rues de Memphis.

Les Histoires demeurent la source principale pour l'étude des genres littéraires et des peuples qui s'y sont trouvés mêlés. Le témoignage d'Hérodote est celui d'un Grec curieux de tout, avide de comprendre. Impartial, il critique, il interroge les témoins importants et l'homme de la rue, il

GARANTIE ILLIMITÉE : Il vous sera remboursé sans délai si vous n'êtes pas satisfait. Les livres sont envoyés par avion à 10 francs de plus. L'envoi est assuré par la poste. Les livres sont envoyés par avion à 10 francs de plus. L'envoi est assuré par la poste. Les livres sont envoyés par avion à 10 francs de plus. L'envoi est assuré par la poste.



BON D'EXAMEN GRATUIT. (à découper et à envoyer à JEAN DE BONVILLE, 7, Faubourg Saint-Hippolyte 75002 Paris Cedex 08) ...

le journal mensuel de documentation politique après-demain (non vendu dans les kiosques) Offrir un dossier complet sur : LA FAMILLE EN 1975

DÉFENSE

Aux Pays-Bas

UN CROISEUR LANCE-MISSILES EST DÉARMÉ PAR MESURE D'ÉCONOMIE

La Haye (A.F.P.). — Un croiseur lance-missiles néerlandais a été désarmé le vendredi 17 octobre en application de la décision prise par le gouvernement des Pays-Bas de réduire les dépenses militaires. Le *De Zeven Provinciën*, un bâtiment de 12 160 tonnes, fait en service depuis vingt-trois ans. Les réductions apportées aux forces armées ont provoqué les protestations des partenaires des Pays-Bas au sein de l'OTAN et les forces armées néerlandaises elles-mêmes. Devant ce mécontentement, le gouvernement a décidé récemment de maintenir temporairement en service quinze avions de reconnaissance de type Neptune, qui pourraient rester opérationnels jusqu'à leur éventuel remplacement par des Breguet-Atlantique achetés à l'Allemagne de l'Ouest et à la France. Mais il ne semble pas que des négociations proprement dites soient en cours à ce sujet. Par ailleurs, le ministre de la Défense, M. Henk Vredeling, a indiqué dans une lettre adressée à l'ensemble du personnel de la Défense, que les économies prévues pour 1977 et 1978 pourraient être reconsidérées « si elles entraînent de graves conséquences inacceptables ». Il a néanmoins rappelé le point de vue du gouvernement selon lequel les Pays-Bas éprouveraient de plus en plus de difficultés à maintenir leurs forces à leur niveau actuel « en l'absence d'une meilleure répartition des tâches entre alliés ».

Le Maroc commande des patrouilleurs à la France

De notre correspondant

Charbourg. — La marine marocaine a commandé à la France des patrouilleurs rapides, dont la livraison commencera dans quelques jours. Des négociations ont lieu actuellement entre les deux pays pour la construction d'autres types de bâtiments de guerre.

Aux Constructions mécaniques de Normandie à Charbourg, c'est une série de six petites vedettes déplaçant 88 tonnes qui fait l'objet du contrat. Il s'agit d'un nouveau type de patrouilleur dérivé des *Albatros* construits il y a quelques années pour l'Espagne, définis et étudiés par les Chantiers avec la collaboration des services de la Direction technique des constructions navales (D.T.C.N.).

D'une longueur de 32 mètres, ces patrouilleurs peuvent soutenir une vitesse continue de 25 nœuds. Armés de deux canons de 20 millimètres, le prototype *El Wadi* sera livré dans quelques jours au Maroc ; *El Jasi* a été lancé la semaine dernière et les quatre autres unités seront mises à l'eau, d'ici à mi-76.

A la Société française de constructions navales de Villemer-la-Garenne (Hauts-de-Seine), c'est le prototype d'une grosse vedette *FR-72*, étudié en collaboration avec la Direction technique des constructions navales et l'électronique Marcel Dassault, qui a été commandé à deux exemplaires par la marine marocaine. C'est un *FR-72* sans missile qui sera livré. Le *FR-72* déplaçera environ 450 tonnes à pleine charge et il sera armé d'un canon de 76 millimètres italien et d'un

canon de 40 millimètres suédois. Ultérieurement, il pourra devenir un patrouilleur doté de quatre missiles surface-surface *Exocet*, de la Société nationale industrielle aéronautique (S.N.I.A.).

D'autres négociations sont actuellement en cours, entre la France et le Maroc, qui souhaite également signer un contrat sur la construction par les armateurs français de bâtiments de transport légers du type *Batral*. Actuellement étudié par la D.T.C.N., le *Batral* déplace 1 500 tonnes. Il est destiné à assurer des missions d'intervention dans les zones où l'équipement portuaire est faible, et peut transporter jusqu'à quatre véhicules et des commandes. — R. M.

MÉDECINE

A cause d'une manifestation

LE CONSEIL RÉGIONAL DE L'ORDRE N'A PU JUGER TROIS MÉDECINS CONTESTATAIRES À RENNES

(De notre correspondant.)

Rennes. — Dimanche 19 octobre dans la matinée, à l'appel de diverses organisations, dont l'association pour une médecine au service de la population de l'Onet (A.M.S.P.O.), deux cent cinquante manifestants ont empêché le conseil régional de l'ordre des médecins de Bretagne de se réunir à Rennes. MM. Dominique Chevet, professeur agrégé de néphrologie, Bernard Le Merc, professeur agrégé de génétique, et Guy Caro, psychiatre à Rennes, devaient être jugés pour non paiement de leur cotisation à l'Ordre. Un groupe de cinquante médecins d'Ille-et-Vilaine signataires du manifeste du Groupe information santé (GIS) demandant la suppression du conseil de l'ordre.

Ils reprochent à celui-ci de porter une grande part de responsabilité dans le maintien d'une organisation rétrograde de la médecine, en particulier dans la permanence d'obstacles qui empêchent qu'elle ne soit au service de la population. Ils estiment que, en se faisant défenseurs exclusifs de la médecine libérale et en refusant d'être censeurs devant le pouvoir des trusts pharmaceutiques sur les prescriptions de médicaments, « l'ordre cautionne la dénaturation de la fonction médicale par la recherche du profit ».

Empêcher

les membres du conseil de siéger à huis clos

Interpellé et gardé à vue dans le cadre d'une opération de police effectuée dans les milieux autonomistes bretons (lire d'autre part nos informations), le docteur Guy Caro n'était pas aux côtés de ses confrères. Ceux-ci étaient accompagnés par des manifestants qui se sont introduits d'abord dans les locaux du conseil de l'ordre, malgré l'opposition de la police. Un commissaire a été quelque peu malmené. L'objectif de cette occupation était d'empêcher les membres du conseil de siéger à huis clos. Devant une telle situation, le président du conseil de l'ordre, le docteur Molaret, a décidé de lever une séance qui n'avait pu se tenir. La manifestation s'est ensuite dissipée sans incident. L'apparition tardive de gendarmes mobiles armés de lance-grenades a été cependant manifestement critiquée par les médecins contestataires ou non.

DANIEL MORNET.

André Siegfried

la crise britannique au XX^e siècle l'Angleterre des années 30

Un diagnostic sur le rôle de la puissance économique anglaise dans le monde, qui n'a rien perdu de son intérêt.

ARMAND COLIN



3.80 F.

Rothmans King Size filter

La vogue est à Rothmans King Size Filter. Les raisons en sont évidentes : Sa juste longueur, ses tabacs savoureux, son filtre parfait.

Vendue dans 160 pays et à bord de 110 lignes aériennes, Rothmans King Size Filter vous offre et vous garantit une qualité supérieure.



Belgique F 27.- Italie L 500 Suisse Sfr. 1.90 Hollande fl. 2.- Angleterre 37 p.

Lire n°2 est sorti

LE MAGAZINE DES LIVRES

novembre 1975 / 10 F
numéro 2

Lire

LE MAGAZINE DES LIVRES

Robert SABATIER

Jacques MONOD

Des extraits de ces dix livres



EN COLLABORATION AVEC
PATEK PHILIPPE
MAITRES HORLOGERS A GENEVE



Aldebert

Joaillier 1875
1, BD DE LA MADELEINE, PARIS 1^{er}

PRESENTE L'EXPOSITION
LA MAIN CRÉATRICE

du 17 au 24 Octobre

CETTE EXPOSITION COMPORTE

- des montres du Musée Patek Philippe
- des montres compliquées
- des montres contemporaines, et la collection 1975/76

ENTRÉE LIBRE

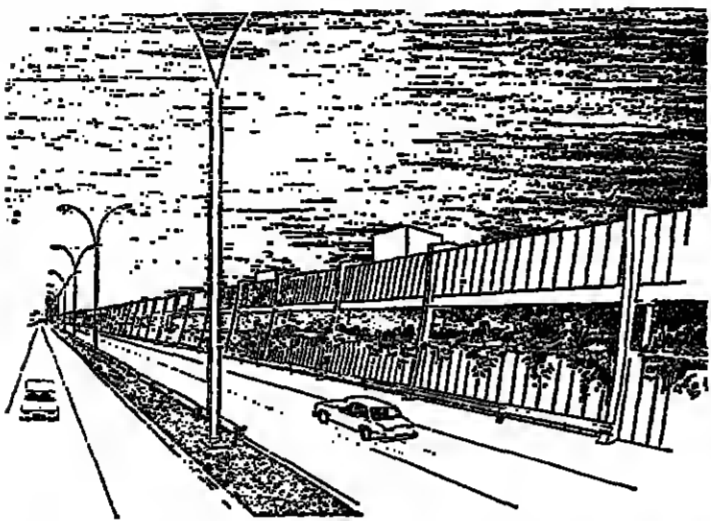
MIRABEAU 71 Av de Versailles PARIS 16^{ème} 525.14.20

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

Essai des nouvelles 316 - 320 et de toute la gamme

La région parisienne

AGRESSIONS 80 décibels qui fracassent la vie de 1500 familles



Le Niagara automobile de L'Hay-les-Roses

« Je ne dors qu'à coup de sommeiliers, raconte un ménager. Le bruit est devenu insupportable lorsqu'il est mis en service, en 1971, l'autoroute B6, doublant de l'autoroute du Sud. En 1957, il n'y avait que quatre voies. Aujourd'hui, on en dénombre douze. La pire, c'est que le silence à la campagne n'est devenu pénible, lui aussi. » Une poussière noire s'accumule sur les vitres des pavillons « Castors ». Les fleurs crèvent. Il est impossible d'ouvrir les fenêtres pendant l'hiver.

Pourquoi continuent-ils d'habiter en bordure des autoroutes ? Réponses des locaux : « Parce que c'est moins cher qu'ailleurs à cause du bruit. Essayez de trouver, en ban-

lieu, un appartement F4 qui ne coûte que 700 F par mois, charges comprises ! » Réponse des propriétaires de pavillons : « Avant, on était bien ici. »

Les pouvoirs publics ont tardé à remédier à cette situation et, lorsqu'ils s'y sont décidés, leur démarche n'a pas été très cohérente. En 1971, un mur antibruit de 4,5 mètres de haut et de 480 mètres de long a été mis en service sur le saut de chaudière. Il devait abaisser de 20 décibels le niveau de bruit. Coût : 1 million. Un rivain sur deux n'a pas constaté de différence appréciable. Bien plus, les habitants situés à l'est ont l'impression que cet écran de béton leur renvoie un écho de bruit.

Gradins à fleurs

Deuxième solution de l'Administration : recréer les appartements « enjoints ». Des négociations sont en cours entre l'Administration et seize propriétaires pour le rachat d'un immeuble « Castor ». « Nous demandons que l'Administration ne tienne pas compte des nuisances dans son estimation », déclare M. Gairol, président du comité de défense contre les nuisances dues aux autoroutes A 6 et B 6. Un appartement de trois pièces devrait être payé 110 000 francs même si un quatre pièces n'a pas trouvé acquéreur à 80 000 francs à cause des nuisances.

Lorsque des riverains accablés ont barré l'autoroute, le vendredi 13 décembre 1974, à 18 h 30, les services de l'équipement ont décidé la construction d'un nouveau mur sur le talus est. Cet ouvrage, dont la construction a commencé en août, sera traité avec soin pour que ses 8,5 mètres de haut et ses 682 mètres de long n'absorbent pas les alentours. Notamment des gradins y ont été prévus pour recevoir des fleurs et des arbustes. Les résultats, attendus

FUTURISME La capitale chauffée à l'atome

LES Parisiens vont-ils chauffer à l'atome ? C'est du moins le projet qu'a déclaré officiellement le Comité parisien du chauffage urbain (C.P.C.U.) et le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). Créé en 1972, le C.P.C.U. assure à Paris le quart de calories qui lui sont nécessaires. Un gigantesque chauffage central formé de 475 kilomètres de canalisations innove le capot pour livrer aux abonnés le « tonne vapeur » tournée par les neutrons centraux thermiques qui ne quittent Paris et sa périphérie.

Jusqu'à présent, l'inclinaison des ordres (30 % de l'énergie thermique) et le fait permanent de la C.P.C.U. de maintenir ses taux de croissance à 10 % par an. La part des ordres a été aujourd'hui un plafond tendu que le prix du fuel ne cessait d'augmenter. Pour assurer son développement, le comité doit dans un proche avenir se consacrer à la recherche de nouvelles sources d'énergie : par exemple l'atome.

Mais après avoir résolu plusieurs difficultés techniques, la dimension du réacteur, un de plus grands du monde, impose le choix d'un réacteur à haute puissance. C'est sur l'un d'eux, d'une puissance de 1 100 Mégawatts fonctionnant à eau pressurisée que portera effectivement le débat. D'après ceux qui équipent les sous-marins nucléaires, il a derrière lui plusieurs années de tests et de services. La leçon impose le choix du site : Saclay (Essonne).

D'autre part, le réseau actuel de chauffage urbain est conçu en fonction de petites centrales. A l'avenir, ce serait une canalisation de 2,5 à 3 mètres de diamètre qui parcourrait en sous-sol les 20 kilomètres qui séparent Saclay du centre de Paris.

Enfin, comme tout fournisseur d'énergie, la C.P.C.U. doit garantir à ses clients un service régulier ; or, on ne stocke pas facilement le vapeur.

Certes, même dans l'hypothèse la plus pessimiste, le choix de la vapeur nucléaire sera rentable pour la C.P.C.U. Mais comme le réseau parisien ne consomme pas toute la production de réacteur, la C.P.C.U. s'intéresse à ses perspectives de développement. En effet, si la compagnie a dû répondre à une forte demande dans les années 60, lors des grandes rénovations de l'urbanisation intensive, elle ne peut prévoir à quel rythme elle va se développer désormais. « Autant plus que l'habitat individuel, qui demande un long et coûteux réseau de canalisations, se développe beaucoup en région parisienne.

Un chauffage urbain assuré, et pas seulement à Paris, mais en banlieue ou en « proche » province, par l'énergie nucléaire ? C'est un fait un choix national coûteux : une centrale atomique coûte quatre à cinq fois plus cher qu'une centrale thermique classique.

M.-C. ROBERT.

Vident-ils la Seine ?

Une couverture partielle paraît être une meilleure solution, mais les ingénieurs la rejettent, car sa mise en place obligerait, disaient-ils, à interrompre la circulation. Mais, comme le fait remarquer un propriétaire, « quand ils font un pont, vident-ils la Seine ? »

En réalisant le doublement de l'autoroute du sud, les pouvoirs publics ont perturbé gravement les conditions de vie des habitants de cette partie de L'Hay-les-Roses. Le rétablissement du niveau de bruit de 1971 représente une revendication légitime qui n'a pas encore été vraiment prise en compte. Les riverains excédés se déclarent prêts à arrêter à nouveau la circulation et les promesses de l'Administration ne sont pas tenues si le mur se révèle impuissant à leur rendre le sommeil. Devront-ils en arriver là ?

ALAIN FAUJAS.

QUOTIDIEN Des départements pas tout à fait comme les autres

Hauts-de-Seine

VIVRE A CLICHY

LES banlieusards se plaignent de vivre dans des cités-dortoirs où ils doivent loger, où ils ne peuvent travailler. Il faudrait créer sur place les emplois dont ils ont besoin. Les choses ne sont pas si simples, comme le montre l'exemple de Clichy dans les Hauts-de-Seine.

La commune compte 28 000 habitants actifs. Chaque jour 20 000 d'entre eux vont travailler à Paris ou dans les départements périphériques. Mais chaque jour aussi 20 000 personnes viennent de l'extérieur travailler à Clichy. Bonne illustration de l'inadaptation entre les offres et les demandes d'emplois. Ceux qui sont employés à l'extérieur le sont dans des activités de service : les usines installées sur place, comme Citroën ou les Câbles de Lyon, proposent surtout des emplois secondaires.

Val-de-Marne

LES RÉVOLTÉS D'ORMESSON

« Si vous voulez provoquer une émeute ici, sortez un samedi matin et parlez aux deux premières personnes que vous rencontrerez de la rocade A 87. Une heure après, tout le monde sera dans la rue. C'est ainsi qu'un habitant d'Ormesson (Val-de-Marne) résume l'ambiance qui règne dans sa commune depuis qu'il est officiellement question qu'une autoroute la traverse.

Les habitants de ce secteur sont venus s'installer ici, séduits par l'aspect balnéaire du paysage, la vie paisible de la commune. Ils se sont regroupés le 8 juin 1972 en une association de défense qui compte aujourd'hui 3 500 adhérents. « Nous avons tout d'abord voulu savoir pourquoi ce tracé avait été retenu, expliqué leur président. La rocade passera

sur l'emprise de l'ancienne A.P.I.S.O. qui devait relier à Versailles les agglomérations principales de l'ancienne Seine-et-Oise. Or, depuis la première esquisse de cette voie, l'urbanisation a couvert une bonne partie du secteur intéressé et la construction de la rocade, sur son emprise actuelle, ferait passer en lieu urbain un trafic important collecteur de trafic lourd. »

Autre motif d'indignation : Valenton (Val-de-Marne) et Bonneuil-sur-Marne (Val-de-Marne), au sud, Châtigny (Val-de-Marne) au Nord, sont des communes fortement urbanisées qui réclament l'A 87 pour leurs habitants. La rocade traverserait ces agglomérations en tranchée ouverte. Mais les habitants des cotés situés en zone moins dense devront sacrifier une emprise large de 50 mètres à la voie construite au niveau du sol. « Pourquoi, interrogent-ils, ne pas repousser la rocade de quelques kilomètres, où elle passerait en rase campagne ? »

Au ministère de l'équipement, on commence à étudier d'éventuelles modifications sur le projet initial, mais le scepticisme est de rigueur, puisqu'un nouveau tracé provoquerait individuellement une levée de bouilliers chez les municipalités victimes du report. Sans doute la rocade A 87 ne sera-t-elle construite que dans dix ou quinze ans. « Nous subissons dès aujourd'hui les conséquences de cette rocade, puisque nos pavillons perdent de leur valeur. La remise à jour du schéma directeur est pour nous l'occasion de demander une modification de ce tracé. C'est peut-être une question de l'ordre de 2 000, mais il faut la résoudre aujourd'hui. »

En somme, il vaut mieux crier avant d'évoquer mal que de souffrir en silence quand il n'y a plus rien à faire. Mais c'est là le programme commun de toutes les associations qui naissent au même rythme que les projets autoroutiers. On comprend dès lors le scepticisme des pouvoirs publics, qui finissent par croire qu'il est impossible de construire une autoroute en région parisienne.

Paris

PETIT MÉTIER

« JOURS, plissés, bottés, » la pancarte est un peu jaune, mais le visage finement maquillé, les yeux bleus, rieurs, de la marchande, doucement écartés dans la chute. Curieux habitacle. Une grande caisse en planches robustes, peintes de bonne peinture ; à l'intérieur, des vitres qui permettent de voir l'intérieur du réduit. La place pour deux personnes : marchande et cliente, la porte s'ouvrant sous la voûte de l'escalier qui abrite cette maisonnette-boîte.

C'est l'un des derniers commerces utiles dans cette rue d'un quartier résidentiel où les négociants de placards, d'objets secondaires disparaissent aux succursales ou aux agences immobilières des quelques boutiques d'autrefois.

La marchande et joliment coiffée range dans des cartons les enveloppes et les clients ont glissé collants ou bas à remballer. Il faudra attendre quinze jours avant de pouvoir les retirer, mais si l'on déplore qu'elle n'ouvre pas avant 10 heures en 10 h 30, elle répond si gentiment : « Je suis là jusqu'à 19 heures tous les jours... », qu'on regrette d'avoir en un mouvement d'impétuosité.

On la connaît, et personne ne sait rien d'elle, si ce n'est qu'elle est là depuis trente ans et que tout le monde l'aime bien.

Et puis un jour apparaît tout en haut de la maisonnette-boîte une grande pancarte : « A vendre. » On s'écroule, on s'effondre, on s'écroule. « Il faut libérer la voie », pourquoi ? Pendant un mois, les cartons se vident, mais personne ne veut acheter la cabane, qui disparaît bientôt avec son occupante.

Elle est morte quelques semaines après. Elle avait quatre-vingts ans.

CATHERINE DELALOT.

Yvelines

UNE VILLE SANS RIDES

UNE ville où un homme sur deux a cinquante ans, et où trente ans et l'autre de zéro à dix ans, une ville où les adolescents sont moins de 10 %, et le taux de natalité crève le plafond de 2 % : mais où on ne reconnaît presque jamais de corbillards ; 3 % de la population a plus de cinquante ans. C'est à Saint-Quentin-en-Yvelines, la ville nouvelle qui porte bien son nom.

Les trente-cinq mille nouveaux habitants s'y sont spontanément classés dans les divers habitats qui étaient proposés. Dans les pavillons, les cadres, les familles « terminées », avec deux enfants ; dans les collectifs en

accession à la propriété », les jeunes ménages. Agés de vingt-cinq à trente ans, s'installent la famille se constitue. Dans les H.L.M., les familles nombreuses, les immigrés, les tout jeunes parents.

Une telle population et ses besoins en équipement (maternelles, crèches ; 80 % des femmes travaillent) n'est pas sans causer des difficultés à l'établissement public d'aménagement. Saint-Quentin inaugure, pas seulement avec ses « officiels », mais avec ses habitants et tous ceux qui ont participé à sa construction, le mardi 21 octobre, son centre culturel, qui lui portera le nom de « Maison pour tous ».

POLÉMIQUE Les Bicornes veulent rester à Paris

L'INSTALLATION de l'École polytechnique à Palaiseau, dans l'Essonne, prévue pour octobre 1976 (le Monde du 7 octobre), provoque de vives réactions de la part des membres de la Société amicale des anciens élèves. M. Louis d'Orso, président de l'Amicale, a adressé, le 9 octobre, une lettre au président de la République pour lui rappeler la position des anciens : « L'esprit romanesque de l'X traverserait à Palaiseau, écrit-il, n'a cessé de s'amoindrir, au point qu'elle serait, seule, transférée dans une zone « rurale », non urbanisée, abandonnant, sans contrepartie, une partie de son caractère d'habitat humain... »

« L'Administration n'a pas le droit, au regard des générations futures, de faire un « pari » sur l'une des grandes écoles françaises en risquant de la désorganiser et de lui faire perdre son identité.

« L'A.X. a pris soin de vous présenter des solutions précises et chiffrées à la fois pour la rénovation de l'École sur son site actuel, et pour la réhabilitation à des besoins prioritaires de l'état des bâtiments construits à Palaiseau. »

M. Jean Vinpotte, membre du conseil d'Administration de l'Amicale, rappelle le résultat de la consultation réalisée parmi les anciens élèves, au printemps dernier, sur le principe du transfert de l'École sur son site actuel. « Cette consultation avait sur les précédentes le double avantage de porter sur un objet (êtes-vous pour (ou) contre le transfert de l'École) et d'être organisée à bulletin secret. Les résultats méritent d'être rappelés : avec une participation trépassée (5 724 enveloppes-réponses reçues), une majorité de 75 % des suffrages exprimés s'est dégagée contre le transfert de l'École (4 819 voix contre, 1 356 voix pour).

« Aucune référence n'est faite

à la consultation des élèves de l'École organisée en mai dernier par le groupe « X Montaigne-Sainte-Genève (X M), également à bulletin secret, avec une très forte participation. Les élèves se sont prononcés contre le transfert à des majorités variant entre 85 % et 95 % selon les promotions. Et il s'agit d'un avis « objectif » : les élèves de l'École en fin de cursus, n'ont pas à Palaiseau. »

D'autre part, un habitant du quartier, M. Pierre Andrieu, nous fait part de ses réflexions sur l'aménagement de la Montaigne-Sainte-Genève proposé par l'Abellet parisien d'urbanisme : « De quoi s'agit-il ? De savoir si, à l'exception de quelques éléments historiques et artistiquement intéressants, l'on va raser les bâtiments actuels de l'École pour bâtir à la place un ensemble nouveau, ou si l'on conserve l'essentiel des constructions actuelles en leur donnant une destination véritablement différente... »

« Comment soutenir, en effet, décevant, que l'on va « créer un véritable quartier vivant et populaire », alors que celui qui existait spontanément ne cesse depuis trente ans de se détruire sous nos yeux par le jeu, précisément, de la spéculation foncière ? (...)

« L'autre solution, conserver les bâtiments actuels, a pour elle le bon sens et aussi, dans une période difficile, le souci d'un emploi raisonnable des crédits publics et privés. Si certains de ces bâtiments ne se reconstruisent pas par l'esthétique, il faut constater aussi que ces bâtiments, de construction récente, sont dans un excellent état de conservation. Ils peuvent, demain, moyennant certains aménagements intérieurs, outre les locaux que l'École conserverait à Paris, accueillir n'importe quel établissement universitaire à Paris (Collège de France, Bibliothèque Sainte-Genève, etc.). »

Éditions sociales

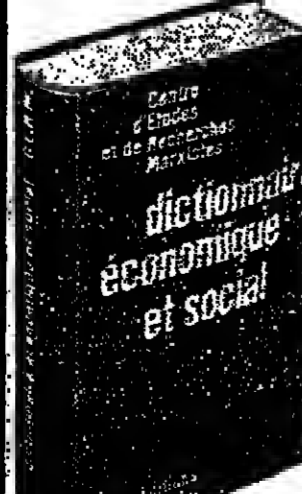
DICTIONNAIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Les Éditions Sociales nous donnent aujourd'hui un dictionnaire bien présenté, propre à faciliter les recherches de définition et la connaissance de la doctrine ou des attitudes. L'intérêt de cet ouvrage est loin d'être limité aux marxistes.


Alfred Sauvy - Le Monde
L'Humanité-Dimanche
Le Figaro

C'est un ouvrage indispensable pour tous ceux qui veulent donner aux mots leur véritable sens ; qui veulent mieux comprendre le monde d'aujourd'hui, mais aussi déceler ce qu'il y a de dernière le langage technocratique, et démystifier la phraseologie de ceux qui se servent des mots pour cacher leur politique. Nouvelle Revue Socialiste en vente toutes librairies

un fort volume de 766 pages 59.-F



OFFREZ UN CADEAU PRESTIGIEUX



La réplique exacte de la plaque APOLLO 13 donnée sur la lune par votre planète pendant son voyage vers les étoiles. EN APPORTANT LA PAIX AU NOM DE TOUS LES HOMMES sur tout ce que demande un long et coûteux voyage spatial, cette plaque est un objet précieux, un objet d'art, un objet de collection. Elle est offerte à la vente par correspondance. Cette plaque de collection est offerte par correspondance avec un certificat d'authenticité. Demandez tout de suite votre exemplaire à l'adresse ci-dessous. Cette offre est limitée.

Les répliques exactes de la plaque APOLLO 13 donnée sur la lune par votre planète pendant son voyage vers les étoiles. EN APPORTANT LA PAIX AU NOM DE TOUS LES HOMMES sur tout ce que demande un long et coûteux voyage spatial, cette plaque est un objet précieux, un objet d'art, un objet de collection. Elle est offerte à la vente par correspondance. Cette plaque de collection est offerte par correspondance avec un certificat d'authenticité. Demandez tout de suite votre exemplaire à l'adresse ci-dessous. Cette offre est limitée.

LES ÉDITIONS SOCIALES

18, rue de Valenciennes - 75013 PARIS

100 000 150

LE GOUVERNEMENT ET LES REVENDICATIONS AUTONOMISTES

CORSE : les tarifs ferroviaires seront appliqués aux liaisons maritimes

L'occupation par les agriculteurs des lieux de la ferme Casanova, dans la plaine orientale, dimanche, ce lundi 20 octobre. Elle avait commencé le samedi après-midi 19 octobre.

Le conseil régional et le comité économique et social examinent ce lundi matin 20 octobre, à Ajaccio, un projet gouvernemental qui porte sur la création d'un service public de transports maritimes et mise en œuvre de la continuité territoriale entre les ports français de Corse et du continent.

place d'un établissement public chargé d'organiser les transports maritimes. Il suggère la création d'une compagnie nationale à laquelle participerait la S.N.C.F. Pour M. Jacques Chirac, la solution à venir doit reposer sur un engagement clair et définitif de l'Etat et sur une association étroite des partenaires locaux.

BRETAGNE : une quarantaine de personnes ont été interpellées

De nos correspondants

Le vaste coup de filet effectué samedi 18 octobre au début de la matinée par les services de police dans les milieux autonomistes bretons n'a pas constitué une totale surprise. Après la succession d'attentats visant notamment des parlementaires (1) et des lettres de menaces reçues par d'autres personnalités, l'absence de réactions, du moins à Paris, des pouvoirs publics, suscitait de plus en plus d'inquiétude.

M. Roger Le Tallanter, commissaire divisionnaire, chef du service régional de police judiciaire, n'a pas caché samedi en fin d'après-midi, dans une conférence de presse de pure forme, que les ordres lui étaient venus de Paris. Desir d'intimidation ou aboutisse-

DU FSAB AU FASAB

(De notre correspondant.) Saint-Brieuc. — Appel FSAB (Front socialiste auto-gestionnaire breton), lors de sa création le 8 juin dernier (2), le mouvement est devenu récemment le FASAB (Front autonome et socialiste auto-gestionnaire breton). En ajoutant ces adjectifs « autonomes », les dirigeants du FASAB ont voulu lui donner une dimension nouvelle.

Pour eux, le mouvement sera le moyen d'une action directe sur le seul état politique et légal. Nous dénonçons d'urgence, disent les dirigeants, tous les amalgames qui pourraient être faits entre le F.L.B. et le FASAB. Et ils participent eux-mêmes au remembrement ou à la création de nouveaux mouvements sociaux sur le terrain breton, en réclamaient une reconnaissance de ces emplois en Bretagne.

Il pourrait d'autant mieux alors réclamer la reconnaissance du fait breton — « une identité collective que nous appelons nationale » — et le statut d'Autonomie dont il s'agit l'ambition. Autonomie, un terme qui, en Bretagne, est ambigu, prête à bien des interprétations. Et c'est pour s'en défendre encore que les responsables du FASAB le définissent « à contrario » : « NI indépendantisme, ni une régionalisation qui n'est que déconcentration, ni un repli sur soi. »

Quelle a-t-on en fait alors ? « C'est une réaffirmation des Bretons définis dans ses limites. »

(1) Le Front socialiste auto-gestionnaire breton avait été créé le 8 juin 1975. L'acte d'une démarche commune entamée fin novembre 1974 entre le parti breton S.A.V. les socialistes bretons, le parti communiste breton (P.C.B.), le parti socialiste breton (P.S.B.) et le parti ouvrier breton (P.O.B.) ont pris depuis une certaine distance avec le Front.

ment d'une enquête minutieusement menée à terme ? La question trouve peut-être réponse au terme des six jours de garde à vue, détail prévu aux protocoles relevant de la Cour de sûreté de l'Etat. De source officieuse, on apprendit dimanche après-midi, que six inculpations seraient déjà envisagées. On sait que parmi les personnes interrogées figurent de « nouvelles têtes », par rapport au coup de filet précédent.

M. GUY CARO

M. Guy Caro est devenu en quelques années une des figures les plus en vue du courant autonomiste breton.

Il a d'abord animé les instances locales du P.S.U. des Côtes-du-Nord et fut membre, en 1971 et 1972, de la direction politique nationale de ce parti, auquel il avait adhéré en 1968. La section de Saint-Brieuc était alors particulièrement active. M. Caro comptait dans ses rangs le maire, M. Yves Le Fol, député des Côtes-du-Nord (la majorité des conseillers P.S.U. et M. Le Fol lui-même ont, depuis, rejoint le P.S.). M. Caro avait porté les couleurs de sa formation lors des élections législatives de 1968, contre Mlle Marie-Madeleine Diezsch, devenant même le candidat communiste. Il devait être élu conseiller général (canton de Plouguennat) en 1970.

M. Guy Caro a aussi milité activement en faveur de la « psychiatrie libérale », sur laquelle il avait publié un certain nombre de réflexions dont l'une était intitulée : « Vers une insomniation de la psychiatrie ? » Il devait être licencié en 1971 de son poste de directeur médical de la clinique des étudiants de Rennes, ce qui donna lieu à une vive controverse locale. Son opposition politique à Mlle Diezsch, devenue secrétaire d'Etat à l'éducation nationale puis aux affaires sociales, après avoir été réélu contre lui, avait trait à M. Caro, assurant à Rennes, bien des difficultés dans sa carrière.

Enfin, le conseiller général s'est déclaré de plus en plus partisan des thèses autonomistes. Il a pris part à titre personnel à la première réunion publique du F.L.B. à Paris, en novembre 1969. Au cours de la conférence nationale du P.S.U. sur les minorités ethniques, en août 1971, il a exprimé le désir que son parti devienne à cet égard « un courant politique pour le mouvement ouvrier français ». A partir de cette date, M. Caro a consacré ses efforts à mieux associer celui-ci au mouvement breton. Il a notamment animé les comités de soutien aux détenus bretons et différentes associations régionales.

En novembre 1973, l'écart entre ses positions et celles de son parti devint tel que M. Caro quitta le P.S.U. en assurant qu'il ne ferait désormais partie d'« aucune organisation politique hexagonale », et en déclarant « le colonialisme institutionnel et un certain centralisme bureaucratique parisiens » qu'on trouvait même, selon lui, dans les partis d'extrême gauche. Il passa, depuis, pour compter de nombreux amis dans les rangs du F.L.B., même depuis la dissolution de ce dernier et sa transformation en mouvement clandestin.

Il l'interrogeait cependant (le Monde du 28 décembre 1973) sur « la contradiction qui existe, mais peut être surmontée », entre la violence et l'isolement politique de ceux qui y ont recours.

B. B.

Lever le handicap de l'insularité ; cette revendication traîne, depuis des années, dans le cahier de doléances des Corsais. Les dirigeants ont hésité à la prendre en considération tant elle lui paraît coûteuse à réaliser. Les principes de la continuité territoriale pose, en effet, sur une fiction ; à titre comme si l'usage ne devait lier qu'un seul moyen de transport entre l'île et le continent, comme si la mer n'existait pas. Cette analyse conduit à exorcer le client de toute dépense supplémentaire, de la force motrice, de la charge portante ; elle oblige à lui facturer la traversée de la Méditerranée à travers le détroit de Gibraltar, les kilomètres de la S.N.C.F.

A l'évidence, les transports maritimes ne peuvent assurer un tel service que s'ils perçoivent

M. ARRIGHI DE CASANOVA : l'assemblée sous le contrôle de l'opinion ?

M. Emile Arrighi de Casanova, président du comité économique et social de la Corse, propose, dans un article paru dans la Nouvelle Revue des Deux Mondes (octobre 1975), de « mettre en chantier, sous plus attendue, la fin de la loi de 1972 » sur les élections. « Une certaine audace est-elle, pas une forme supérieure de la prudence ? », demande-t-il. Arrighi, qui écrit notamment : « Le suffrage universel, à condition que le mécanisme choisis soit une bonne expression de la volonté des citoyens, permettrait de mesurer leur force respective et offrirait, à ceux qui considèrent présentement comme des esclaves, l'occasion d'une libération institutionnelle. Elle permettrait, en outre, l'assemblée générale sous le contrôle direct de l'opinion, puisqu'elle en serait l'organe. »

A tout le moins, dans une certaine mesure, le conseil régional maritime — jugé trop compliqué — avec le tarif ferroviaire ; cette réforme devra être achevée avant la fin de cette année. Le secrétaire d'Etat aux transports, a, dès maintenant, demandé aux compagnies maritimes de s'entendre avec la S.N.C.F. et les « routiers », afin d'offrir aux usagers des tarifs de bout en bout clairs et connus à l'avance. « La poursuite de l'œuvre a déjà décidé d'appliquer, le 1er janvier 1976, la tarification routière obligatoire » aux transports routiers effectués, sans rupture de charge, entre la Corse et le continent.

MISE EN PLACE D'UN SYNDICAT DES TRANSPORTS MARITIMES. Pour garantir que le « service public maritime » sera assuré en permanence en fonction de l'intérêt général, le gouvernement propose la mise en place — avant

une subvention pour compenser les pertes de recettes dues à l'application d'un tarif obligatoire inférieur au prix de revient de coût financier de la continuité territoriale sera donc très lourde pour les finances publiques : environ 200 millions de francs par an.

Le plan du gouvernement comporte trois volets, qui doivent être mis en place très rapidement, si possible avant la fin du premier trimestre 1976.

MESURES IMMEDIATEES.

Trafic des voyageurs et des véhicules accompagnés. Le secrétaire d'Etat aux transports a demandé à la Compagnie générale méditerranéenne (C.G.T.M.) et à la S.N.C.F. d'étudier la création — pour les prochaines vacances scolaires de Pâques — d'un service commun qui permettrait aux usagers de réserver leur passage et d'acheter leurs billets, non seulement dans les agences de la C.G.T.M. mais encore dans les gares S.N.C.F.

Trafic des marchandises. En avril dernier, voulant mettre en pratique le principe de la continuité territoriale, le gouvernement avait ouvert, pour 1975, un crédit de 32 millions de francs. Une part de cette somme (13 millions) a été versée aux compagnies maritimes, pour compenser des obligations de service public : limitation des hausses tarifaires et desserte de ports secondaires. « Les conditions d'emploi du reliquat — 19 millions — doivent être précisées dans les meilleurs délais et pour le maintien d'un abaissement des tarifs de fret. » Le conseil régional, unanimement, avait refusé, le 17 juin dernier, de toucher à cet argent aussi longtemps que Paris ne prendrait pas ouvertement position pour la création d'un « service public maritime ».

Autre objectif : aller « aussi loin que possible » dans la voie d'une harmonisation du tarif maritime — jugé trop compliqué — avec le tarif ferroviaire ; cette réforme devra être achevée avant la fin de cette année. Le secrétaire d'Etat aux transports, a, dès maintenant, demandé aux compagnies maritimes de s'entendre avec la S.N.C.F. et les « routiers », afin d'offrir aux usagers des tarifs de bout en bout clairs et connus à l'avance. « La poursuite de l'œuvre a déjà décidé d'appliquer, le 1er janvier 1976, la tarification routière obligatoire » aux transports routiers effectués, sans rupture de charge, entre la Corse et le continent.

le 31 décembre 1975 — d'un « syndicat des transports maritimes entre la Corse et le continent ». Il est constitué entre l'Etat, la région, les deux départements de la Corse et, éventuellement, les chambres de commerce et d'industrie de l'île. Il est présidé par un conseil que préside le préfet de région et au sein duquel les représentants de l'Etat et ceux des collectivités insulaires siègent à égalité.

Le syndicat définit les relations à assurer, les moyens à mettre en œuvre pour desservir l'île dans les meilleures conditions. « Il fixe les tarifs, qui doivent obligatoirement respecter le principe de la continuité territoriale, basée sur l'application des barèmes de la S.N.C.F. » Il traite avec les armements par la voie de conventions dont l'Etat garantit l'exécution. Les subventions qu'il verse à ces transporteurs au titre de service public sont couvertes par une dotation globale des pouvoirs publics et par des concours éventuels des collectivités locales. Le syndicat peut susciter la création d'un service public de commissionnaire de transport qui ne jouirait cependant d'aucun monopole. Il servirait utilement de référence aux usagers qui conserveront le libre choix de leur commissionnaire.

CREATION DE LA COMPAGNIE MARITIME CORSE-CONTINENT.

Parce que les relations entre la puissance publique et les transporteurs doivent, pour d'évidentes raisons de souplesse et d'efficacité, s'établir dans un cadre contractuel, il est nécessaire

de disposer, sur les liaisons continentales, d'une compagnie du secteur public solidement structurée. C'est à la fois la garantie que les services publics continueront d'être assurés dans les meilleures conditions, même en cas de défaillance d'un armement privé, et la certitude que la continuité territoriale sera structurée respectée. A cet égard, la participation directe de la S.N.C.F. est indispensable. Le secteur public est de nature à répondre à cette double constatation.

Le gouvernement propose donc la création — au maximum du 31 mars 1976 — d'un nouvel armement du public. Filiale de la Compagnie générale maritime, issue elle-même du rapprochement de la Compagnie générale transatlantique et des Messageries maritimes, — ce nouvel armement pourrait prendre le nom de Compagnie maritime Corse-Continent. La S.N.C.F. participera, à de façon appréciable, à son capital, et siègera à son conseil d'administration.

Cette nouvelle compagnie reprendra les activités et les moyens en personnel et en matériel de l'actuelle C.G.T.M. Elle assurera donc le service public de transport des voyageurs, dont elle sera l'unique concessionnaire. En revanche, elle recevra une concession de service public pour le transport de marchandises, concurrentiel avec les autres services publics du secteur privé ; la Compagnie méditerranéenne de navigation et la Société méditerranéenne de cabotage.

JACQUES DE BARRIN.

Faits et projets

Circulation

SUCCES POUR LE NOUVEAU PONT DE SAINT-NAZAIRE. — On estime à plus de cent mille le nombre de personnes qui, durant le week-end du 18 octobre, sont venues visiter le nouveau pont qui relie Saint-Nazaire à Saint-Brevin. Des incidents s'étaient produits vendredi entre des représentants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. et les forces de l'ordre. Samedi, de nouvelles manifestations — avec pour thème le « pont trop élevé du péage — 20 francs dédouanés, minuscule dans un cadre contractuel, il est nécessaire

Région parisienne

LES FAÇADES DE LA CITE MOULIN. — Ainsi que l'indiquent un mémoire du préfet de Paris, la Ville de Paris a introduit, le 24 juin 1975, devant le tribunal administratif, une instance contre l'entreprise Société Oger et

MM. René Fontaine et Albert Laprade, architectes. La demande tend au paiement d'une somme de 8 394 000 F, en sus des honoraires de 1 000 F, résultant des dégâts constatés dans le revêtement des façades de l'immeuble de la cité administrative, 17, boulevard Molière, Paris (4^e), dont la construction fut terminée en 1965.

L'instance a été introduite à titre conservatoire, compte tenu de la réputation du délai de la garantie décennale (30 juin 1975).

Suivant l'avocat de M. Albert Laprade, l'expert désigné par le tribunal administratif a conclu qu'il fallait améliorer l'acroschage des pierres et non refaire toute la façade. La somme nécessaire pour ces travaux se situerait entre cent-cinquante et deux millions de francs.

LA K.L.M. AVEC LE CLUB. Le Club Méditerranée et Intel Corporation, chaîne hôtelière filiale de la compagnie néerlandaise K.L.M., s'associent pour créer et commercialiser l'hôtel que le Club a mis en service à Nantilly (voir page 4). L'établissement comprend quatre étages, totalisant quatre cents chambres, toutes dans des doubles chambres.

Nuisances A ITALIE

Rien ne va plus dans le quartier Italia, à Paris, dans le troisième arrondissement. Les habitants ont contesté la rénovation ; aujourd'hui ils se plaignent des nuisances de la vie quotidienne. Le samedi 18 octobre, les résidents de l'ensemble Massena ont manifesté contre la présence d'un compresseur à ordures installé dans un local dominant sur les accès aux immeubles d'habitation et contre la circulation incessante de véhicules utilitaires sur les voies piétonnes.

Transports

EL AL NE VOLE PLUS. — La compagnie israélienne El Al a décidé, le dimanche 19 octobre, de suspendre ses activités jusqu'à règlement du conflit qui oppose la direction aux six cents ouvriers des ateliers et des services de maintenance. Ceux-ci ont déclaré grève depuis quatre jours pour appuyer leurs revendications salariales. De source proche de la direction, on indique qu'une partie du personnel sera vraisemblablement licenciée. De son côté, la centrale syndicale Histadrout a déclaré quelle n'acceptera plus parmi ses membres les grévistes qui n'auront pas repris le travail avant le lundi 20 octobre. — (A.F.P.)

il reste quelques appartements...

L'ARVERNE 203, rue d'Alésia

115 appartements, du studio au 5 pièces et duplex. Prestations de grand standing. Métro (station Plaisance) en pied d'immeuble.

Venez vivre dans le 14^e. Un quartier qui a su garder le charme de Paris.

Bureau d'accueil 203, rue d'Alésia.

Je désire recevoir des renseignements sur le programme.

L'ARVERNE

Nom _____

Adresse _____

Téléphone _____

Retourner ce bon à

SOFAP - 64, rue de Lisbonne, 75008 Paris

L'ARVERNE Prix fermes et définitifs



150

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

LE CONGRÈS DE MEXICO

Une entente internationale de l'acier pour atténuer la crise ?

De notre envoyé spécial

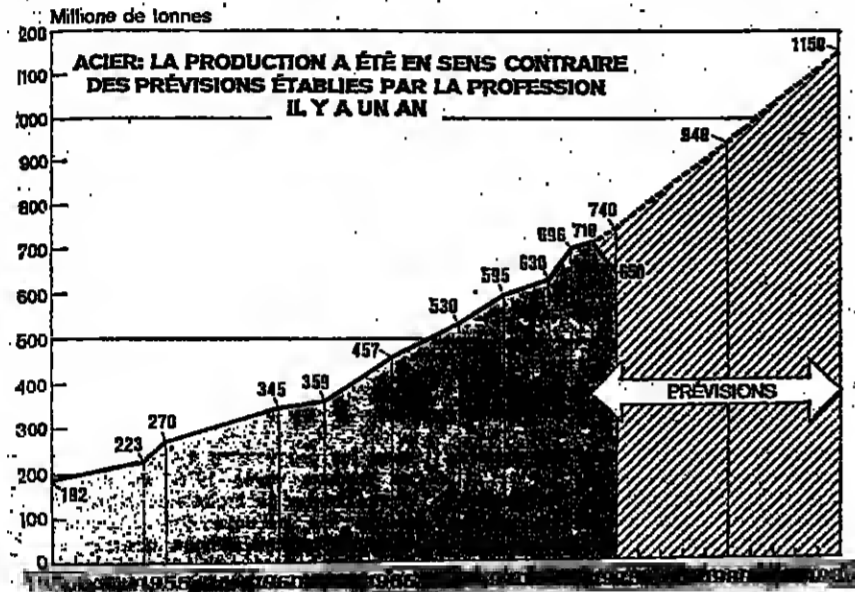
Mexico. — Au creux de la plus grave dépression qu'elle ait subie depuis quarante ans, la sidérurgie mondiale, tout en tenant pour acquises une reprise conjoncturelle, se préoccupe davantage d'une révision de ses objectifs à long terme après la faillite de ses prévisions. Au-delà de ses « applications » industrielles et économiques, le résultat le plus notable enregistré à l'issue du congrès de Mexico est bien l'obligation de recourir à l'entente internationale de « concertation planétaire », sous peine de retomber dans un protectionnisme aux conséquences catastrophiques.

« La faillite de l'industrie de la prévision est l'une des plus remarquables de celles enregistrées dans tous les secteurs ces derniers temps. » Cette citation du *Financial Times* a servi de préambule au rapport du secrétaire général de l'Institut interna-

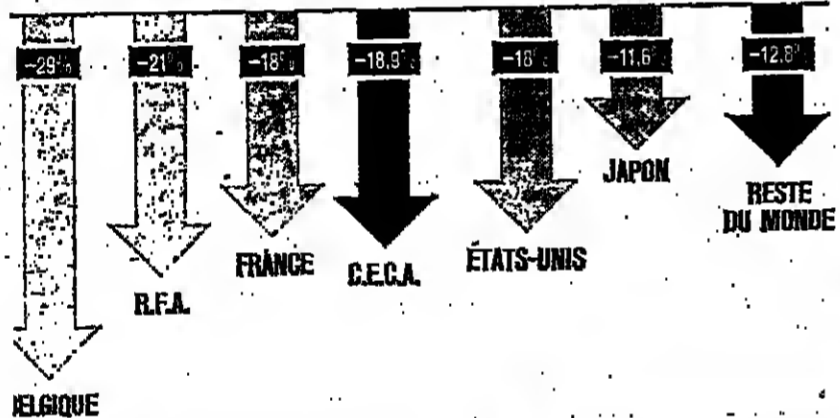
l'expansion devrait signifier également un retour au calme. Tel n'est point le cas cette fois-ci.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 14, 3^e colonne.)



LE TONNAGE PRODUIT PENDANT LES HUIT PREMIERS MOIS DE 1975 A PRESQUE BAISSÉ D'UN CINQUIÈME AUX ÉTATS-UNIS ET EN EUROPE PAR RAPPORT À LA MÊME PÉRIODE DE 1974



nal du fer et de l'acier, qui ouvrait le XVIII^e congrès mondial de la sidérurgie, en à Mexico au cours de la seconde quinzaine d'octobre. Le propre de ces congrès, sur l'intérêt, parfois inégal, des communications qui y sont présentées et des inversions intermédiaires mais souvent réussies qui s'y tiennent entre initiés, l'est de donner, une fois l'an, le pouls de l'industrie de l'acier et de révéler les états de ses dirigeants.

En 1973, à Johannesburg, c'était le boom. Fer-West, avec, comme seul maître, le boom des énormes investissements capitalistes à une production en progression régulière jusqu'à l'hiver 1985. A l'automne 1974, à Munich, les premiers craquements dans l'économie occidentale se faisaient entendre, et le réajustement coûteux d'une croissance - inéluctable - se faisait d'inquiétude. Cette fois-ci, c'est l'état de crise manifeste, avec la plus lente chute de consommation et de production qui ait été observée depuis les années 30, prenant un dépourvu analytique, industriels, négociants... et gouvernements. En outre, les cycles de la sidérurgie inscrivent toujours avec un certain retard le rapport à ceux de la conjoncture générale. La dernière à être rattrapée, elle est justement la dernière à bénéficier d'une prise. Alors que, partout dans le monde, la production d'automobiles commence à redresser, que l'économie américaine trouve - à petits pas - le chemin de l'expansion et que de légers « frémissements » sont observés en Europe et au Japon, l'industrie de l'acier est encore dans un état lamentable : tous fours, fours à ciel ouvert et laminoirs fonctionnent à 80 ou 70 % de leur capacité dans l'Europe des Suds, on mise sur chômage technique, et très vides parties des entreprises, qui, pour éviter d'être en panne, ont subi les conséquences pendant deux ou trois ans du fait d'un endettement record (le Monde du 16 septembre 1975).

Dans la sidérurgie, disent certains, les crises sont périodiques, et le retour à

Le prix Nobel de sciences économiques

UN AMÉRICAIN ET UN RUSSE qui poursuivent des recherches voisines

La Banque de Suède a décerné cette année son prix destiné à honorer la mémoire d'Alfred Nobel à deux économistes mathématiciens : un Soviétique, M. Léonid Kantorovitch, et un Américain (d'origine néerlandaise), M. Tjallingii Koopmans. Les recherches et les conclusions sont très voisines. Nous avons demandé à M. Edmond Malinvaud, actuellement directeur général de l'INSEE et économiste, dont les travaux sont aussi suivis à l'étranger qu'en France, de commenter ce double choix.

par EDMOND MALINVAUD

Ce sont deux carrières scientifiques parallèles qui sont honorées cette année, deux carrières présentant des similitudes tout à fait exceptionnelles et marquées par d'importantes contributions à ce qu'il est convenu d'appeler « la théorie de l'allocation optimale des ressources ». Né en 1912, le Russe Léonid Kantorovitch se distingua d'abord comme un mathématicien faisant des travaux remarquables dans le domaine de l'analyse fonctionnelle. Né en 1910, le Hollandais Tjallingii Koopmans débuta comme physicien, et publia même deux articles de physique théorique. Comme son compatriote Jan Tinbergen, lui aussi physicien et lauréat du premier prix Nobel de sciences économiques, il s'orienta vers l'étude des questions économiques quand la crise des années 1930 attira vers elles l'attention des nombreux savants.

Les premières recherches de Koopmans portèrent alors sur les méthodes statistiques de l'économétrie qui précédaient à l'époque une jeune génération d'économistes quantitatifs : comment fallait-il traiter les données statistiques pour découvrir grâce à elles les lois des phénomènes économiques ? Travaillant d'abord en Hollande puis aux États-Unis, Koopmans et quelques-uns de ses collègues élaborèrent toute une méthodologie grâce à laquelle l'économétrie franchit un véritable saut qualitatif qui eût mérité en son temps d'être signalé par un prix Nobel si un tel prix avait existé pour les sciences économiques.

Mais l'effort de guerre des Alliés et l'affolement que recut alors Koopmans l'amènent à examiner comment pouvait être organisé au mieux l'emploi de la flotte de transport américaine sur les océans. Il comprit rapidement que, formulé en termes rigoureux, le problème exigeait la détermination simultanée d'un certain nombre de grandeurs liées par des inégalités linéaires et que l'objectif consistait alors à minimiser un coût global de transport s'exprimant comme une fonction linéaire des grandeurs en cause. Le problème constituait un cas de ce qui fut ensuite dénommé « programmes linéaires ». Pour le résoudre, il devenait commode d'imaginer une procédure de calcul d'approximation, des programmes, de même qu'existaient depuis longtemps des procédures pour la solution des systèmes d'équations

linéaires. A la question générale ainsi posée par Koopmans, une réponse fut donnée peu après par G. Dantzig.

Or, depuis déjà plusieurs années et sans que le monde occidental fait su, Kantorovitch travailla sur l'organisation des transports de produits pétroliers dans le vaste territoire de l'Union soviétique. Il avait formulé le programme linéaire correspondant et imaginé une procédure de calcul pour le résoudre. Il avait donc traité complètement une catégorie particulière de programmes linéaires, ceux dits « de transport ».

Encore dans l'ignorance de leurs travaux respectifs, Kantorovitch et Koopmans ont poursuivi leurs recherches ; car ils avaient l'un et l'autre conscience d'avoir abordé, sur un cas particulier, un problème beaucoup plus général : celui de la bonne organisation de la production et de la distribution des biens dans les sociétés industrielles, en d'autres termes, celui de l'allocation optimale des ressources. Pour traiter de l'organisation des productions, Koopmans élaborait « l'analyse des activités » et collaborait à une reformulation visant à rendre rigoureuses des propositions théoriques ayant en une longue genèse en économie. Kantorovitch examinait comment fonder des règles de calcul économiques qui soient valables pour de multiples questions et comment les appliquer à divers cas particuliers.

C'est vers le milieu des années 50 que Koopmans et Kantorovitch prirent connaissance du fait qu'ils poursuivaient depuis de nombreuses années des recherches voisines. On se doute de l'excitation intellectuelle qu'ils y trouvèrent comme du plaisir qu'ils eurent à partager et à apprécier, malgré la barrière de la langue, la similitude de leurs caractères : derrière une grande affabilité et une certaine discrétion naturelle se cachent non seulement de grandes exigences scientifiques mais aussi la détermination d'aboutir dans ce qu'ils entreprennent.

Des chefs de file

Ces qualités expliquent que l'un et l'autre soient des chefs de file. Dans le monde soviétique une jeune école, formée de nombreux mathématiciens s'étant orientés vers l'économie, reconnaît Kantorovitch comme son inspirateur. Dans le monde occidental, Koopmans est considéré comme un exemple à suivre par beaucoup d'économistes qui, à un moment ou à un autre, s'engageront dans le centre de recherche où il travaille depuis plus de trente ans, la « Cowles foundation ».

On peut toutefois distinguer par quelques nuances ces deux grands théoriciens qui, depuis vingt ans, ont continué leurs travaux « souvent sur les mêmes questions, par exemple sur l'étude des ressources optimales. La plus nette de ces nuances tient à l'attitude qu'ils ont adoptée vis-à-vis de la politique économique de leurs pays. Tout en restant dans les limites imposées par son rôle de théoricien, Kantorovitch s'est engagé dans le débat concernant la réforme économique, c'est-à-dire la réforme des méthodes de planification et de gestion appliquées en Union soviétique. Son livre principal (1) comporte de nombreuses appréciations critiques sur le fonctionnement effectif du système productif de l'U.R.S.S. tel qu'il existait au moment où l'ouvrage fut écrit.

Par contraste, Koopmans ne s'est guère exprimé sur les difficultés économiques du monde occidental. Il a respecté dans ses écrits une réserve croissante envers les opinions variées que ses collègues économistes pouvaient manifester. La raison doit en être trouvée dans la rigueur qu'il s'est imposée à l'égard d'une ligne de conduite consistant en quelque sorte sa devise : appliquer à l'étude des phénomènes économiques les mêmes exigences de rigueur que celles prévalant aujourd'hui pour l'étude des phénomènes physiques. Si une telle attitude permet de dégager des réponses à certaines questions précises posées, elle lui interdit des prises de position politiques qui ne pourraient pas être objectivement justifiées sans tous leurs détails.

(1) *Calcul économique et utilisation des ressources*, traduction française, Dunod, Paris 1963.

BULLETIN

Encore des prévisions

L'ETUDE que la Trésorerie américaine vient de publier sur « la capacité d'absorption (de biens et de services) des pays de l'OPEP - et que le secrétaire adjoint, M. Gerald Parsky, a récemment présentée à la presse parisienne, soulève quelques importantes questions. La première concerne le légalisme intellectuel, et l'on peut dire, d'un tel travail.

Les experts américains n'hésitent pas à chiffrer quel pourrait être en 1980 et en 1985 le volume des importations des pays producteurs de pétrole membres du cartel. Exercice qui n'engage à rien, dira-t-on. Voilà. C'est souvent sur la base de pareilles extrapolations que les États, et parfois même les entreprises (heureusement plus prudentes), fondent leur politique ; par exemple, il y a quelques mois, les ministres des finances des pays de l'O.C.D.E. ont consacré beaucoup de temps et d'énergie à négocier la création d'un mécanisme financier nouveau proposé par M. Kissinger, et cela pour financer les gros déficits de balances paiements prévus par les experts. Les experts se sont trompés : les pays de l'O.C.D.E. ont globalement rétabli l'équilibre de leur compte vis-à-vis du monde extérieur, au prix d'une récession dont l'ampleur avait pareillement échappé aux mêmes experts.

En dépit, donc, des grossières erreurs d'appréciation commises depuis quelques années, les économistes de la Trésorerie évaluant à quelque 195 milliards de dollars le total des surplus accumulés d'ici à la fin de la présente décennie par les membres de l'OPEP et à 13 milliards de dollars le surplus de la seule année 1980, ils supposent qu'au cours de cette période les prix du pétrole ne seront guère modifiés. Ce qui, il y a encore deux ans, aurait paru totalement inconcevable, à savoir le baril de brut à plus de 10 dollars, est aujourd'hui considéré comme un fait quasi intangible ! Pourtant, le fixation d'un prix par un cartel introduit, par définition même, le règne de l'arbitraire dans le monde économique.

L'arbitraire est de toutes les choses la moins prévisible. Il est, en outre, impossible de savoir si et quand le cartel exercera sur les forces du marché une assez forte pression, sinon déstabilisatrice, l'OPEP. Le rapport de la Trésorerie américaine, par une brève allusion, laisse apparaître que l'on n'a pas tout à fait perdu l'espoir, à Washington, de son démantèlement. Il y est dit que l'expérience dont on dispose déjà semble indiquer qu'individuellement la plupart des pays de l'OPEP sont prêts à faire des sacrifices de prix pour essayer de maintenir leur propre production.

Les pays producteurs de pétrole devraient continuer à fortifier leur production, quoique à un rythme ralenti. L'accroissement a été globalement de 45% en 1974 et il sera encore de 33% cette année. D'après les experts américains, le pourcentage de progression devrait être de l'ordre de 10% d'ici à la fin de la décennie, pour tomber à 8% de 1980 à 1985. Mais cette moyenne recouvre, selon eux, des situations particulières très différentes d'un pays à l'autre. Seul du groupe, l'Iran sera capable de maintenir, pendant le pétrole considéré, un rythme d'accroissement annuel de ses achats à l'extérieur d'environ 20%.

Pendant les deux ou trois années à venir, la capacité d'absorption de l'Arabie Saoudite restera encore limitée, mais, au contraire de l'évolution générale, elle devrait fortement progresser par le suite (et porter surtout sur... du matériel militaire). Une raison supplémentaire qui incite à accueillir avec beaucoup de scepticisme ces estimations est que les experts, à propos de pays comme l'Algérie et la Nigéria, par exemple, fondent en grande partie leurs prévisions sur l'évolution probable des balances de paiements. Ils semblent ainsi ignorer que l'équilibre extérieur dépend, en fin de compte, des politiques économiques internes dont il est impossible de savoir par avance le contenu.

En revanche, le document américain paraît mieux inspiré lorsqu'il affirme à son tour, mais d'une façon particulièrement nette, que, de tous façons, le transfert de ressources réelles des pays industrialisés vers les pays producteurs de pétrole se traduira par une perte de bien-être pour les premiers. On est également accablé à l'approuver lorsque, après avoir notamment fait remarquer l'incertitude qui règne sur le résultat des ambitions plans de développement élaborés par les États intéressés, il préconise de s'en remettre avant tout au libre jeu du marché pour organiser ce transfert de ressources.

LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE

LES OBLIGATIONS. L'acte juridique. Dans ce manuel de droit civil, J. Flour et J.-L. Aubert présentent de manière claire et pratique une théorie qui domine l'ensemble du droit privé et du droit des affaires.

DROIT PÉNAL DES AFFAIRES. Nouvelle édition entièrement mise à jour d'un ouvrage de J. Lagarde, toujours d'actualité, qui peut aussi bien servir de recenseur aux étudiants qu'aux praticiens que de remède aux éventuelles vicissitudes (liste nouvelle). Les deux tomes de PROCÉDURE PÉNALE, par G. Bréret de Fies et P. Couglant, réunissant les éléments d'une réponse objective aux problèmes de la liberté individuelle, des excès de la police et de l'indépendance des magistrats.

Dans LES FINANCES PUBLIQUES, P. Lalonde aborde les mécanismes financiers de la République sous leur aspect technique.

ECONOMIE POLITIQUE. 1^{er} année, par H. Krier et J. Le Boura, est « un ouvrage capital pour tous ceux qui désirent acquérir des connaissances profondes sur l'économie politique » (témoignage d'élève). Quant à L'ECONOMIQUE, par P. Samuelson, c'est « la classique de l'économie contemporaine ».

LES ECONOMIES SOCIALISTES. soviétiques et européennes, par M. Lavigne. « Un exposé clair et lisible de la théorie et de la pratique économiques dans les pays socialistes d'Europe. Le débat sur les réformes économiques est traité en détail. Le livre est tout à fait à jour. » (Soviet Studies).

LES ECONOMIES DU Tiers Monde. par D.-C. Lambert. Une analyse rigoureuse faisant ressortir l'existence d'un état d'indépendance économique des nations en voie de développement.

ECONOMIE INTERNATIONALE. 1^{re} Economie Financière, par P. Sallé. « A considérer au public éclairé, sensible à l'importance du sujet, et qui d'est pas disposé à se contenter de la connaissance des faits bruts mais qui a le souci de comprendre. » (Revue)

LE CREDIT : Institutions et techniques françaises, par A. Chabroux. « Exposé d'économie descriptive, cet ouvrage ne concerne pas seulement, il forme, il introduit à la compréhension des mécanismes modernes du crédit. » (Economie et Humanisme)

L'ESPACE FINANCIER. Banquier et professeur d'économie politique, J. Labasse ne se contente pas de décrire les règles de routine économique bancaire, il en recherche les raisons humaines, ce qui est bien dans sa première nature de géographe et de théoricien de l'aménagement. (L'Express)

armand colin

FAITS ET TENDANCES

COMMERCE EXTÉRIEUR : la remontée des importations

APRES six mois d'excédent, le déficit a fait sa réapparition dans les statistiques du commerce extérieur présentées en chiffres bruts. Les importations ont, en septembre, été supérieures aux exportations de 356 millions de francs, et le taux de couverture se situe à 96 %

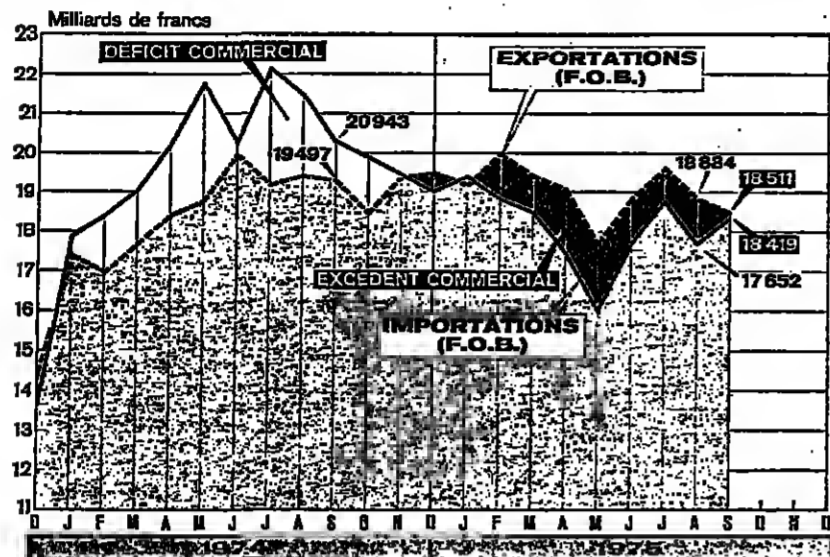
une large mesure, à la baisse des ventes françaises des produits agricoles (-800 millions depuis juillet). Mais — plus intéressant, parce que ceci peut constituer une indication de la reprise — les importations, qui sont passées par un minimum en mai, ont ensuite augmenté en valeur et en

quantité de 1960 à 1969, alors même que les performances du commerce extérieur semblaient médiocres. Au cours des années 60 « on ne constate pas de gains décisifs de parts de marchés et le taux de couverture des importations par les exportations se dégrade ». En fait, derrière ces résultats peu brillants, s'est réalisée une transformation en profondeur : reorientation géographique des échanges, reconversion sectorielle de la structure des ventes à l'étranger limitée toutefois par le rapacité et la régularité plus grandes de la croissance française.

Deux événements « majeurs » se sont inscrits en ouverture et en clôture de cette décennie. La double dévaluation de 1967-1968 a « effacé » le handicap en terme de prix ou de charges supporté par les entreprises françaises sur les marchés extérieurs et donc « restauré » la compétitivité des produits nationaux. Le changement de parité monétaire, opéré en août 1969 et renforcé par les mesures d'accompagnement, a, quant à lui, joué le rôle de « catalyseur » et « puissamment stimulé les entreprises exportatrices de produits élaborés ».

La modification des structures productives de la France qui s'est opérée ces dernières années peut expliquer en partie le redressement rapide du commerce extérieur malgré l'augmentation brutale des prix du pétrole. « La chute des importations en est la cause principale, mais il faut remarquer également le maintien à un niveau élevé des exportations... malgré l'environnement international difficile », souligne de son côté le B.F.C.E. dans son dernier examen des résultats du commerce international.

Le B.F.C.E. fait notamment ressortir l'élargissement de l'éventail des clients de la France et l'émulation « très marquée » de la structure des ventes au profit des biens d'équipement. Pour le proche avenir, malgré l'intensification de la concurrence, la compétitivité des exportations françaises ne semble pas à la Banque « fondamentalement remise en cause ».



(102,1% en août). Toutefois, après correction des variations saisonnières (C.V.S.), la balance reste légèrement excédentaire : 82 millions, contre 1 232 millions le mois précédent. Le dernier déficit commercial remontait à janvier : - 677 millions en chiffres bruts, - 150 millions après C.V.S. Ce résultat de septembre est dû, dans

volume. Les achats de biens de consommation ont été, en septembre, supérieurs de 15% en valeur à leur niveau d'il y a six mois. De même le recul des importations de semi-produits a fait place à une remontée le mois dernier.

Dans le même temps, les exportations françaises continuent à plafonner.

Un redéploiement préparé de longue date

Plus que le résultat d'un mois, c'est la tendance de fond qui importe.

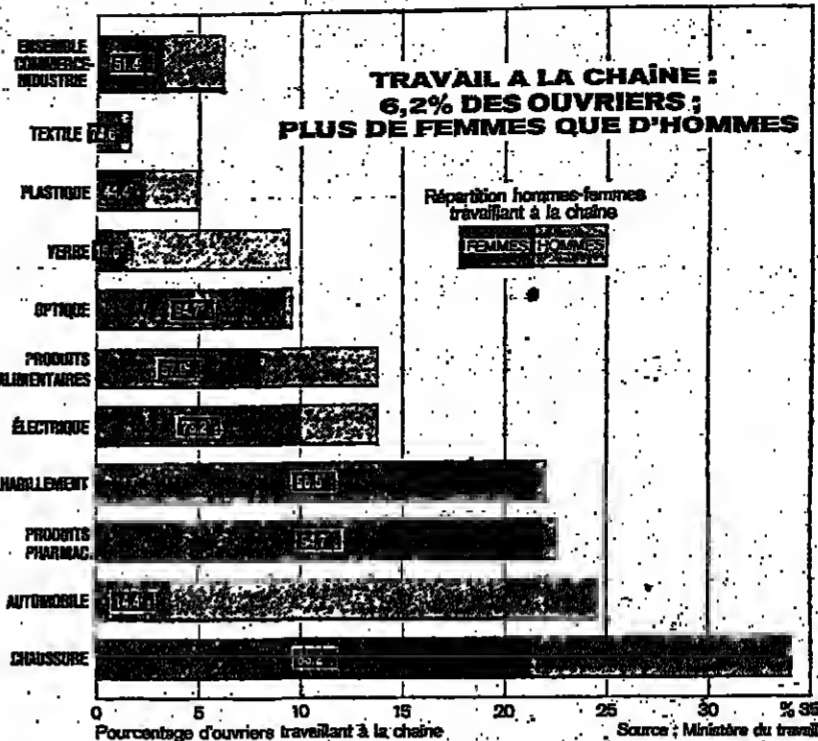
La dynamique du commerce extérieur de la France depuis 1960 ne résulte pas de circonstances particulières. Il est la conséquence « logique » d'un processus de transformations économiques — les secteurs exportateurs prélevant une part croissante des ressources nationales — ponctué par les dévaluations de 1967-1968 et de 1969, « à partir desquelles les échanges commerciaux français ont pu progressivement s'appuyer sur des bases solides ».

Telles sont les conclusions qui ressortent d'un article de M. Jacques Mistral, chargé de mission à la direction de la prévision

du ministère de l'économie et des finances, publié dans le numéro d'octobre de la revue mensuelle de l'INSEE, Economie et Statistique sous le titre : « Vingt ans de redéploiement du commerce extérieur ».

Cet article est lui-même tiré d'une étude publiée dans Statistiques et Etudes financières de la Rue de Rivoli, qui analyse les modalités de l'adaptation « extrêmement rapide » de l'économie française à la concurrence internationale. La présentation d'un modèle macro-économique doit notamment permettre d'apprécier l'amélioration de la capacité concurrentielle de la France.

Toute une mutation du commerce extérieur français s'est, selon M. Mistral, effec-



Pour la première fois, une statistique officielle vient d'être publiée sur le nombre de personnes qui travaillent à la chaîne — selon une enquête réalisée par le ministère du travail, en avril 1974, dans les établissements du secteur privé occupant plus de dix salariés (1), 6,2 % des ouvriers travaillent à la chaîne ; ce pourcentage est beaucoup plus élevé dans certaines branches industrielles, pour dépasser les deux tiers ou les trois quarts des effectifs employés, comme le montre le graphique ci-dessus.

exactitude totale puisque le ministère indique qu'il se peut que les entreprises aient interprété de manière restrictive la définition de travail à la chaîne qui leur a été proposée (2). Mais on peut cependant considérer que les résultats donnent une image très proche de la réalité.

Bien que le ministère ne donne aucun chiffre mais seulement des pourcentages, on peut, sur ces bases, estimer à quelque trois cent trente mille le nombre des salariés travaillant à la chaîne.

(1) Travail informatique. Notes du ministère du travail n° 21-13-75, octobre 1975.
(2) Les salariés travaillant à cadences imposées, sans qu'il y ait véritablement « chaîne » n'ont pas été comptabilisés.

Une entente internationale de l'acier ?

(Suite de la page 13.)

Outre que l'ampleur et le soudaineté du phénomène n'ont pratiquement pas précédé, même en 1930 où le processus fut plus lent, il est en passe de provoquer un véritable bouleversement, non seulement dans les prévisions d'investissements à moyen et long terme, mais aussi dans les rapports entre pays producteurs, sans compter l'instauration très nécessaire de relations nouvelles entre les détenteurs de matières premières et les consommateurs.

La véritable écoulement de la consommation a placé les sidérurgistes devant un dilemme terrible à résoudre : soit le maintien de leurs installations, licenciement du personnel ou continuation à produire, à cadence plus réduite. La fin faisant sortir le foup du bois, la concurrence s'est exacerbée au point de faire voler en éclats l'équilibre fragile qui s'était instauré précédemment au moyen d'accords tacites ou contractuels. Ainsi, depuis le début de 1973, le protocole de l'acier a été abandonné à dessein, l'Europe est devenue caduc, et, en l'absence de renouvellement, les industriels

nippons s'en donnent à cœur joie dans un marché devenu ultra-sensible.

Les Espagnols, bénéficiant de privilèges sans précédent, ont cherché des compensations à l'intérieur de la CEEA, sans compter les offres en provenance des pays de l'Est. En conséquence, les importations représentent actuellement près de 28 % de la consommation intérieure pour l'Allemagne fédérale par exemple ; le sidérurgiste français est obligé de recourir à l'aide publique pour éviter des licenciements, et certains industriels se résolvent à casser les prix, ce qui ne fait qu'aggraver la situation.

La Commission de la CEE, ayant jusqu'à présent, refusé de prendre les mesures de sauvegarde prévues dans le traité de la CEEA en cas de « crise manifeste », les pressions les plus vives sont exercées pour faire jouer les dispositions « ad hoc », les Français soutenus discrètement par leur gouvernement se montrant les plus agressifs par la voix de M. Jacques Ferry, président de leur Chambre syndicale. En dramatisant, on parie même de menaces sur le traité de la CEEA, certains allant jusqu'à proposer de ne plus acquiescer le prélevement sur les productions levé au titre dudit traité.

ment les producteurs d'acier, c'est ce qui se produira après 1977, et la définition d'une courbe de croissance susceptible de guider leur politique d'investissement en sidérurgie comme ailleurs, quelque chose a changé depuis un an. Les entreprises ont, en 5% et plus sont abandonnées, sans qu'un consensus véritable se soit dégagé à l'issue de ce congrès sur un chiffre de progression.

Deux choses sont, certaines néanmoins. La première est la nécessité d'une coordination des investissements à l'échelle mondiale, faute de quoi les reports ou annulations de projets constatés actuellement risquent de provoquer, à terme, de nouvelles pénuries, selon le processus bien connu du « stop and go ». Cette coordination des investissements est théoriquement un problème sans issue : M. Ferry, encore lui, envisage bien une Banque internationale de l'acier, avec notification préalable des projets et octroi d'un « aval ». Mais qui définira les critères et quelle seront les membres du comité d'attribution ? On peut noter cependant que le traité de la CEEA prévoit une telle procédure, sans qu'aucune suite ait été donnée toutefois.

La seconde est un accord indispensable entre producteurs de matières premières et consommateurs, à la fois pour assurer une rémunération équitable aux premiers et une garantie d'approvisionnement aux seconds : dans dix ans, une pénurie de minerai de fer, due à ce produit, faute d'investissements suffisants. La constitution d'un cartel de producteurs n'est pas une panacée, d'autant qu'il n'est pas possible, à l'instar de l'OEPE, de regrouper l'ensemble des capacités de production, tant s'en faut. Pour le minerai de fer, par exemple, les pays consommateurs détiennent encore d'importantes réserves.

Définition d'une nouvelle croissance, concertation obligée, sélection des investissements : toutes ces idées sont les filles de la crise.

FRANÇOIS RENARD.

La volte-face américaine

Si les thèses de M. Ferry sur une concertation planétaire, développées depuis plusieurs années et notamment en juillet, sont déjà connues, le coup de théâtre des derniers mois a été la volte-face des Américains. Fin juillet, par la voix d'un de leurs représentants, le secrétaire d'Etat, Henry Kissinger, par celle de M. Silson, autre patron d'outre-Atlantique et nouveau président de l'Institut international de l'acier, il semblait se rattacher au projet de concertation.

Sans doute arrivés à cette convergence après avoir, au nom du libre-échange et du libéralisme le plus traditionnel, dénoncé longuement et vigoureusement la discrimination dont ils estiment être victimes de la part des « autres » : stimulants directs à l'exportation, subventions ou aide financière des Etats dans le cadre de leur participation grandissante dans les sidérurgies nationales (44 % pour l'ensemble du monde). Mais le crainte d'un retour au protectionnisme et l'espoir de maintenir le libre-échange les conduisent à bien des concessions.

Ce faisant, et tout en brandissant le menace du Trade Act de 1974, qui autorise le président des Etats-Unis à prendre toute mesure conservatoire « en cas de trouble grave causé à l'économie », les Américains recommandent que des discussions multilatérales soient engagées immédiatement au sein du GATT ou en dehors de ce dernier, mais uniquement au niveau des gouvernements, par peur de la législation anti-trust. On peut évidemment s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre : la cour du problème est bien la discipline des échanges, de façon à éviter que des mouvements désordonnés, à la hausse ou à la baisse, n'empêchent les crises. Selon M. Ferry, l'une des meilleures approches serait la négociation multilatérale de concepts plus appropriés qu'une taxation, bien que la protection tarifaire soit jugée par lui trop faible.

À Mexico, le petit jeu consistait à recueillir successivement les avis des intéressés quant à la longueur de la crise et à la date de la reprise. Si on suppose l'amélioration ne soit perceptible dans l'imédiat, les plus optimistes situent cette reprise au début de l'année, les plus pessimistes

avancent qu'elle ne serait pas assurée véritablement avant l'automne 1976. Sans doute les prix de vente continueront-ils à se dégrader, les acheteurs éventuels se préoccupant avant tout d'obtenir des rabais encore plus considérables. Ceux-ci, rappelons-le, s'élevaient déjà près de 30 % sur le marché de la CEEA et plus de 50 % à la grande exportation.

Nonobstant, tous s'accordent à estimer que, la fin du déstockage aidant, la reprise aura lieu en tout cas en 1976, d'abord sur les tonnages, ensuite sur les prix, avec peut-être une brutale montée en fin de processus. Mais au-delà de ces spéculations à court terme, ce qui préoccupe profondément

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

AVIS DE PRESELECTION N° 2/K.D.T

SONELGAZ doit réaliser une couverture radiotéléphonique de toutes les zones de distribution d'électricité et du gaz. Cette couverture sera constituée de réseaux de service mobile dans la bande VHF des 150 Mhz.

Pour sa réalisation SONELGAZ lancera un appel d'offres international restreint à des entreprises préalablement sélectionnées sur la base d'une présélection, objet du présent avis.

Les entreprises désireuses de se porter candidates à l'appel d'offres sont invitées à écrire à :

SONELGAZ - ÉQUIPEMENT/SERVICE KD.T
2, boulevard Salah-Bauakour. — ALGER

Le dossier de présélection leur sera envoyé et elles devront répondre avant le 30 novembre 1975.

Joël PICARD
CONSEILLER DE DIRECTION
Gestion de Personnel - Formation - Recrutement

LYON - Une importante société commerciale, dans le cadre de son expansion, recherche, pour son service informatique :

CHEF DE PROJET

Il sera chargé de la conception des solutions informatiques répondant aux objectifs définis par les utilisateurs, de la détermination de la structure de traitement en fonction des moyens informatiques de l'entreprise, de la réalisation de l'analyse organisationnelle avec la fonction système. Ce poste comprendra à un cadre de formation supérieure ayant acquis une expérience confirmée, de préférence en informatique de gestion dans une entreprise du secteur commercial. La connaissance du matériel IBM de la troisième génération serait appréciée. Le goût de contact et du travail en équipe est une qualité indispensable pour réussir à ce poste. Réf. n° 24.

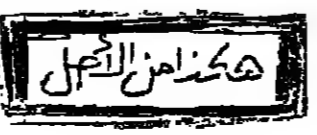
Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser curriculum vitae en respectant la référence à :

Joël PICARD - 36, rue Tronchet, 69006 Lyon - Tél. : 89-12-07
S.A.R.L. - Capital 40.000 F - En cours de constitution.

ÉCOLE NOUVELLE D'ORGANISATION ÉCONOMIQUE et SOCIALE
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET SUPÉRIEUR
FORMATION et PERFECTIONNEMENT

FONCTIONS DE PERSONNEL - Choix des cycles - 120 à 150 heures (Temps partiel)	ADMINISTRATION ET GESTION DES ENTREPRISES - 2 fois 6 mois (Temps partiel)
PROBATOIRE - D.E.C.S. - EXPERTISE COMPTABLE - Diplômes et Salaires - Sur place	ÉCOLE SUPÉRIEURE DES TRANSPORTS - Formation de Cadres responsables des transports

ENOES
62, rue de Miroménil 75008 PARIS - Tél. 522 10 37



Journal de l'ISO

L'enfer où souffre New-York était pavé de bonnes intentions fiscales

La ville de New-York a échappé de justesse (« le Monde » daté 18-20 octobre) à la faillite, grâce à la décision prise à la dernière minute par le Syndicat des instituteurs de permettre que son Fonds de pension prêtât 150 millions de dollars à la cité. Ce dernier épisode a encore accru le malaise que fait peser sur les Etats-Unis la désastreuse situation dans laquelle se trouve le budget de la capitale des affaires.

New-York. — Alors que les banquiers préoccupent des conséquences immédiates de la quasi-faillite de la ville de New-York, les spécialistes de la fiscalité s'efforcent, eux aussi, d'éclaircir les enseignements utiles de cette triste situation. En fait, les circonstances de la crise new-yorkaise, pour qui se donne le peine d'y regarder d'un peu près, mettent en évidence les problèmes et les dangers de la décadence et de l'autonomie fiscale en sein d'une nation moderne où les hommes et le capitaux circulent librement.

New-York-City est au bord de la faillite parce que la ville vit depuis des années au-dessus de ses moyens, et que ce mode

de vie n'est plus possible dans la conjoncture économique actuelle.

Précisément, le budget de New-York-City pour l'exercice 1975-1976 se monte, côté dépenses, à 12,3 milliards de dollars, et l'« impasse » est de l'ordre de 9 milliards. Comment et pourquoi s'est-on en arriver là ?

Sous un régime qui lui accorde une large autonomie administrative et financière, alors que ses recettes fiscales sont contrôlées par l'Etat de New-York (capitale : Albany), la ville doit assurer ses propres besoins en capitaux à court et à long terme en plaçant des obligations — « notes » à moins d'un an d'échéance, « bonds » à plus d'un an — sur le marché financier.

Un privilège extraordinaire

Normalement, ces obligations municipales seraient émise sur le marché, ce qui permettrait aux villes de pratiquer une certaine discipline budgétaire pour mériter des taux d'intérêt favorables. En réalité, tout se passe comme si l'existence de ces marchés sans l'intention louable de permettre aux collectivités locales d'emprunter dans de bonnes conditions, le législateur a totalement exonéré de l'impôt sur le revenu les intérêts payés aux détenteurs d'obligations dites collectives. Respectueux des principes fédéraux, il n'a exigé en retour aucune contrepartie, aucune limitation, comme c'est le cas si l'aide aux collectivités locales avait pris la forme d'une garantie du gouvernement fédéral.

Il faut aussi noter que l'exonération fiscale s'applique aux « notes » aussi bien qu'aux bons des Etats, comtés, municipalités et autres subdivisions politiques, et qu'elle concerne l'impôt sur les sociétés aussi bien que celui qui frappe les personnes physiques.

Au début, alors que le taux de l'impôt sur le revenu était modeste et que le seul gouvernement fédéral levait cet impôt, l'exonération constituait une aide précieuse mais d'importance secondaire.

Avec l'augmentation rapide de l'impôt fédéral, qui peut atteindre des taux considérables sur les tranches supérieures du revenu des personnes physiques, et la suppression dans un nombre croissant d'Etats d'un impôt d'Etat sur le revenu, sur lequel on greffe, dans certaines villes, c'est le

cas de New-York un impôt municipal sur le revenu, l'exonération dont bénéficient les obligations des collectivités locales est devenue un privilège extraordinaire.

Un résident de la ville de New-York, par exemple, ne paie sur les intérêts qu'il reçoit de l'Etat de New-York, ou de la ville elle-même, ni l'impôt fédéral (environ 50 % pour les sociétés et le moyenne des gros revenus privés), ni l'impôt d'Etat, ni l'impôt municipal. Un résident d'un autre Etat qui reçoit

La montée des taux

Puisque les « tax exempts » permettent à leurs détenteurs de conserver la totalité d'un dollar de revenu, au lieu de moins de la moitié, il serait permis de penser que ces valeurs, à risques égaux, paient un intérêt égal à peu près à la moitié du rendement des obligations des entreprises industrielles les mieux cotées — du moins était-ce là l'intention du législateur. Il n'en est rien. L'écart entre le rendement des « tax exempts » et celui des obligations industrielles émises concurrentiellement est toujours demeuré aux environs de 2 ou 3 points. Même avant la crise de New-York, si les « industrielles » offraient un rendement de 8-9 % cela n'empêchait pas les « municipals » de devoir payer 6 % et plus.

Résultat : l'aide fiscale est allée principalement aux riches, secondairement aux municipalités.

A New-York, la détérioration du crédit

De notre correspondant

des intérêts de New-York paie seulement ses impôts locaux, s'il en existe, autres que l'impôt fédéral (de loin le plus pesant).

Cette aide fiscale a permis aux collectivités d'emprunter à bon compte pour la construction d'équipements sociaux, hôpitaux, écoles, de voirie, par exemple ; ou pour des grands projets dont les capitaux sont récupérables, telles les autoroutes à péage ; ou pour faire des prêts subventionnés à des entreprises privées afin de stimuler l'implantation d'usines (« industrial revenue bonds », émis principalement par les Etats du Sud) ; ou encore pour aider les industriels à s'adapter aux nouveaux règlements de la protection de l'environnement (« pollution control bonds »). Mais les allégements fiscaux ont aussi servi à encourager les municipalités à la dépense en leur donnant la tentation d'emprunter en anticipation et même, si l'on peut dire, en « suranticipation » de leurs rentrées d'impôts ainsi que pour camoufler leurs déficits. Il y aurait aujourd'hui au total 270 milliards de dollars de ces bons en circulation, plus environ 25 milliards de notes à court terme. Le faible volume actuel de celles-ci reflète la crise, car nombre de municipalités n'ont pu placer de nouvelles notes depuis le mois de juin dernier.

Les « tax exempts », terme qui désigne en jargon de Wall-Street l'ensemble des émissions exonérées d'impôts, ont peu à peu créé leur propre marché, composé principalement des investisseurs dont l'impôt sur le revenu est égal ou supérieur à 50 %, c'est-à-dire les banques commerciales et les gens riches.

est à un stade si avancé que les obligations émises le mois dernier par la MAC (Municipal Assistance Corporation), organisme créé en juin dernier pour « refinancer » les dettes de la cité, pour aider la ville, et garanties par les recettes de l'impôt de 8 % sur la consommation, ont dû être cédées à des prix tels qu'elles rapportent 11 % au-dessus de tous les impôts sur le revenu. Toutefois, les investisseurs devront sans doute être patients...

La crise new-yorkaise se répercute sur l'ensemble du marché des « tax exempts ». Les maires de cinquante-deux villes, depuis La Nouvelle-Orléans jusqu'à Anchorage (Alaska), font appel au président Ford pour que le gouvernement fédéral intervienne afin de rendre leurs emprunts moins coûteux. Detroit doit payer 8,8 % d'intérêt de tous les impôts, ce qui la mène à solliciter l'extorsion.

Quels emplois la ville de New-York trouvera-t-elle pour tous ces fonds ?

En majorité démocratique, dominée par ses émigrés — de l'intérieur et de l'étranger — New-York a toujours eu des besoins extraordinaires dans le domaine social. L'assistance publique, en particulier, y est accordée plus généreusement que dans la plupart des autres Etats américains. L'édu-

cation y est gratuite au niveau universitaire dans les établissements de la CUNY (City University of New York) alors qu'elle est payante ailleurs. La ville est à l'avant-garde de la lutte contre la drogue et pour la réhabilitation des drogués.

Un million d'assistés

La migration des pauvres et des inemployables vers New-York, aggravée par une décision de la Cour suprême qui interdit l'imposition d'une période de résidence minimum avant l'ouverture du droit à l'assistance publique, ne pouvait passer qu'avec une crise. Lorsque la crise s'est produite, un million de personnes vivaient de l'assistance publique de New-York.

La ville a trois cent cinquante cinq mille employés municipaux — un pour vingt-deux habitants. Leur salaire moyen est de 18 000 dollars, soit un peu moins de 50 000 F par an, ce qui explique qu'ils n'aient pas se faire licencier. New-York City verse chaque année 500 millions de dollars à ses caisses de retraites. Ses fonctionnaires sont soigneusement organisés au sein de syndicats qui ont obtenu des conditions de travail et de retraite exceptionnelles.

Malgré la présence de ces trois cent cinquante cinq mille employés, les services fournis par la ville — transports, voirie, police, etc. — sont si mauvais, au regard du niveau des charges fiscales et autres, que bien des entreprises, et un grand nombre de familles des classes moyennes, sont parties pour s'installer ailleurs.

Que va-t-il maintenant se passer à brève échéance ?

Au 1^{er} octobre, l'« impasse » avait été réduite à 5,1 milliards de dollars qu'il s'agit de trouver pour boucler l'exercice qui se terminera le 30 juin 1976.

Le placement des obligations MAC a d'ores et déjà rapporté, dit-on, 1,1 milliard.

Restent à trouver 4 milliards de dollars qui manqueront à l'appel entre décembre et juillet. Le maire de New-York prépare des coupes sombres pour alléger son budget de 200 millions en dépenses courantes et 300 millions en dépenses d'investissement. Ce qui laisserait une « impasse » de 3,5 milliards.

Au total, 3,2 milliards sont requis pour le service de la dette à court terme pendant cette période. On pourrait donc pratiquement éliminer l'impasse en convertissant cette dette en obligations à long terme ; mais de quel, de serait la faillite par défaut de paiement de la dette.

Malgré tout, on continue de faire allusion de certaines sources, la possibilité d'une vraie faillite judiciaire semble devoir être écartée, ne serait-ce que parce que

cela reviendrait à remettre tous les pouvoirs de décision à des tribunaux dont l'antipathie pour les bailleurs de fonds est bien connue. Les créanciers taront tout pour l'éviter. D'autre part, l'organisation d'un moratoire, assorti d'un report d'échéances, s'avère également difficile du fait que l'identité des détenteurs de quelque 3,7 milliards de « notes » à court terme encore en circulation est inconnue. Ces obligations, négociables et libres d'impôts, sont en effet émises au porteur.

Les banques de New-York ont volontairement révisé qu'elles en détenaient, entre elles, pour 550 millions de dollars, et seraient prêtes à négocier. Mais le reste est entre les mains de banques situées dans d'autres Etats et d'individus non-résidents que les autorités de New-York n'ont pas le pouvoir d'interroger. Là encore, le régime fédéral érige un obstacle ; seul, le Système de réserve fédéral (FED), pourrait intervenir pour aider à l'identification de la majorité des créanciers qui pourraient alors consentir à un moratoire.

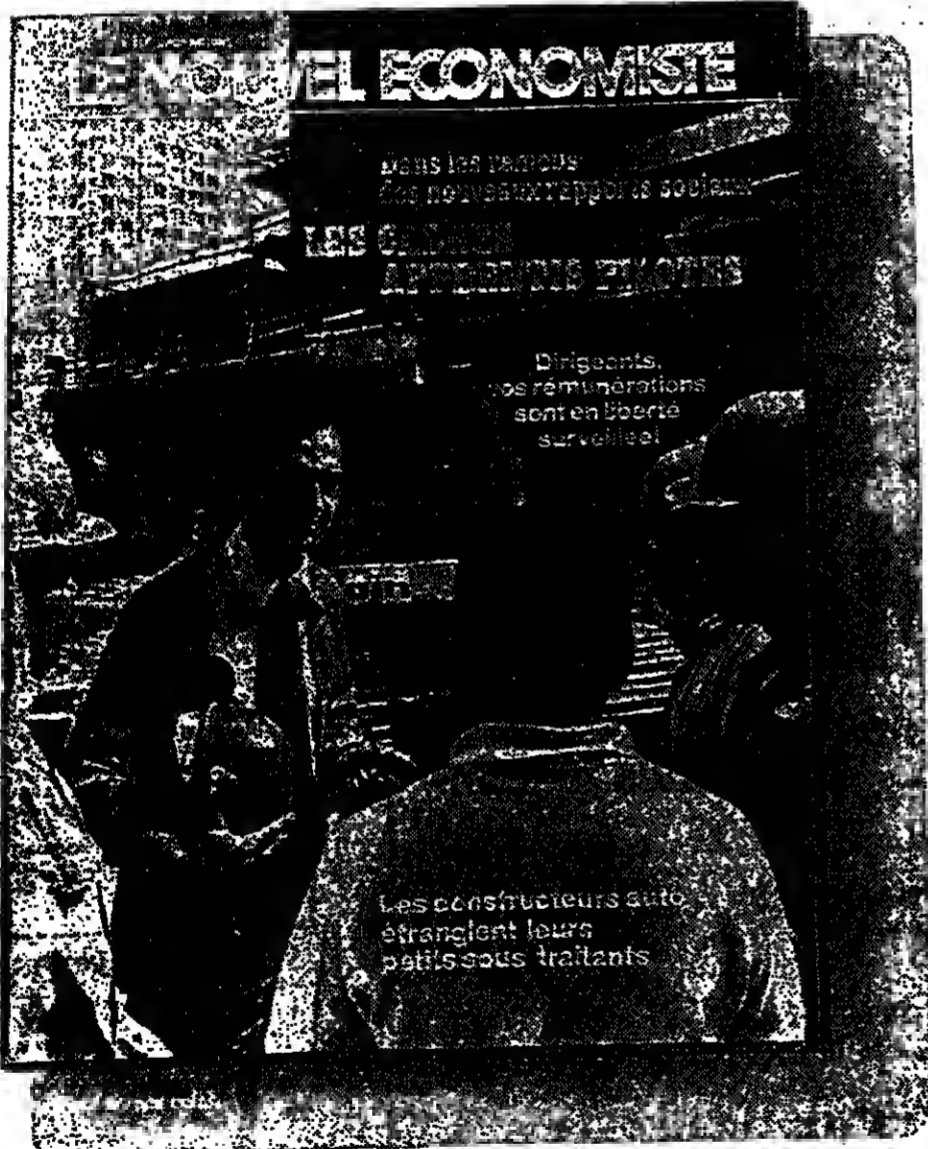
Il est clair que le gouvernement fédéral, républicain et conservateur, a jusqu'ici joué le jeu politique en n'intervenant pas précipitamment pour dire de ses difficultés une ville démocrate, libérale et dépensière. Il est également de plus en plus clair que, du jour où la ville aura prouvé ses bonnes intentions de réduire ses dépenses et aura, comme on dit ici, « goûté à la tarte de l'humilité », les autorités fédérales se montreront plus souples et les solutions commencent à apparaître.

C'est ainsi que le secrétaire au Trésor et ses collègues viennent de suggérer un réexamen de l'effet de l'exonération fiscale, et peut-être de la substitution d'une garantie fédérale pour les emprunts des collectivités... Il a aussi parlé d'une prise en charge possible par Washington du coût intégral de l'assistance publique.

Ces décisions sont extrêmement importantes pour les Etats-Unis, non pas seulement pour son marché financier qui, selon les optimistes, pourrait classer bientôt l'Etat de New-York parmi les autres accidents (ou corrections) amenés par la récession de 1975, mais encore plus pour son système de gouvernement, car elles aboutissent inévitablement à un transfert des pouvoirs des villes aux Etats, et des Etats à Washington.

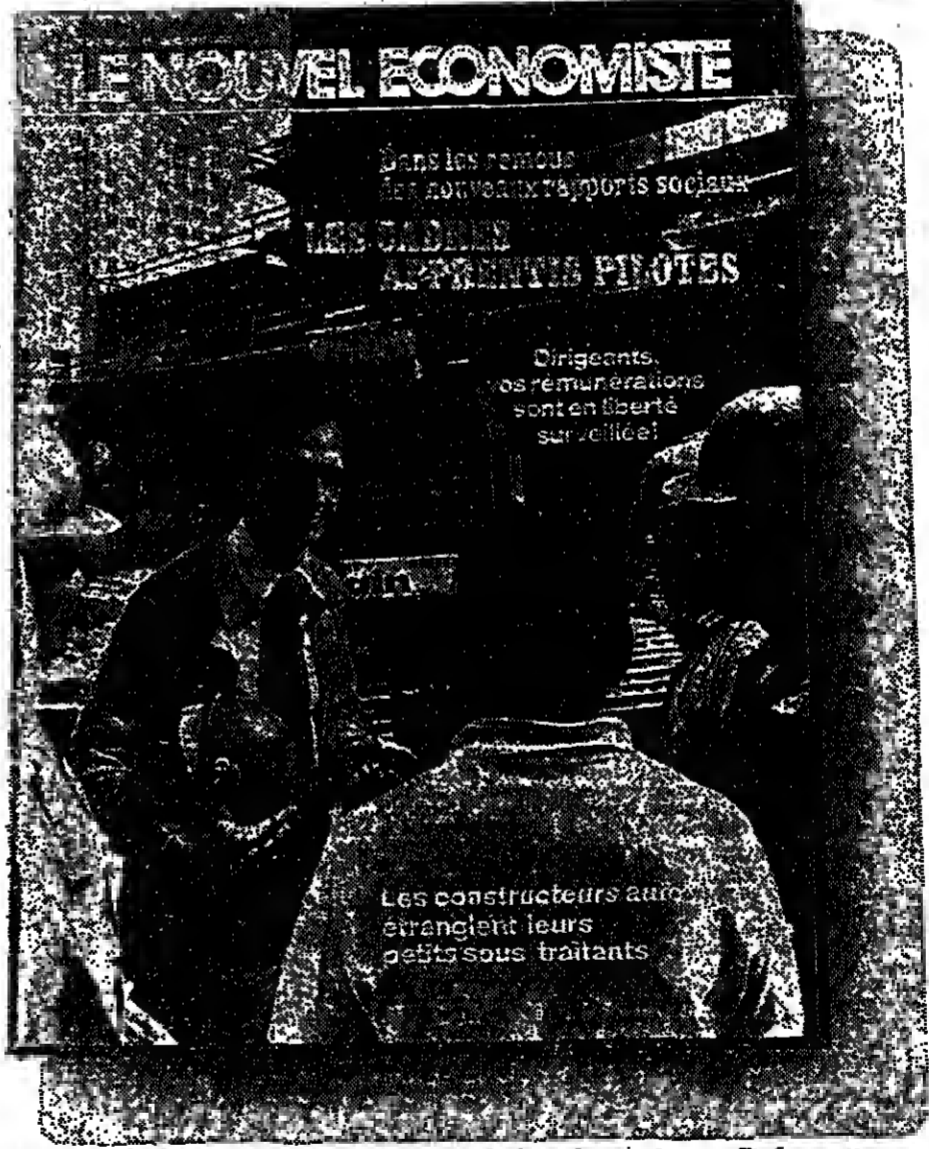
JAY McCULLY.

VOUS AVEZ 10 MINUTES? VOUS AVEZ 1 HEURE?



Au Nouvel Economiste nous connaissons notre vrai concurrent : le temps. Alors nous avons adapté la formule de notre magazine à vos habitudes de lecture. Vous avez dix minutes? Vous trouverez dans le Nouvel Economiste les rubriques qui résument

en quelques lignes l'essentiel de l'actualité économique. Des titres et des sous-titres réellement explicatifs. Des photos qui ne sont pas de simples illustrations. Des graphiques évidents. Aucun fait d'importance ne devra vous échapper. Vous avez une heure? Tant mieux, les journalistes du Nouvel Economiste aiment aller au fond



des choses : grands dossiers, actualité économique, point sur les entreprises et leurs hommes. Chaque vendredi le Nouvel Economiste vous apportera le maximum

de faits, le maximum d'informations utiles. Vous aider à mieux connaître pour mieux « prévoir » n'est pas seulement notre philosophie, c'est notre métier.

MIEUX CONNAITRE POUR MIEUX PREVOIR. LE NOUVEL ECONOMISTE

NOES

DÉBAT Comment interpréter les transformations de l'appareil productif français depuis quinze ans

L'ANALYSE que nous avons publiée le 9 septembre des dernières études de l'INSEE et de la Bne de Rivoli sur l'évolution de l'appareil productif français nous a valu un abondant courrier. Faut-il pouvoir publier intégralement l'ensemble des lettres reçues nous en donnons des extraits significatifs. Tantôt nos lecteurs ont contesté l'analyse elle-même des

statisticiens ; sur la substitution accélérée du capital au travail entraînée par l'accroissement des investissements, par exemple ; ou bien sur la baisse de productivité du capital employé. Tantôt, au contraire, c'est la signification attachée par l'INSEE ou par nous-même aux phénomènes décrits que contestent nos lecteurs ; sur les conséquences de la baisse du taux de profit notamment

ou l'importance des allègements fiscaux pour rétablir la rentabilité du capital. L'analyse du rôle des transferts de productivité d'une branche à l'autre pour modifier les taux de rentabilité respectifs des divers secteurs soulève en revanche moins de commentaires. Comme à ce sujet, pourtant de grand intérêt sur le plan politique, venait seulement d'être découvert. — G. M.

La substitution accélérée du capital au travail

La première des questions soulevées par nos correspondants est celle des conséquences sur l'emploi de l'accélération des investissements, constatée de 1950 à 1972. Pour M. Michel Piquard : « Il est vrai qu'en 1972 — date des dernières prises en compte — l'investissement par travailleur était beaucoup plus élevé qu'en 1957 ; mais il n'est pas vrai — contrairement à ce qu'affirme l'INSEE — qu'il y ait eu substitution du capital au travail. C'est-à-dire que, globalement, cet accroissement de capital ait eu pour effet une diminution du nombre des travailleurs ; au contraire, le nombre d'emplois était plus élevé. Ce qui est sensible à l'échelon d'un atelier et pour un volume de production donné n'est pas vérifié à l'échelon national, parce que de nouveaux emplois ont été créés ailleurs — à commencer par les fabricants des machines — et parce que le volume de la production s'est accru. »

et la disposition partielle d'un gymnase et d'un poste de télévision ; il utilise davantage de capital que son homologues d'il y a vingt ans ; le conducteur de métro surveille seul une rame automatique, puissante, bien suspendue et bien éclairée ; il utilise davantage de capital que ses deux collègues qui conduisent une rame d'ancien modèle ; l'ouvrier qui conduit une machine moderne à alimentation automatique et éjection automatique des pièces usinées utilise plus de capital que celle qui prend une pièce dans une caisse, la positionne sur la machine, appuie sur une pédale et retire la pièce de même la daekyo dans un bureau moderne devant une machine électrique par rapport à sa collègue des années 1950. »

La baisse de productivité du capital employé

L'INSEE avait montré que depuis quinze ans la productivité du capital tendait à diminuer, chaque unité supplémentaire de capital investie donnant naissance — en moyenne — à une fraction de valeur ajoutée plus faible.

ment que l'on dispose de peu d'informations pour mesurer ces durées. La variation de ces dernières au cours du temps est encore plus mal connue. Or une diminution de la durée de vie des investissements pourrait, au moins partiellement, expliquer l'évolution à la baisse de la productivité du capital, les retraits pratiqués en réalité étant supérieurs à ceux admis dans le calcul du capital fixe productif.

« Pour connaître la productivité apparente du capital, définie comme le rapport de la valeur ajoutée au capital productif fixe, il est indispensable de pouvoir mesurer les deux termes du rapport, écrit M. Bernard Cabot, directeur des services économiques de la Shell française. »

Admettant cependant comme hypothèse une baisse de la productivité du capital fixe, M. Cabot demande que la signification du phénomène soit interprétée avec prudence. Un examen par branche montre, en effet, sur la période de 1952-1972 une amélioration de la valeur ajoutée par unité de capital fixe pour l'ensemble des branches industrielles et une diminution de ce rapport pour l'agriculture, les travaux publics, les services et commerces.

VARIATION ENTRE 1952 ET 1972 DE LA VALEUR AJOUTÉE PAR UNITÉ DE CAPITAL FIXE

	En %	Par an en %
Agriculture	-29,1	-1,7
Ind. agricole et alimentaire	+17,8	+0,8
Energie	+54,8	+2,2
Industries intermédiaires	+39	+1,3
Industries d'équipement	+35,1	+1,5
Industries de consommation	+10,4	+0,5
Transports et télécommunications	+35,4	+1,5
Bâtiments et travaux publics	-18,8	-1
Services	-12	-0,6
Commerces	-11,1	-0,5
Ensemble des branches	+12,4	+0,8

« Dans certains secteurs, écrit M. Cabot, le glissement est dû à la salarisation de la population active, puisque le revenu d'un entrepreneur individuel est considéré par convention comme un revenu du capital et non comme un revenu du travail. »

Rentabilité du capital et diminution du taux de profit

Sur ce sujet, la controverse est plus générale. D'abord parce qu'elle évoque la « loi » marxiste de la baisse tendancielle du taux de profit, qui a fait l'objet d'innombrables discussions depuis cinquante ans. Ensuite parce que l'interprétation du phénomène et de ses conséquences prête à réflexions contradictoires. Nos lecteurs abordent le sujet sous quatre angles différents :

FIT A-T-ELLE ÉTÉ ACCEPTÉE par les dirigeants du monde des affaires ? Parce que, écrit M. Jean-Louis Voglioni, membre de la commission économique du parti socialiste, « le taux de profit semble bien avoir perdu beaucoup de son importance aux yeux des dirigeants actuels de la grande industrie capitaliste. L'analyse de Marx s'applique, parfaitement à l'économie de son temps où le propriétaire était lui-même le dirigeant de son entreprise, où l'impôt sur les sociétés était quasiment inexistant et où, en conséquence, le surplus dégagé par l'entreprise comparé au capital investi était logiquement au capitaliste-dirigeant sa conduite en matière d'investissement. »

1) Y A-T-IL BAISSÉ DE LA RENTABILITÉ DU CAPITAL, le rendement du capital investi baissant avec le temps ? Oui, répondent avec l'INSEE la plupart de nos correspondants. Cela ne soulève pas de problèmes, ajoute cependant M. Piquard, que si la rentabilité avait baissé au point de freiner l'investissement, puisque celui-ci est, directement ou non, créateur d'emplois. Or, jusqu'en 1972, il n'en a rien été. Le vrai problème est un problème de seuil : il n'importe guère que la rentabilité du capital en 1972 ait été inférieure à celle de 1950, cette dernière ayant peut-être été — mais les séries de longue durée manquent — exceptionnellement élevée ; ce qui compte est qu'elle apparaisse suffisante pour qu'une fraction assez importante de l'épargne choisisse de s'investir dans l'industrie. »

« Aujourd'hui, en revanche, si l'on peut encore prétendre maintenir cette analyse pour décrire la réalité de certaines petites entreprises, il paraît plus difficile — de vouloir l'appliquer telle quelle au cas des plus grandes, c'est-à-dire de celles qui forment (ou qui dominent) l'essentiel de notre appareil productif. Car, pour ces dernières, la politique générale et les investissements apparaissent désormais dictés bien moins par le « propriétaire-dirigeant qui ne subsiste en fait que dans des catégories sociales à l'importance nouvellement accrue ; les banquiers et les « managers ». Or l'analyse de ces deux catégories de personnes, déterminantes pour l'évolution économique, se situe encore du taux de profit ? »

2) COMMENT ET POURQUOI CETTE BAISSÉ DU TAUX DE PRO-

bien davantage de remplacer les hommes par des machines pour séparer les délicats problèmes humains auxquels ils sont souvent mal préparés, ou encore d'accroître la taille de la firme que dirigent de façon à augmenter leur prestige personnel et la valeur marchande de leur travail. De plus, lorsqu'ils sont intéressés aux résultats de l'entreprise, ils le sont généralement par rapport au profit en valeur absolue, et non par rapport au taux de profit, qui leur importe finalement assez peu.

actionnaires) pour imposer la politique d'investissement et d'endettement qui lui soit le plus profitable. » Or peut effectivement déceler dans les petites entreprises une baisse du taux de profit qui coïncide logiquement à une régression de leurs investissements et qui peut, dans certains cas, aller jusqu'à leur disparition, ajoute M. Voglioni. Mais il n'est certainement pas raisonnable de fonder l'hypothèse de déclin du système capitaliste sur la disparition de petites entreprises. Au contraire, ce serait là plutôt un élément objectivement favorable à la concentration du capital qui reste son but essentiel. Ainsi conviendrait-il de se demander si, fort paradoxalement, loin d'être un facteur de décomposition du système capitaliste, la baisse constatée des taux de profit ne pourrait pas être, à la limite, un élément objectif de son renforcement. C'est là une question qui mériterait d'être posée, en dépit de tout ce qu'elle peut avoir de paradoxal. »

« L'importance du profit dans le financement des investissements s'est trouvée considérablement réduite ces derniers temps sous l'effet de trois phénomènes particuliers : 1) — Un recours de plus en plus massif à l'endettement à l'égard des banques qui nous ramène au second type de procédé de financement dont on verra plus loin les conséquences ; 2) — Le gonflement artificiel des amortissements déductibles des bénéfices, ce qui permet aux entreprises d'accroître considérablement leur capacité de financement autonome à profit constant ; 3) — Le camouflages dans les comptes d'exploitation des entreprises, de sommes importantes, répertoriées sous des appellations diverses (redevances, commission, honoraires, etc.), et qui sont en fait assimilables à des profits mis en réserve, souvent directement proportionnels aux ventes et non imposables à l'impôt sur les sociétés. Il est d'ailleurs très significatif que, désormais, les directions générales, notamment des multinationales, mettent l'accent bien plus sur des objectifs de progression des ventes ou des bénéfices d'une année sur l'autre (+15 %) que sur l'ancien et traditionnel « Retour sur Assets », aujourd'hui quelque peu négligé. »

« Il est probable, estime M. Piquard, que pour sauvegarder la compétitivité l'industrie française continuera à certaines charges fiscales ou parafiscales reportées du stade des facteurs de production à celui du produit fini. Il a, dans les limites de la norme en vigueur, rien qui puisse choquer. »

De leur côté, les banquiers se intéressent guère davantage, semble-t-il, à l'évolution des taux de profit. En effet, même lorsqu'ils possèdent une partie du capital et ne se bornent pas à représenter des petits porteurs leur ayant délégué leurs pouvoirs, ils s'attachent plus aux bénéfices qu'ils peuvent retirer en exerçant leur fonction de banquier de l'entreprise (notamment en prêtant à 15 % des fonds rémunérés par la banque à 6 % ou 7 %) qu'à la rémunération du capital qu'ils auront investi. Dans ces périodes de taux d'intérêt élevés et de faible rémunération de l'épargne, on comprend que c'est bien là en effet, que se situe la source essentielle du profit des banques et non dans les revenus retirés des capitaux investis dans les entreprises. L'idéal dans ces conditions serait même, du point de vue de la banque, d'investir le minimum de capitaux dans l'entreprise tout en ayant suffisamment d'influence (par délégations de pouvoirs de petits

Qui a bénéficié des transferts de productivité d'une branche à l'autre

Une des constatations de l'INSEE était que les branches les plus productives (par rapport au capital investi) étaient loin d'être toujours celles où le capital était le plus rentable. Nous avons publié le 9 septembre, à ce sujet, un tableau du « grand jeu des transferts industriels », certains secteurs profitant — pour des raisons diverses — de la productivité des autres sans en avoir beaucoup eux-mêmes, les branches publiques pâtissant du phénomène plus qu'elles n'en profitent.

capitaux vers les secteurs nouveaux expansion (électronique, chimie...). C'est que le capitaliste appelle la rentabilité, ce que le capitaliste appelle la rentabilité. La deuxième réponse du capitaliste selon M. Bequet, est le déplacement du capital des pays capitalistes vers les pays sous-développés à économie capitaliste ou à la composition organique du capital est différente. Le déplacement des firmes multinationales n'est donc pas une simple répartition de la baisse des taux de profit. »

« Un démantèlement, à l'égard des salariés, n'a profité qu'à l'achèvement de produits français. En France, le salaire réel a baissé de 10 % entre 1952 et 1972 ; en 1974, il était de 14,8 ans ; en 1974, 8,4 ans ; en 1974, 6 ans. Or nous savons que plus la vitesse de rotation du capital est grande plus le taux de profit augmente. La dévalorisation se manifeste aussi dans sa phase actuelle par la « mise en triche » des secteurs les plus arriérés (textiles, industries extractives, une partie des P.M.E., etc.), afin de déplacer des

et fixation arbitraire des prix ont fait bien évidemment les résultats financiers en provoquant des transferts de surplus considérables estimés à près de 5 milliards de francs (en francs 1962) au cours de la période de 1953-1969 et pour la branche énergie. Cette action a freiné l'évolution souhaitable pour un pays développé vers une certaine spécialisation dans les branches à haute technologie et haute valeur ajoutée, mais modérant le rythme de l'évolution peut-être rendu plus acceptable.

« Ces transferts de surplus se produisent toujours dans le même sens. La productivité du capital dans la branche énergie va décroître dans les années à venir. Les conséquences de la crise énergétique, la nécessité d'explorer de nouvelles sources d'approvisionnement, le pétrole brut, le développement et l'incrémentation entraînent une sous-utilisation des capacités de production d'énergie, ce qui provoque une forte détérioration de la productivité du capital. En effet, l'effort d'investissement sera très peu productif puisqu'il s'agit de subvenir une énergie à une intensité pour laquelle la majorité des investissements fournis sont déjà réalisés. Il faut bien que la branche énergie, après avoir été pourvoyeuse de surplus, devienne à son tour bénéficiaire des transferts. »

M. Cabot relève d'ailleurs ce problème à son tour, déjà évoqué. « On peut voir, selon lui, dans une diminution de la productivité du capital la preuve d'un transfert de surplus en faveur de consommateurs finaux et y a eu, au cours de ces dernières années, une forte augmentation des surplus des branches primaires vers des branches produisant des biens de plus en plus élaborés, puis de celles-ci vers des activités de services, cela aboutissant à une diminution relative des marges des producteurs de biens et de services. »

J. DELMAS et Cie
R. MAZARS - P. RUDELLI
GESTION FINANCIÈRE
EXTRAIT DU SOMMAIRE
• Appréciation des entreprises
• Bilan financier
• Diagnostic des investissements
• Gestion de portefeuille
• Évaluation des entreprises
• Méthodes de calcul
• Évaluation des entreprises
• Méthodes de calcul
• Évaluation des entreprises
• Méthodes de calcul

FORMATION CONTINUE
En 1 an... sans interruption
de votre activité professionnelle,
un cours par correspondance de
FISCALITÉ DES ENTREPRISES
pratique, complet, efficace
FRANCIS LEFEBVRE FORMATION
15, rue Vitoz 75017 Paris - Tél. : 766.33.39

Plus que jamais, c'est le moment de bien faire vos comptes !
MATTEI
Le moins cher des grands loueurs
Extrait du Tarif

	La Journée	+ le km
FIAT 131 Berlina 1300 "5"	FR 34,00	0,28
Breaks 204 ou R 12	FR 6,90	0,06
	TT 40,80	0,34
FIAT 132 GLS Bte Aut. et radio	FR 41,00	0,34
504 GL ou R 16 TL	FR 3,20	0,07
	TT 49,20	0,41

Comparez...
11^e - 82, Bd Voltaire 700.88.37 • 12^e - 108, Bd Diderot 628.27.50
12^e - 205, Rue de Berzy 348.11.50 • 18^e - 102, Rue Ordener 076.32.90
Boulogne 605.67.40 • Charenton 895.00.23 • Le Chesnay 954.34.50
La Courneuve 833.81.54 • Creil 455.02.60 • Drancy 284.86.70
Maisons-Laffitte 962.05.32 • Montreuil 656.22.11 • Neuilly
Plessis 935.15.10 • Vélizy 946.03.43 • Versailles 950.22.54
Villeneuve 738.68.63 • Vitry 680.72.70
80 AGENCES EN FRANCE

Dr. P. G. L. S. D.

L'ECONOMIE

Les universités américaines à la mode « rétro »

On croit certains observateurs, la crise morale que traverse aujourd'hui les Etats-Unis s'accompagnerait d'une réaction pour l'analyse économique dont les premiers symptômes seraient sensibles dans les universités. La tentation de l'analyse rétrograde est de penser que la science économique vole aujourd'hui en l'air, loin du coup de réalité qu'elle n'a ni pu ni veut saisir, comme aux mauvais jours de 1929.

On pourrait être tenté d'interpréter ce retour à l'empirisme qui coïncide fortuitement avec l'abandon des économistes radicaux des grandes universités américaines comme un symptôme de subtile récupération de la contestation, si les chefs de file de certaines de ces recherches avaient renoncé à leur passé « radical » et abandonné toute ambition de renouvellement théorique. Mais c'est le contraire que l'on observe de la part de jeunes économistes comme, par exemple, Plioré et Doringier (MIT) qui s'efforcent d'intégrer leur analyse du marché du travail dans un schéma ambitieux rendant compte des différentes phases du procès d'industrialisation.

Plutôt qu'une révolution, la science économique aux Etats-Unis connaît aujourd'hui une évolution dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- 1) Extension de l'analyse micro-économique à des domaines nouveaux jusqu'alors hors du champ de l'économie (comportements sociaux, éthiques ou religieux) dans une perspective explicitement normative.
2) Intégration des facteurs institutionnels dans une analyse formalisée des mécanismes économiques (marché du travail, inflation, répartition des revenus).
3) Regain d'intérêt pour les recherches historiques portant à la fois sur les faits avec l'aide des méthodes économétriques de classement et d'interprétation des données, et sur les idées, par un effort de réinterprétation des auteurs anciens (Marx, Veblen).

La recherche de l'optimisme

Sous l'impulsion de G. Becker et de l'école de Chicago, le raisonnement d'optimisme sur un horizon temporel long se trouve aujourd'hui appliqué à des questions aussi variées que le choix d'un conjoint ou la fréquentation des églises. Cette extension va même jusqu'à prendre des formes caricaturales comme la détermination du brochage des dents optimales (c.f. un article récent de Billings, de Princeton, publié dans le très sérieux Journal of Political Economy). De manière tout-à-fait plus sérieuse, les études économiques se multiplient sur des questions devant traditionnellement de l'éthique, et de droit. Ainsi se développe aujourd'hui l'investigation économique des régimes juridiques (Coase, Galbraith de Chicago, Rawls de MIT).

propriété privée comme une donnée théorique d'allocation des richesses, comme le faisaient la majorité des économistes néoclassiques (et Debreu, Arrow), certains économistes se proposent aujourd'hui de déterminer quel peut être le meilleur système juridique, en se plaçant au point de vue de l'efficacité ou de l'équité. Cela se conduit parfois à démontrer du façon rigoureuse, sur la base du second critère, la supériorité des systèmes d'allocation collective (Waltzman du MIT). Dans le même ordre d'idées, une analyse serrée, d'abord, des déviations des régimes du marché et de leur effet, ensuite, de leurs conséquences au point de vue du bien-être de la collectivité peut aboutir à une critique théorique des deux systèmes qui n'est pas sans rappeler par sa portée le fameux théorème d'impossibilité d'un choix démocratique établi par Arrow (Harvard de Minneapolis).

Les aspects institutionnels

A travers ce type de recherches, la science économique renoue avec une tradition très ancienne, puisque Adam Smith n'avait fait précéder sa Richesse des Nations par la publication d'un Traité des sentiments moraux. Elles soulèvent cependant une objection majeure. La théorie des choix économiques est exclusivement utilitariste et se fonde sur une logique élémentaire du libre choix. Elle fournit par conséquent un cadre trop étroit pour traiter, par exemple des relations entre « intérêt » et « tolérance », « intérêt » et « solidarité », qui sont au cœur des débats éthiques contemporains. C'est pourquoi son renouvellement passe obligatoirement par élargissement de ses fondements logiques qui reste encore à faire.

de la pensée économique. Certes, cette spécialité resta encore l'apanage des universités du Sud (Duke, North-Caroline), mais les débats suscités par la traduction récente de Pareto en anglais prouvent que ce mouvement dépasse les frontières locales, et il n'est pas indifférent d'observer que l'une des dernières notes de travail rédigées par Arrow porte sur T. Veblen. Choix qui est en lui-même déjà significatif.

Cette curiosité récente pour les origines des concepts de l'analyse économique contemporaine n'est pas facile à interpréter : désir d'explorer une forme de raisonnement vieille d'un siècle seulement dans une tradition culturelle plus vénérable (d'Aristote à Edgeworth), volonté de réinterpréter dans la grande famille des théories de l'économie le message des dissidents de génie (Marx) ou des hétérodoxes de talent (Veblen), mise en perspective d'aujourd'hui du quasi-monopole de la recherche fondamentale dont elles jouissent il y a encore cinq ans. Mais elle ne peut suffire à fonder tous les anti-économismes qui fleurissent avec tant de succès de ce côté-ci de l'Atlantique.

CHRISTIAN SCHMITT.

LA VIE DIFFICILE DES CADRES AU PORTUGAL

Lisbonne. — Alvaro Barreto, quarante-cinq ans, président-directeur général de LISNAVE depuis le mois d'août 1974, vient de donner sa démission. Avec ses onze mille ouvriers, ses dix cales sèches le long du Tage, dont l'une, longue de 520 mètres, est prête à recevoir les futurs pétroliers d'un million de tonnes, LISNAVE est le premier chantier de réparations navales du monde et aussi, la plus grande entreprise portugaise. Pourquoi son directeur, A. Barreto, calme mesuré, rompu aux techniques de gestion les plus modernes, s'est-il déclaré forfait ?

Les entreprises du pays à ceci près : avec 40 % du capital suédois et hollandais, le chantier n'a pas été nationalisé. Dès le mois de mai 1974, les délégués syndicaux étaient élus et le comité des travailleurs chargé de contrôler la gestion et aussi de procéder aux épurations. En fait la direction générale, une quinzaine de cadres supérieurs et un ouvrier, qui renseignait la FIDE (l'ancienne police salariaire), ont été « suspendus » (renvoyés) au fil des mois, non par le comité des travailleurs, mais par des assemblées générales de deux cents personnes qui les déclaraient sans autre forme de procès fascistes ou réactionnaires.

Trente mille d'entre eux sont pourtant partis pour le Brésil. C'est le chiffre avancé par le parti socialiste. Dans les milieux plus conservateurs on parle de chiffres plus élevés. Quel que soit leur nombre, ceux qui ont quitté le Portugal sont ceux qui étaient compromis politiquement, ceux qui tenaient à un niveau de vie élevé, mais aussi certains diplômés sûrs de leurs compétences, souvent pères de deux ou trois enfants. Ceux-là étaient inquiets du désordre dans l'entreprise, mais aussi dans les écoles. Ils n'étaient plus très sûrs dans l'instabilité économique actuelle d'élever leurs enfants comme ils le voulaient.

Confusion des rôles

En juillet dernier, devant une assemblée de six mille personnes, M. Barreto s'est élevé contre l'arbitraire de ces renvois sans critères précis et sans droit de réponse, qui prenaient parfois l'allure de règlements de comptes. Quelques jours après ce discours, un nouveau comité des travailleurs communistes a remplacé le premier comité d'extrême gauche accusé de favoriser le spontanéisme. Les épurations semblaient avoir cessé.

A. Barreto ne remet donc pas en cause les principes. Ses rapports permanents avec les entreprises étrangères l'ont familiarisé avec le pouvoir des syndicats. C'est la mise en œuvre ou plutôt l'absence de mise en œuvre portugaise qu'il ne veut plus supporter. Il veut des règles précises qui définissent clairement les rôles du syndicat, du comité des travailleurs, du délégué du gouvernement, du P.D.G. Il refuse que le comité des travailleurs qui doit être élu par l'ensemble du personnel soit désigné à main levée par cinq cents personnes ; que le délégué du gouvernement, qui a le droit de veto, participe à des promotions ; que le syndicat refuse les augmentations de salaires négociées avec le comité des travailleurs et qu'il se renvoie la balle indéfiniment ; que le comité rejette des propositions de promotion et l'augmentation des ouvriers chargés du contrôle de qualité sans explication et surtout, que les ouvriers empêchent d'entrer dans le chantier le premier ministre dans un comité d'urgence d'urgence.

Rodolfo Crespo, proche collaborateur de M. Soares, regrette cette hémorragie des compétences qu'il attribue, en partie, aux maladresses de l'Intersyndicale. Du texte publié par la 5^e division a tiré un peu hâtivement tous les cadres de laquais du grand capital. Pour Domingo Lopes, ingénieur, permanent au P.C., la situation n'est pas encore préoccupante. Le gouvernement prendra des mesures pour associer les cadres à ses projets, et la loi sur le salaire maximum, par exemple, sera appliquée avec souplesse.

Un pouvoir

divisé

Les professions libérales, les artistes ne sont pas à l'abri des tensions non plus. Les commandes des peintres, par exemple, ont enregistré une véritable chute et ils sont eux aussi en butte aux caprices d'un pouvoir divisé et changeant.

Le nécessaire changement, mais...

Ce professionnel compétent, soucieux d'efficacité, est prêt à accepter un contrôle de sa gestion que beaucoup de patrons français refusent, mais il veut un exécutif fort et n'accepte pas la confusion. Il restera à Lisbonne, mais comme ingénieur conseil.

entreprises respectives. Ils dénoncent maintenant les tares de l'ancien système qu'ils n'ont jamais cessé de voir. Même à la C.P.E. ou aux Chemins de fer portugais, où l'Etat avait respectivement 88 et 90 % du capital, les postes clés étaient tenus à vie par quelques gens accoutumés à la permanence.

Les exemples de désordre et de perte de temps sont légion. Les travailleurs qui ont été muselés pendant quarante-huit ans sont pris d'une véritable fièvre de révolte et de paroles, mais c'est sans doute la peur des cadres devant leurs responsabilités qui provoque le plus de désorganisation. Grande des épurations, maquis d'habitudes de coopération avec les travailleurs, les cadres moyens ou supérieurs prennent souvent le minimum de décisions. A la télévision, les chefs de service n'osent refuser aucun reportage, même si l'idée est évidemment mauvaise, au ministère de l'Éducation. Alice, quarante ans, médecin, se fait connaître par des éditoriaux incohérents en matière de matières scolaires et ne peut pas compter sur l'appui de ses supérieurs. A la C.P.E. (Compagnie portugaise d'électricité), Gilio C.P. ingénieur, vit quotidiennement cette démission des responsables. « Je passe la moitié de ma journée à essayer de maîtriser les difficultés financières et l'autre à régler une série de petits problèmes qu'aucun chef de service ne veut traiter. Aujourd'hui j'ai passé une heure et demie avec le comité des travailleurs pour régler le problème d'une secrétaire licenciée par ses collègues et qui voulait changer de place. »

Un peu partout, les cadres supérieurs étaient trop nombreux. Agés, surpayés et cumulant plusieurs fonctions. Nombreux étaient ceux aussi qui ne rentraient par la porte du cheval. C'est ainsi qu'on appelle à Lisbonne les pistonnés qui rentrent par la porte cochée. À l'arrière de la maison. Malgré leur brutalité, les épurations ont soulevé un flot de désabus flagrant au à des incompétences notoire. A la C.P.E. en mai 1974, six directeurs sur huit ont été renvoyés lors d'une assemblée générale. Trois ingénieurs de la compagnie sont d'accord pour dire que les deux qui sont restés étaient les deux seuls capables. Sans formation permanente, avec des promotions internes rares, des responsables intouchables et souvent solitaires, des directeurs du personnel agents de renseignements de la police, l'entreprise portugaise d'avant le 25 avril n'avait peu de chances de promotion et d'expansion à ses travaux.

Pour beaucoup, le choc n'a pas été aussi brutal, mais le désarroi s'est infiltré par petites touches au cours des mois. Anna Maria, trente-cinq ans, traductrice de films, est sympathisante communiste depuis quinze ans. Maintenant elle ne sait plus très bien où elle en est. « Avant, c'était si facile d'être antifasciste. Mon père, un vieux professeur d'université, a été appelé trois fois par la PIDE pour avoir parlé à ses élèves des colonies et des bidonvilles dans des termes qui ne plaçaient pas. Maintenant, devant la contestation de ses étudiants, il se surprend à regretter l'ordre du 25 avril. » Quand elle parle du 1^{er} mai 1974, les larmes lui montent aux yeux. « C'était insupportable. Tout le monde s'embrassait. Même les automobilistes obéissent de se disperser. » Maintenant c'est l'incertitude. « Les socialistes et les communistes se prennent pour Benfica et le Sporting » (les deux équipes de football portugaises).

ZOÉ LAURE.

Collection des Précis Dalloz. DROIT COMMERCIAL EUROPEEN 3e édition 1975 par Berthold Goldman. Président de l'Université de Droit, d'Economie et de Sciences Sociales de Paris. Un volume broché, 11,5 x 18, 234 pages, 45 F (31 F Franco).

Le CENTRE DE FORMATION CONTINUE DE CESA (H.E.C., I.S.A., C.F.C.) et DAFSA ANALYSE, société spécialisée dans l'analyse financière des sociétés européennes, organisent un séminaire sur LES PRATIQUES COMPTABLES COMPAREES du lundi 1^{er} au vendredi 5 décembre 1975. Cette session s'adresse aux dirigeants, cadres financiers et comptables qui désirent acquérir une meilleure compréhension des particularités présentées par les comptes des principaux pays industrialisés, pour être à même de les interpréter.

insformant... ils quinze

LE... insformant... ils quinze

RADIO-TÉLÉVISION

Les ficelles et les pantins
On venait de voir Gabriel Catand - quel bon comédien! - jouer samedi-soir, sur l'A 2, les hommes d'affaires super-déborrés, Pierre Fresnay dans Grand patron. Il tunc, il tousse, il dicte, il téléphone. Appellez-moi Chambard. « Résumez le conseil d'administration. Il dîne dehors, il néglige sa femme. Il tousse, il dicte, il appuie sur des boutons : « Passez-moi Pollard. » Il tousse encore, il consulte un spécialiste. La cancer, il ne dit rien. Il dîne en famille, il sort sa femme, il vit enfin. Cette histoire (de Pierre Moutiers, réalisation Yannick André) s'appelle la Mort d'un pantin.

LES PROGRAMMES LUNDI 20 OCTOBRE

CHAINE I : TFI
20 h. 30 (R). La caméra du lundi : « La Vie de château », de J.-P. Rappeneau (1965), avec C. Deneuve, P. Brasseur, Ph. Noiret, H. Garcin, C. Thomson.
En mai 1944, une châtelaine normande qui s'ennuie s'éprend d'un résistant français qui prépare le débarquement tandis qu'un officier allemand tombe amoureux d'elle.
22 h. Entretien avec Catherine Deneuve; 22 h. 50, ITI dernière.

MARDI 21 OCTOBRE

CHAINE I : TF1
12 h. 15 (C). Réponse à tout; 12 h. 30 (C), Midi première; 14 h. 5. Emission scolaire (reprises à 15 h. 15 et à 17 h. 15); 18 h. 20, A la bonne heure; 19 h. 45, Pour les petits; 19 h. 55, Pour les jeunes; 19 h. 40, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Feuilles; Les Compagnons d'Elzeus; 20 h. 30, Jeu : Quoi de qui?; 21 h. 20, Ces années-là, de M. Droit (1948); 22 h. 20, Emission littéraire : De vive voix, de J. Ferniot et Ch. Collange (Pardou admettra la pomégraphie?); voir tribunes et débats.
23 h. 5, ITI dernière.

SC. PO. 2 cycles de préparation à l'examen d'entrée en Année Préparatoire... IPEC 48 Bd St-Michel 633.61.23 633.45.97

TRIBUNES ET DÉBATS
LUNDI 20 OCTOBRE
M. Jean-Claude Collé, délégué aux énergies nouvelles, est l'invité d'Antenne 2 à 17 h. 30.
Présence socialiste expose son opinion à la tribune libre de FR 3 à 19 h. 40.
MARDI 21 OCTOBRE
M. André Malraux est l'invité d'Antenne 2 sur TF 1 à 13 heures.

LES PROGRAMMES MARDI 21 OCTOBRE

CHAINE I : TF1
12 h. 15 (C), Réponse à tout; 12 h. 30 (C), Midi première; 14 h. 5. Emission scolaire (reprises à 15 h. 15 et à 17 h. 15); 18 h. 20, A la bonne heure; 19 h. 45, Pour les petits; 19 h. 55, Pour les jeunes; 19 h. 40, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Feuilles; Les Compagnons d'Elzeus; 20 h. 30, Jeu : Quoi de qui?; 21 h. 20, Ces années-là, de M. Droit (1948); 22 h. 20, Emission littéraire : De vive voix, de J. Ferniot et Ch. Collange (Pardou admettra la pomégraphie?); voir tribunes et débats.
23 h. 5, ITI dernière.

MARDI 21 OCTOBRE

CHAINE I : TF1
12 h. 15 (C). Réponse à tout; 12 h. 30 (C), Midi première; 14 h. 5. Emission scolaire (reprises à 15 h. 15 et à 17 h. 15); 18 h. 20, A la bonne heure; 19 h. 45, Pour les petits; 19 h. 55, Pour les jeunes; 19 h. 40, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Feuilles; Les Compagnons d'Elzeus; 20 h. 30, Jeu : Quoi de qui?; 21 h. 20, Ces années-là, de M. Droit (1948); 22 h. 20, Emission littéraire : De vive voix, de J. Ferniot et Ch. Collange (Pardou admettra la pomégraphie?); voir tribunes et débats.
23 h. 5, ITI dernière.

THÉÂTRE OBLIQUE Cycle STRINDBERG du 22 octobre au 23 novembre CRÉANCIERS petite histoire théâtrale de la névrose mise en scène Henri RONSE location 305 73 51

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Odéon, 20 h. : Lear.
Les autres salles
Médiatère-Opéra, 21 h. : L'Intégration.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : La Crosse.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : L'Age dor.

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-matin, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

MARDI 21 OCTOBRE

CHAINE I : TF1
12 h. 15 (C). Réponse à tout; 12 h. 30 (C), Midi première; 14 h. 5. Emission scolaire (reprises à 15 h. 15 et à 17 h. 15); 18 h. 20, A la bonne heure; 19 h. 45, Pour les petits; 19 h. 55, Pour les jeunes; 19 h. 40, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Feuilles; Les Compagnons d'Elzeus; 20 h. 30, Jeu : Quoi de qui?; 21 h. 20, Ces années-là, de M. Droit (1948); 22 h. 20, Emission littéraire : De vive voix, de J. Ferniot et Ch. Collange (Pardou admettra la pomégraphie?); voir tribunes et débats.
23 h. 5, ITI dernière.

THÉÂTRE OBLIQUE Cycle STRINDBERG du 22 octobre au 23 novembre CRÉANCIERS petite histoire théâtrale de la névrose mise en scène Henri RONSE location 305 73 51

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées
Odéon, 20 h. : Lear.
Les autres salles
Médiatère-Opéra, 21 h. : L'Intégration.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : La Crosse.

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-matin, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

MARDI 21 OCTOBRE

CHAINE I : TF1
12 h. 15 (C). Réponse à tout; 12 h. 30 (C), Midi première; 14 h. 5. Emission scolaire (reprises à 15 h. 15 et à 17 h. 15); 18 h. 20, A la bonne heure; 19 h. 45, Pour les petits; 19 h. 55, Pour les jeunes; 19 h. 40, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Feuilles; Les Compagnons d'Elzeus; 20 h. 30, Jeu : Quoi de qui?; 21 h. 20, Ces années-là, de M. Droit (1948); 22 h. 20, Emission littéraire : De vive voix, de J. Ferniot et Ch. Collange (Pardou admettra la pomégraphie?); voir tribunes et débats.
23 h. 5, ITI dernière.

THÉÂTRE OBLIQUE Cycle STRINDBERG du 22 octobre au 23 novembre CRÉANCIERS petite histoire théâtrale de la névrose mise en scène Henri RONSE location 305 73 51

SURTEL

Autre

INTERNATIONAL CINEMA LATION

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (**) aux moins de dix-huit ans.
Les exclusivités
AGUIER, LA COLÈRE DE DIEU (All. vers angl.); Studio de la Halle, 14 (32-33-34).
LA BÊTE (Fr.); Salmes, 6 (33-34-35).
BLACK MOON (Fr.); Salmes, 6 (33-34-35).

Les films nouveaux

LA BABY-SITTER, film français de René Clément, avec Sylvie Lévy, Rome - Gambroina, 15 (73-74).
CACHÉ-CACHÉ PASTORAL, film japonais de Shohei Terayama, 14 (32-33-34).

Catherine COLLARD MOZART (Portobello); DEBussy (Méditerranée); SCHUMANN (Arènes, Bastille)

Un film très actuel et réussi, donc un film à voir. R. Forlani/R.T.L.

Singuliers à tous égards, je l'ai trouvé d'une grande beauté. M. Mohrt/Le Figaro

La musique de Hu-Man : un des plus beaux exemples modernes de réussite de soundtrack. P. Alessandrini/Rock & Folk

Cet Orphée 75, film poète d'un Laperrousaz illuminé (au sens nervalien du terme) eût attaché un autre poète : Cocteau. J.L. Bory/Nei Obs.

Je crois très sincèrement qu'un nouveau cinéaste est né. F. Chalais/Europe 1

HU-MAN un film de Jérôme Laperrousaz avec Terence Stamp et Jeanne Moreau

THÉÂTRE OBLIQUE Cycle STRINDBERG du 22 octobre au 23 novembre CRÉANCIERS petite histoire théâtrale de la névrose mise en scène Henri RONSE location 305 73 51

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

« Suréna » au Petit-Odeon

Suréna est la dernière pièce écrite par Corneille, dix ans avant de mourir en 1684. Écrits et professeurs ont souvent jugé les qualités de cette œuvre perdue... elle n'est pas jouée. Le colonel Jean-Pierre Miquel qui commande la maison de l'Odeon sous le règne de l'Odéon sous le règne de l'Odéon...

Voyant Suréna de plus en plus sombre, le roi fait une fausse interprétation : il croit que Suréna prépare un coup de chien avec ses dix mille hommes et les mécontents des faubourgs. Il propose alors à Suréna sa fille, Mandane, en mariage.

La tragédie, où, bon au mal au, elle s'écroule de sa dissonance en elle-même ; dès que le tragique approche du paroxysme (et un paroxysme de quelle intensité, de quel génie !), Corneille rompt de douceur le ton et l'indie vers une qualité très singulière non pas de comique mais presque de gaieté, d'humour alerte, comme si déjà le seul fait de se dire ses quatre vérités les yeux dans les yeux mettait, dans l'horreur, une joie. Et c'est ce qui est si beau : cette gaieté du tragique corneilien n'est ni une astuce ni une échappatoire, c'est l'expression claire d'une composante cachée de l'esprit. Sans aucune concession poétique ou dramaturgique, Corneille crée là une dimension particulière de la tragédie. Il est sûr à l'avance que la scène de Suréna, pour une fois, révèle cette dimension, qu'elle soit donnée par le langage ou par un peu de bouffonnerie.

Cinéma

« L'INCORRIGIBLE »

Prince de l'esbroufe, champion de la poudre aux yeux, Frédéric de la carambouille, tel apparaît Jean-Paul Belmondo — omniprésent, protéiforme — dans ce film réalisé par Philippe de Broca. Entourant les uns et séduisant les autres (les dames et les demoiselles de préférence), ratant ses coups, mais ne perdant jamais espoir, cet incorrigible, imprévisible et irrésistible aventurier a pour père spirituel un clochard sentencieux, instigateur d'opérations plus humoristiques que humanitaires (Julien Guilmette), pour copain un braqueur d'innocence (Charles Gérard) et pour ange gardien la jolie Marie-Christine (Geneviève Bujold), secrétaire sociale à qui les fringues de son protégé font rapidement tourner la tête.

« Hester Street »

Une rue du quartier juif de New-York en 1899, reconstruite — en noir et blanc — avec un réalisme photographique rappelle les premières actualités, les premiers reportages du cinématographe. Un lieu géographique où aboutissent les premiers émigrés juifs d'Europe de l'Est en quête de liberté. La première étape de l'assimilation. Cette assimilation à la société américaine fin de siècle est le sujet du film — un premier film — de Jean Miskin Silver (quarante ans), elle-même fille de juifs russes autrefois émigrés. C'est de Russie qu'est donc arrivé Yankel, ouvrier tailleur. Il a rejoint son père, un riche fabricant de chaussures et ses traditions, se fait appeler Jake, s'habille comme les « gosses » et fréquente les bals où dansent les juives américanisées, telle cette Mame devenue sa maîtresse, qui lui prête de l'argent pour meubler un logement.

lément à la question fondamentale. Gili parle yiddish, reste farouchement attaché au judaïsme et déçoit Jake déjà mal à l'aise. Il en vient à rejeter cette « boussole ». Gili, pourtant — c'est toute la finesse, tout le charme de ce film féminin — gagne la partie contre le mari qui voulait la priver de son identité. Au prix des économies de Mame, elle accepte le divorce juif. Tandis que Jake va se fondre dans un milieu standardisé, elle se remarie avec un juif religieux, change sa perruque traditionnelle contre un chapeau à plumes et ouvre un petit commerce. Pour peindre l'américanisation subtile de Gili, la réalisatrice a choisi le style de la chronique romanesque. Mais, en s'adressant à la sensibilité du public, elle révèle les deux aspects historiques de l'intégration juive aux Etats-Unis : sa jeter les bases d'une société libre et sa garde d'inséparables frontières entre ses autochtones et les immigrants, ou adapter le judaïsme aux lois économiques de la réussite américaine. Les auteurs, inconnus ici, sont excellents. JACQUES SICLIER. * Quinzette, Noyes-Lincoln, les 14-15 juillet (v. o.).

Culture

rassemblement organisé par « Rouge » réuni des dizaines de milliers de personnes

L'hebdomadaire Rouge, organe de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) a organisé, samedi 18 et dimanche 19 octobre, Paris, une fête, qui a rassemblé des dizaines de milliers de participants (soixante mille selon les premiers pointages des organisateurs). Cette manifestation était principalement destinée à faire connaître et à financer le lancement du quotidien que le L.C.R. biliera à partir de janvier prochain. M. Alain Krivine, membre du bureau politique, a estimé, à l'issue de la fête, que celle-ci constituait un succès pour l'ensemble de l'extrême gauche française.

L'autre fête

des Italiens, des Mauriciens, des femmes en lutte, des journalistes de Libération, des éditeurs en révolte, des psychologues en désaccord avec le système et des infirmières en colère, on y va. Qui ? Plutôt les moins de trente ans que les plus de quarante. Plutôt les lycéens du système erroné que les « loulois » de Mémilfontant. Beaucoup de groupes masculin-féminin, vêtus de peaux marocaines, de châles afghans, de capes éthiopiennes — jupes longues, pantalons serrés, cheveux longs, longues silhouettes — que l'on rencontre indifféremment dans les couloirs de métro et les « gouts » d'université. Oui, ceux-là sont venus. Et d'autres : les badauds du quartier Latin (mais pas ceux des grands boulevards) ; les sympathisants de Tarbes ou de Caen, qui trônent sur des piles de sacs de couchage. Les découvreurs du week-end, un peu perdus, un peu déçus — le gardien prévient pour les enfants semble sinistre : — et que fait si l'on n'a pas fait de nob. de tripes, de raviolis ou de merguez ? Les curieux aussi, les habitués, qui fument d'un stand à l'autre, d'un podium à l'autre, et comparent. Mieux ou moins bien que le fête de l'Homme (on ne parle guère des concurrents rivaux comme le P.S.U., Lutte ouvrière ou Pollique-Hebdo) ? « Aussi bien », entend-on dire ici et là. Différent, en tout cas. Car l'auditoire qui s'agglutine devant Romain Bouteille, Catherine Ribero ou le Quarteto Cedron n'occupe qu'une petite surface, au fond des halles de La Villette. Et l'on a vite fait le tour des chapiteaux, où il fait chaud et où des groupes font un long somme, tête contre épaule. On a vite fait le tour, alors certains s'en vont. Autres dimensions, autre ambiance. — A. R.

BERATION : la concurrence. Cette fête (...) semblait avoir pour but de susciter une concurrence à la fois de la contestation qui a maintenu plus de deux ans et qui d'existence : Libération. Libération était certes vivante, il avait la possibilité de participer au débat sur les quotidiens communistes, mais à un-déjà. En particulier Libération n'était pas invitée à l'un des nombreux forums de la fête, lui consacré à la presse et aux médias. (...) Pourquoi Rouge n'a-t-il d'embellie Libération même un concurrent ? (R. J.)

CHAILLOT THEATRE NATIONAL JOURNEES INTERNATIONALES DU CINEMA D'ANIMATION du 23 au 26 octobre 727-81-15

Jazz

Les Rencontres internationales de Massy

Le Festival de Châteaufort est resté exemplaire en France. Et sans succéder, il parait qu'il va revivre en août, l'an prochain. Acceptez-en l'annonce. Ça va servir à ce que vous n'avez pas fait perdre au jazz un goût de renfermé, éliminé à peu près le filage par l'argent et rendu vers la « convivialité » en-dehors et au-delà des concerts, vers une satisfaction d'être ensemble à propos de la musique, bien que celle-ci soit pas consacrée à la dimension du présent. Ces fêtes, en Suisse, le village de Wittenbach ont vu se joindre, dans une salle pour pas si fine, alors qu'on lialle les chefs d'Ormbie couvrent tous ses et leurs places, lors de sept concerts gratuits, à des foules considérables. Des applications de ces dans les années 60 cherchent un peu partout à se satisfaire. Le festival de Massy, pour sa part, y répond.

MICHEL CURNOT. * Petit-Odeon, 19 h. 30.

atelier SUR LE FIL ARRABAL « Bouleversant... Un sommet... Le premier spectacle de l'année. » Ph. TESSON « Casard enchâssé » PRIX SPECIAUX ETUDIANTS

Jazz

Les Rencontres internationales de Massy

Le Festival de Châteaufort est resté exemplaire en France. Et sans succéder, il parait qu'il va revivre en août, l'an prochain. Acceptez-en l'annonce. Ça va servir à ce que vous n'avez pas fait perdre au jazz un goût de renfermé, éliminé à peu près le filage par l'argent et rendu vers la « convivialité » en-dehors et au-delà des concerts, vers une satisfaction d'être ensemble à propos de la musique, bien que celle-ci soit pas consacrée à la dimension du présent. Ces fêtes, en Suisse, le village de Wittenbach ont vu se joindre, dans une salle pour pas si fine, alors qu'on lialle les chefs d'Ormbie couvrent tous ses et leurs places, lors de sept concerts gratuits, à des foules considérables. Des applications de ces dans les années 60 cherchent un peu partout à se satisfaire. Le festival de Massy, pour sa part, y répond.

MICHEL CURNOT. * Petit-Odeon, 19 h. 30.

THEATRE DU SOLEIL 30 octobre L'AGE DE BOB

« Le Téléphone rose »

Lui est un brave homme, un peu pauvre, un peu naïf, malgré le circonflexe. Il s'appelle Benoît Castet et habite la région toulousaine où il dirige une usine ou bord de la Saône, que dirige une société américaine. Elle exerce le plus vieux métier du monde. Belle, intelligente, raffinée, élégante, elle appartient à l'élite de la profession. Elle est une de ces prostituées très « folles » que l'on appelle les « call-girls ».

« Le Téléphone rose », d'Edouard Molinaro

Elle exerce le plus vieux métier du monde. Belle, intelligente, raffinée, élégante, elle appartient à l'élite de la profession. Elle est une de ces prostituées très « folles » que l'on appelle les « call-girls ». Comment ces deux êtres qui évoluent à des années-lumière l'un de l'autre en arrivent-ils à se rencontrer ? Simplement parce que, selon un usage devenu courant, paraît-il, dans les milieux d'affaires, les représentants de la firme américaine font appel à Christine pour amadouer Castet. Présentée comme une fille de province, la call-girl bouleverse le cœur, les sens et le bon sens du P.D.G., qui émerge de l'adventure éperdue d'amour et prêt à toutes les sottises pour s'attacher sa conquête. L'histoire de ce capitaine aux abois, coincé entre les revendications de son personnel, les bouderies de son épouse et les exigences d'une passion que la découverte de la vérité ne parvient pas à étouffer, aurait pu inspirer un film complaisant, tirant vers le vaudeville ripolard et le mélo douteux. Or le comédien fort par Franck Veber et réalisé par Edouard Molinaro est vif, aigu, ironique, souvent drôle, parfois émouvant. Sur le fil du rasoir, les auteurs ont su maintenir l'équilibre entre les arifices de l'humour et la vérité des sentiments. Le P.D.G. s'emballa, mais ce n'est pas seulement un jobard aveuglé par le démon du midi ; l'homme est sensible, sincère, courageux. Et si Christine garde le tête froide, elle n'en offre pas moins à Castet un peu plus que ne le stipulait le contrat. C'est cette justesse de ton qui fait la qualité du film et lui communique un charme assez habituel. Edouard Molinaro est parfaitement à l'aise dans ce mariage de programme par des experts en marketing. Sa mise en scène souple et légère s'efface devant la performance de ses interprètes. Carré, massif, Pierre Mondy tient sa chance avec une fougue de rugbyman et un candeur de premier communiste. Il est remarquable. Quant à Mireille Darc, plus séduisante que jamais, elle exprime à la perfection la dureté foncière de son personnage et les états de gêne que Castet fait naître en elle. Michel Lonsdale, businessman implacable, Daniel Ceccaldi, conseiller narquois, André Valardy, syndicaliste amical, sont également excellents. En rose et en mineur, une réussite. JEAN DE BARONCELL. * Le Paris, Impérial, Mazarine, Caravelle-Palme, Nations, Saint-Germain - Studio, Montparnasse - Palé, Gaumont - Sud, Camaroune, Pantheon.

ISABELLE ADJANI FRANCOIS TRUFFAUT L'HISTOIRE D'ADELE H.

MERCREDI OH! AMERICA UN FILM DE MICHEL PARBOT Une surprenante Amérique «...à ne pas rater» ROBERT CHAZAL UGC MARBEUF (vo) - ST. GERMAIN RUCRETTE (vo) - BALZAC ELYSEES STUDIO MASPAIL - VENDOME - CAMBROUNE - STUDIO JEAN RENOIR

JUSTICE

La nouvelle affaire de fausses factures à Lyon

LES PERSONNES ÉCROUÉES SONT INCUPLÉES DE FAUX ET USAGE DE FAUX, D'ABUS DE BIENS SOCIAUX ET D'ESCROQUERIES.

En placent sous mandat de dépôt quatorze personnes, désignées au ferraille ou métaux non ferreux et petits industriels de la région lyonnaise (le Monde du 18 octobre), le parquet de Lyon...

Les quatorze personnes inculpées par M. Henry Blondet, juge d'instruction, de faux et usage de faux ou d'abus de biens sociaux ou encore d'escroqueries, sont trois membres de la famille Caruso, Elio, trente-quatre ans, René, vingt-quatre ans, et Richard, vingt-trois ans, de la société Chandronnerie et tuyauterie Rhône-Alpes...

La mort de M. Patrice des Moutis. Le parquet de Nanterre a ouvert, samedi 18 octobre, une information « pour rechercher les causes de la mort de M. Patrice des Moutis ». Le dossier a été confié à Mme Richier, juge d'instruction.

RECTIFICATIF. — L'ingénieur de Polytechnique qui a inventé le tiercé n'est pas M. Pierre Carrus, comme nous l'indiquions dans le Monde du 18 octobre, mais M. André Carrus.

A la Cour de cassation

L'indemnisation des accidents du trajet

La jurisprudence constante de la Cour suprême, réunie vendredi 10 octobre, pour la première fois sous la présidence de M. Monguillan, le nouveau premier président.

Il s'agissait de statuer sur le cas d'une couturière, employée dans une entreprise de la rue des Petites-Carreaux, à Paris, victime, le 19 avril 1963, d'une chute dans l'escalier de l'immeuble où elle habitait dans le dix-huitième arrondissement, chute ayant entraîné une fracture du bras, alors qu'elle rentrait de son travail.

7 000 F D'INDEMNISATION POUR QUARANTE JOURS D'EMPRISONNEMENT

Bernard âgé de quarante-six ans, domicilié à Strasbourg, M. Albert Stora vient d'obtenir l'octroi de 7 000 francs de la commission d'indemnisation des prisonniers ayant bénéficié d'un non-lieu d'une peine ou d'un acquittement après avoir effectué de la détention préventive.

Soupçonné d'avoir utilisé un chèque volé pour effectuer des achats en 1970, il avait subi quarante jours de détention en février et mars 1972 avant d'être libéré, sous caution de 3 000 F, par la chambre d'accusation de la cour de Paris et d'être relaxé le 21 décembre suivant par le tribunal correctionnel de Paris.

Les magistrats réunis dans les locaux de la Cour de cassation sous la présidence de M. Lanclier ont estimé, après avoir entendu la plaidoirie de M. Penroy, du barreau de Strasbourg, le rapport du conseiller Devismes, les conclusions de M. Boutemall, avocat général, et les observations de M. Sourdil, au nom du Trésor public, que M. Stora avait subi un préjudice « manifestement anormal et d'une particulière gravité » qu'ils ont chiffré à 7 000 F, alors que le demandeur réclamait 65 227,80 F.

A Toulouse

UN MÉDECIN EST CONdamnÉ A VERSER 77 500 F DE DOMMAGES ET INTÉRÊTS

Toulouse. — Un optalmologiste toulousain a été condamné vendredi 17 octobre à 77 500 francs de dommages et intérêts par le tribunal de grande instance de Toulouse au terme d'un procès en responsabilité médicale.

M. Louis Tarbouriech, professeur d'enseignement technique à Castanet-Tolosan, près de Toulouse, s'adressa le 30 juin 1971 à un optalmologiste de Toulouse, le docteur Barocet, pour remplacer ses lentilles de contact par de grands verres scléraux et ceci afin de pratiquer la plongée sous-marine.

Le moule oculaire de l'œil gauche se fit normalement mais, après le moule de l'œil droit, M. Tarbouriech ressentit de vives douleurs. Son œil visuelle — pour cet œil — fut réduite à 1/20 sans espoir d'amélioration à la suite d'une plaie cornéenne.

Le conseil de Reims avait fait motiver sa décision en déclarant, d'une part, que les soins reçus étaient indispensables à l'exercice de la profession de cette ouvrière et n'étaient donc pas étrangers aux nécessités habituelles de la vie courante et indépendantes de l'emploi; d'autre part, qu'il n'y avait pas eu un véritable changement de trajet, mais adjonction d'un petit trajet supplémentaire pour reprendre ensuite le chemin du domicile.

RECTIFICATIF. — Une double erreur typographique s'est glissée à la fin de l'article paru dans le Monde du 21 octobre, et intitulé « Un professeur d'économie avant reconnu être le neurier de son épouse ». La bonne version était : « Le professeur Richier est le fondateur de la Société française d'économie » et non « écologie » (première édition) et non « écologie » (deuxième édition). Rappelons que l'écologie est la science des écosystèmes des espèces animales.

FAITS DIVERS

Attentats contre Mathieu Galley et Georges Charensol.

Des engins incendiaires, qui n'ont pas explosé, ont été déposés pendant la nuit du 18 au 19 octobre devant la porte de l'appartement de l'activiste Mathieu Galley, 44 rue Madame, à Paris-6^e. L'attentat a été revendiqué dans un tract laissé sur place par un groupe qui s'intitule Presse-Éditions-Justice.

Pierre Pourrat, l'un des membres du gang des Lyonnais, qui était incarcéré à la maison d'arrêt de Valence (Drôme), a réussi à s'évader dans la matinée du dimanche 19 octobre, vers 8 h 30, en compagnie de deux autres détenus; il semble que les trois hommes aient bénéficié de complicités extérieures.

RAPATRIÉS

L'ultimatum de M. Eugène Ibagñas pour la libération des rapatriés détenus

« S'il y a des troubles graves... »

De notre correspondant régional

Marseille. — Ainsi qu'il l'avait annoncé, M. Eugène Ibagñas, président de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (USIDIFRA), a lancé, le dimanche 19 octobre, depuis sa propriété de Tourves (Var), un ultimatum aux pouvoirs publics pour que tous les rapatriés inculpés et détenus après les attentats commis en particulier dans la région varoise par le Front de libération pieds-noirs soient remis en liberté « d'ici à une semaine ».

Le président de l'USIDIFRA a précisé que la mise en liberté du vice-président de son association, M. Gabriel Ména, serait déjà de nature à apaiser considérablement les esprits.

Une centaine de harkis ont manifesté, samedi 18 octobre, à l'aéroport de Draguignan (Provence Alpes Côte d'Azur) banderoles sur lesquelles on peut lire : « Treize ans, ça suffit » et « Plus de promesses, des actes ». Ils ont été dirigés vers les passagers arrivant avec les passagers algériens.

M. Mohamed Laradij, président de la Confédération française des musulmans rapatriés d'Algérie, a déclaré samedi à Draguignan que la fête de l'ouverture de la ville est « ouverte de plus en plus ». Les messages que nous avons fait parvenir à l'administration, M. Laradij a déclaré, ont été reçus par M. Mitterrand.

« Cette fête de la ville est ouverte de plus en plus ». Les messages que nous avons fait parvenir à l'administration, M. Laradij a déclaré, ont été reçus par M. Mitterrand.

« Cette fête de la ville est ouverte de plus en plus ». Les messages que nous avons fait parvenir à l'administration, M. Laradij a déclaré, ont été reçus par M. Mitterrand.

ANCIENS COMBATTANTS

AU CONGRÈS DES ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE

M. Mitterrand : je crois que dans notre société nous avons besoin de retrouver une communauté

De notre correspondant

Toulon. — Parlant des anciens combattants, Georges Clemenceau disait : « Ils ont des droits sur nous ». C'était aussi leur opinion et aux heures difficiles de notre histoire. Ils le furent aussi, mais aujourd'hui ceux qui pensent ainsi ont été vécus derrière les barbelés ou d'abord conduits à la réflexion, comme dans ce vingt-quatrième Congrès national de la Fédération des combattants-prisonniers de guerre, tenu pendant trois jours à Toulon.

M. André Bord, secrétaire d'État aux anciens combattants, a ouvert le débat par ces propos : « Il faut une revalorisation globale de l'Office national des anciens combattants ».

En attendant, les congressistes avaient à examiner et l'importance de la captivité sur la contribution des anciens prisonniers de guerre à la vie nationale et au rayonnement de la France dans la société contemporaine.

Dans la salle, des hommes politiques, des artistes, des écrivains ont écouté ainsi Marcel Baboulin, ancien directeur de l'Émission chrétienne, Louis Devaux, qui fut le fondateur de la F.N.C.P.G., Mgr Gilles Barthe, évêque de Toulon, le pasteur Marchand, représentant la fédération protestante de France, le peintre André Fougère, le ministre des forces armées du Sénégal, qui donna lecture du message de l'ancien prisonnier de guerre Léopold Senghor. A la tribune, M. Triboulet, ancien ministre, déclara : « L'humanité des guerres, qui sont fondées sur l'exploitation et le mensonge de trop de vies politiques ».

L'intervention la plus marquante fut celle de M. François Mitterrand. Evolué en captivité, le député de la Nièvre, qui fut après la libération ministre des anciens combattants, devait déclarer : « Rien de ce que j'avais connu dans le milieu de la petite bourgeoisie de France de la France à laquelle j'appartenais n'a résisté à la captivité. Aucune des valeurs sociales qui m'avaient été enseignées n'a tenu au choc. Seules, les qualités de courage, d'équilibre et de discipline émergées, mais elles n'avaient aucun rapport avec la hiérarchie existante ».

« Un pessimisme actif ». Cette succession de témoignages est révélatrice : la captivité, si elle a été vécue, est une expérience qui bouleverse la vision traditionnelle de la vie. Elle a conduit à la réflexion, comme dans ce vingt-quatrième Congrès national de la Fédération des combattants-prisonniers de guerre, tenu pendant trois jours à Toulon.

M. André Bord, secrétaire d'État aux anciens combattants, a ouvert le débat par ces propos : « Il faut une revalorisation globale de l'Office national des anciens combattants ».

En attendant, les congressistes avaient à examiner et l'importance de la captivité sur la contribution des anciens prisonniers de guerre à la vie nationale et au rayonnement de la France dans la société contemporaine.

Dans la salle, des hommes politiques, des artistes, des écrivains ont écouté ainsi Marcel Baboulin, ancien directeur de l'Émission chrétienne, Louis Devaux, qui fut le fondateur de la F.N.C.P.G., Mgr Gilles Barthe, évêque de Toulon, le pasteur Marchand, représentant la fédération protestante de France, le peintre André Fougère, le ministre des forces armées du Sénégal, qui donna lecture du message de l'ancien prisonnier de guerre Léopold Senghor. A la tribune, M. Triboulet, ancien ministre, déclara : « L'humanité des guerres, qui sont fondées sur l'exploitation et le mensonge de trop de vies politiques ».

L'intervention la plus marquante fut celle de M. François Mitterrand. Evolué en captivité, le député de la Nièvre, qui fut après la libération ministre des anciens combattants, devait déclarer : « Rien de ce que j'avais connu dans le milieu de la petite bourgeoisie de France de la France à laquelle j'appartenais n'a résisté à la captivité. Aucune des valeurs sociales qui m'avaient été enseignées n'a tenu au choc. Seules, les qualités de courage,

OFFICIERS MINISTÉRIELS

et ventes par adjudications

Ad. au Trib. de Commerce Paris le 21 octobre à 14 h. 15 - Fonds d'Épicerie - BOIS et

Vente au Palais de Justice à Paris, le mercredi 12 novembre 1975, à 14 h. EN 12 LOTS NUE PROPRIÉTÉ sur la PLESSÉ (44) commune de LOIRS-ANTILANQUIN DE

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à VERSAILLES (78), le mercredi 12 novembre 1975, à 10 heures. Une PROPRIÉTÉ sise à TRIEL-sur-SEINE (78) 219, rue Paul-Dommer

Superficie totale : 275 ha 57 a 30 ca. 1) FERME de Malesy Superficie totale : 125 ha 09 a 85 ca. MISE A PRIX : 400.000 FRANCS

Ad. au Tribunal de Commerce à Paris, le 6 novembre 1975, à 14 h. 15 - Fonds CAFÉ - RESTAURANT

Ad. au Tribunal de Commerce à Paris, le 5 novembre 1975, à 14 h. 15 FONDS D'ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS ET PRIVÉS

Vente s. sais. immob. Palais Justice Nanterre, mardi 4 nov. 1975, 13 h. 30 UN APPARTEMENT à COLOMBES (92) 95-97-99, rue Victor-Hugo

Mise à prix 20.000 F (pour être baies). Constat. 30.000 F. S'ad. M. DAUCHEZ, not., 37, quai de la Touraille; M. E. GARNIER, synd., 3, rue Furstenberg.

Adjudication Chambre des Notaires Paris, mardi 4 nov. 1975, 14 h. 30 UN APPARTEMENT en TRIPLEX - 180 m2 env. 17, AVENUE TRUDAINE, PARIS (9^e)

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance à Versailles le mercredi 22 octobre 1975, à 10 heures. UN IMMEUBLE sis à HOUILLES (Seine-et-Marne)

Handwritten text at the bottom of the page.

JEU A XIII

Équipe de France en mal de victoire

Marcelle. — Après des débuts victorieux... le premier championnat du monde... jeu à treize s'est transformé en calvaire pour l'équipe de France.

Le jeu à treize végète désormais dans l'ombre du florissant rugby. Pour recevoir la Nouvelle-Zélande le 17 octobre à Marseille, les treizistes français se trouvent devant l'alternative : vaincre ou mourir.

Étude de l'heureuse évolution du niveau de vie dans les campagnes

Même moûtés comme leurs confrères « All Blacks » dans ces conditions matérielles, les « Kiwis » néo-zélandais dissimulent à une stature beaucoup plus imposante que celle de leurs homologues français.

De notre envoyé spécial Les forces en présence et les méthodes employées de part et d'autre. Si la Fédération française de rugby a gagné, elle l'a gagné à l'étranger.

Le jeu à treize n'avait pas alors en ce temps d'assurer son avenir en se reposant sur des bases qualitatives et quantitatives solides. Condamné désormais à vivre en autarcie, le jeu à treize, de par son implantation plus rurale qu'urbaine, ne peut adopter, comme en Angleterre ou en Australie, la solution du professionnalisme pour améliorer son état.

CLASSEMENT DU CHAMPIONNAT DU MONDE

- Après la victoire de l'Australie contre le Pays de Galles par 18 à 6, le 19 octobre à Swansea, toutes les équipes ont disputé six matches. 1. Australie, 11 pts (+ 93); 2. Angleterre, 0 pts (+ 64); 3. Nouvelle-Zélande, 0 pts (- 12); 4. France, 3 pts (- 187); 5. Pays de Galles, 2 pts (- 41).

La petite guerre des deux rugbys

Sport du terroir catalan et languedocien, le jeu à treize est sans conteste victime de l'heureuse évolution du niveau de vie dans les campagnes. De plus en plus privé de ses vraies racines, il peut-être eu le tort de ne pas avoir réussi sa mutation en s'implantant dans les grands centres urbains comme son cousin germanique le rugby.

RUGBY LA DIXIÈME VICTOIRE DE L'ÉQUIPE DE FRANCE SUR LES PUMAS ARGENTINS

Trois mille cinq cents spectateurs seulement ont assisté, à Lyon, dimanche 19 octobre, à la victoire de l'équipe de France de rugby sur les Pumas d'Argentine (29 à 6). Cet écart de vingt-trois points ne reflète qu'imparfaitement la supériorité d'un quinze de France qui n'a pas trouvé devant lui des adversaires aussi méformés qu'on avait voulu le laisser entendre.

AUTOMOBILISME

Portrait Jacques Laffite à l'heure de la réussite

Le champion d'Europe de formule 2 réussit fort bien en pilotes français. Après Jean-Pierre Jarier, après Patrick Depailler, voici que Jacques Laffite remporte à son tour un titre dont personne ne conteste la qualité.

Frank Williams, ne bénéficie que de moyens financiers réduits, et les voitures confiées au pilote français ne sont jamais compétitives. En somme, Jacques Laffite, est soumis à la loi du marché. Il gagne en formule 2 puisqu'il a une bonne voiture (Martini) tout comme en prototype où il a contribué, par ses victoires, à donner le titre mondial des moteurs à Alfa Romeo.

La loi du marché

En 1975, le saison de Jacques Laffite en formule 1 a été extrêmement décevant, excepté une deuxième place au grand prix d'Allemagne, d'où aux éliminatoires successives des voitures et des pilotes les plus en vue. Il ne lui restait plus qu'à attendre. Le constructeur de Laffite, la Britannique

TENNIS

UNE MISE AU POINT DE LA SOCIÉTÉ TOP TEN

La société Top Ten, mise en cause dans un article intitulé : « George Gopen, champion de France par forfait » (Le Monde du 7 octobre), nous a adressé une mise au point dans laquelle elle précise que « le procédé qu'elle met en œuvre fait l'objet d'un brevet, dont l'une des caractéristiques est de pouvoir plus ou moins « charger » en filiers mineures la même synthèse synthétique destinée à réaliser le revêtement. Cette caractéristique permet de rendre la surface plus ou moins rapide, au choix du client. » Il est à noter, enfin, qu'aucun des joueurs présents au National n'a été de réserve, quant au principe de jouer sur une telle surface.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

- Championnat de France de Première Division (deuxième journée) *Poitiers b. Bercy, 87-85; *Villeneuve b. Caen, 80-64; *Antibes b. Denain, 106-79; *Nico b. Gravelines, 80-78; *Clermont b. Châlons, 83-73; *Joué b. Lyon, 79-61; *Cannes b. Bagnols, 80-68; *Tours b. Bagnols, 106-72. Classement. — 1. Tours et Villeneuve, 18 pts; 2. Bercy et Le Mans, 16; 3. Nico et Châlons, 14; 4. Clermont, Antibes, Comans et Caen, 12; 5. Bagnols et Joué, 10; 6. Gravelines, Lyon et Clermont, 8; 7. Denain et Gravelines, 6.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (deuxième journée)

- *Caen et Rennes, 2-2; *Laval et Harbrouck, 1-1; *Amiens b. Boulogne, 4-0.

BASKET-BALL

Un championnat de France où l'étranger est roi

Au terme de la sixième journée du championnat de France de basket-ball, deux équipes se trouvent en tête du classement général : Villeurbanne et Tours. La première n'ignore pas cette situation, puisque depuis 1949 elle a remporté treize fois le titre. La seconde a connu des fortunes diverses, mais son accession à la seconde place, la saison passée, derrière Villeurbanne pré-

ciéme, suffit à dire quelle fait son évolution. Derrière ces deux leaders momentanés, deux autres équipes, Bercy et Le Mans, ont subi leur première défaite samedi 18 octobre. L'une et l'autre, il est vrai, n'ont perdu que de deux points et leur réputation n'est pas pour autant mise en cause. Cependant, leur vulnérabilité relance l'intérêt du championnat.

D'autres clubs comme Caen, Antibes ou Bagnols peuvent parfaitement venir, par la suite, déjouer les plans du quatuor de tête. Il reste difficile d'établir un pronostic quand les données de base reposent sur des valeurs encore mal connues. Plus que jamais, le championnat de France sera le fait des joueurs étrangers. On les voit cinquante-trois sur cent soixante-dix-neuf licenciés en Nationale I situés mal leur influence due surtout à leur capacité, souvent supérieure à celle des basisteurs français. De ce fait, on les retrouve en permanence sur les terrains, et l'on a pu constater que chaque match commençait pratiquement à six contre quatre : six joueurs d'origine étrangère pour quatre d'origine française.

est, en effet, la solution qu'ont trouvée les clubs des pays de l'Ouest, à commencer par le Real de Madrid, pour lutter à armes égales avec les pays de l'Est, dont on se garde de souligner qu'ils restent plus forts que jamais sans pratiquer cette course aux mercenaires. En payant des joueurs américains de 8 000 à 10 000 F par mois, sans compter le logement et, éventuellement, la voiture, certains clubs ont, certes, réussi à aller du stade à la Coupe d'Europe. Ils ont eu le même coup de main que les autres clubs, y compris les plus récalcitrants à la formule comme Villeurbanne ou Bagnols, à se lancer dans une surenchère coûteuse. Les plus riches et les mieux organisés seront les plus forts, le déclin étant promis à ceux qui prétendent fermer leurs joueurs seulement sur place.

Certes, les règlements prévoient qu'une équipe ne peut engager que deux étrangers par match, mais les naturalisations ont été nombreuses ces derniers temps, de sorte qu'une douzaine d'Américains, de Hongrois ou de Yougoslaves peuvent se dire Bercy ou Tours, et à part entière. L'action formée des agents recruteurs a été rendue nécessaire, d'ont, par les compétitions européennes; c'est affaire d'argent, et les municipalités ou les firmes publicitaires sont là pour assurer l'équilibre des recettes. Sans citer à nouveau les exemples de Bercy ou de Nico, le modeste Alsace de Bagnols, qui tient boutique dans une salle paroissiale de faible consistance, ne peut espérer équilibrer son budget avec les seuls billets d'entrée. En plus des frais d'entretien de la salle, il lui faut verser des primes à ses joueurs — réputés amateurs — et payer ses deux entraîneurs américains. On comprend qu'après ait fait appel à un fabricant de peinture, qui couvre pudiquement une partie des dépenses (180 000 F par an), et qu'elle accepte une subvention municipale de l'ordre de 20 000 F. L'appel simultané aux fonds publics et privés est devenu normale courante.

Voilà le spectacle assuré pour une saison encore, seize troupes animées de show du basket. Les coupes européennes, notamment avec Villeurbanne et Tours, attireront certainement beaucoup de monde. Quant aux rencontres internationales, elles continueront de se faire sans la France, mais cela est une autre histoire. FRANÇOIS SIMON.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

- Championnat de France de Première Division (deuxième journée) *Poitiers b. Bercy, 87-85; *Villeneuve b. Caen, 80-64; *Antibes b. Denain, 106-79; *Nico b. Gravelines, 80-78; *Clermont b. Châlons, 83-73; *Joué b. Lyon, 79-61; *Cannes b. Bagnols, 80-68; *Tours b. Bagnols, 106-72. Classement. — 1. Tours et Villeneuve, 18 pts; 2. Bercy et Le Mans, 16; 3. Nico et Châlons, 14; 4. Clermont, Antibes, Comans et Caen, 12; 5. Bagnols et Joué, 10; 6. Gravelines, Lyon et Clermont, 8; 7. Denain et Gravelines, 6.

Cyclisme

Le Néerlandais Roy Schuiten a gagné le Grand Prix de Lugano, devant le Français Jean-Louis Gaudin, en couvrant les 77,5 kilomètres en 1 h. 43 min. 49 sec, soit à la moyenne de 44,77 km/h. Il a devancé de 45 secondes l'Italien Francesco Moser et de 1 min. 31 sec. le Belge Freddy Mouton.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (deuxième journée)

- *P.U.C. b. Metz, 14-13; *Toulouse U.C. b. Nancy, 15-13; *Metz b. A.S.E.A. Toulouse, 22-21; *Billy-Montigny b. Ivry, 23-21.

Volley-ball

Aux championnats d'Europe disputés en Yougoslavie, l'équipe de France a perdu ses deux premiers matches, en trois sets, contre l'Allemagne de l'Est (15-3, 15-11, 15-4) et contre l'Union soviétique (15-4, 15-10, 15-7).

Los Angeles. San Francisco. TWA est la seule compagnie offrant un vol quotidien direct entre Paris et la Californie. Vol quotidien en Boeing 747. Départ: 11 h 40. Arrivée Los Angeles: 16 h 05. Arrivée San Francisco: 18 h 45*. Appelez votre Agent de Voyages ou TWA. Demandez nos nouveaux tarifs réduits. Trans World Service TWA. A partir du 26 octobre.

CARNET

Naissances

— Dan Alexandre, Marie-Claude Leblouzon, née Lantoin, ont le joie d'annoncer la naissance d'Alain, le 30 septembre 1975.

Mariages

— Philippe Chazelle et Annie-France Durand ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le samedi 11 octobre, à Paris, dans la plus stricte intimité familiale.

— M. et Mme Marc Falz, Le docteur et Mme Landolt-Sandoz, ont le plaisir de faire part de leur prochain mariage de leurs enfants Christine et François, 4, avenue Sully-Frudhomme, Paris (7^e), 177, boulevard du Montparnasse, Paris (9^e).

— Jean-Bernard Raimond, ambassadeur de France au Maroc, et Monique Chabanel, sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré dans l'intimité, à Cannes, en l'église Notre-Dame-des-Pins, le 18 octobre 1975.

Ambassade de France à Rabat, 263, avenue Daumesnil, 75012 Paris, « Castelrose », 138, route de Genève, 92140 Billures-la-Pape, La Reale, 82, La Croisette, 06400 Cannes.

Décès

Jean TRARIEUX

Nous apprenons la mort de notre confrère Jean TRARIEUX, chroniqueur hippique au « Figaro », décédé le 17 octobre à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Ses obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

L'ancien directeur du journal « Autour de Longchamp » en 1971, Jean Trarieux devient collaborateur du « Figaro » dès 1972. Il y dessine le rubricage hippique pendant cinquante ans.

En dehors de ses articles, il a consacré plusieurs ouvrages au sport hippique, notamment le « Journal d'un homme de course » en deux volumes.

— Mme Antony de Bascher, ses enfants et sa famille, ont le douleur de faire part du décès de M. Antony de BASCHER, survenu à La Chapelle-Basse-Mer (44), le 14 octobre 1975.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 4450 La Chapelle-Basse-Mer, 45, bd du Commandant-Charcot, 92300 Neuilly-sur-Seine.

— Mme Louis Clément, Mme Yves Clément, Mme Catherine Clément, Michel et Colette Busche, M. et Mme Jérôme Clément et Sarah, M. et Mme Pierre Clément et leurs enfants, M. et Mme Jean-Marie Levy-Lelion et leurs enfants, Mlle Marguerite Deschamps, ont le douleur de faire part de la mort du docteur Yves CLÉMENT, pharmacien, lauréat des facultés de médecine et de pharmacie de Paris, ancien secrétaire général de l'Ordre des pharmaciens, survenue le 15 octobre 1975, dans sa soixante-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 18 octobre 1975, au Thaurill (Maine-et-Loire), Le Vieux-Castel, 49 Le Thaurill, 7, rue Léonard-de-Vinci, 75016 Paris.

— Le personnel des Laboratoires Wellcome et la tristesse de faire part de décès subit, le mercredi 15 octobre, de leur collègue et ami, le docteur Yves CLÉMENT, pharmacien, docteur en médecine, ancien secrétaire général de l'Ordre des pharmaciens, directeur médical des Laboratoires Wellcome.

Les obsèques ont été déroulées dans la plus stricte intimité, le samedi 18 octobre 1975.

— Timonen - Orly - Vitry, Mme Marguerite PAROUZ, M. et Mme Marcel Dural, M. et Mme Maurice Mahon, M. et Mme André Reuchou, M. et Mme Serge Gachan, M. et Mme Paul Faroux, M. et Mme Jean-Luc Faroux, et leurs enfants.

Les familles Faroux, Labbonz, Bonhamon, Nahon, Ben Sotzman, Les familles parvins et sultes, ont le douleur de faire part du décès de M. Marguerite PAROUZ.

Les obsèques auront lieu le mardi 21 octobre, à 14 h. 30, au cimetière d'Orly-Neuveau, 72, avenue Rouget-de-Lisle, Vitry.

M. Roland Garros, son fils, M. et Mme Philippe Pontau, M. Sébastien Garros, ses petits-enfants, Mmes Marguerite, Germaine, Marie-Thérèse Garros, M. et Mme Jacques Garros, ses frères et sœurs, Mme J. Jacquotte, sa belle-sœur, Le chef d'escadre et Mme Georges Garros, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Françoise Garros et leurs enfants, M. et Mme Max Garros, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Pierre Delage, 1 e ur s enfants et petits-enfants, M. et Mme Bernard Jacquotte et leurs enfants, M. Jean Jacquotte, M. et Mme Max Garros, Les familles Garros et Froidfond, ont le douleur de faire part du décès de M. Xavier GARROS, capitaine honoraire, du personnel navigant de l'armée de l'Air, officier de la Légion d'honneur, croix de Guerre, rappelé à Dieu, muni des sacrements de l'Église.

Le cérémonial religieux et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Barzac (23), le 19 octobre 1975.

— Nous apprenons la mort de notre confrère André MAUSSION, chef des services sportifs de « Ouest France », décédé dans la nuit du 18 au 19 octobre à Rennes.

L'âge de soixante-deux ans, André Maussion avait été président de la section Ouest de l'Union syndicale des journalistes sportifs.

Mme Jean Mourier, son épouse, M. et Mme André Tcherna et leurs enfants, M. et Mme Marc Quantier et leurs enfants, M. Gaston Mourier, M. et Mme Ferdinand Baloufaud, M. et Mme André Bois, ont le douleur de faire part du décès de M. Jean MOURIER, survenu le vendredi 17 octobre dans sa soixante-troisième année, à Saint-Germain-en-Laye.

L'inhumation aura lieu le mardi 21 octobre, à 9 h. 45, au cimetière de Montmorency (rue de Groulley). Le présent avis tient lieu de faire-part.

81 bis, bd de Montmorency, 95150 Montmorency.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Robert RAMSAY, chirurgien F.R.C.S., survenu le 17 octobre à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 22 octobre, à 18 h. 30, en l'église Saint-Jean-de-Billy, à Louvain (22). Ni fleurs ni couronnes.

De la part de Mme Robert Ramsay, née Faudes de Miniac, et de ses enfants.

— M. Marcel Stourdzé, son épouse, Jean-Jacques et Françoise Stourdzé et Raïssa, Yves et Marie-Noëlle Stourdzé et Samy, Annie Stourdzé, ses enfants et petits-enfants, Mme Félix Dreyfus, sa mère, ont le très grande douleur de faire part du décès, à l'âge de cinquante-cinq ans, de M. Marcel STOURDZÉ, née Clément, Françoise Dreyfus, dans l'ordre national du Mérite.

Les obsèques auront lieu le mardi 21 octobre, à 14 h. 30, au cimetière Montparnasse (entrée 4, rue Emile-Richard).

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons à la Fondation Dominique-Caumont A.D.C. La Source 32500 99 G, 8, rue de Douai, 75008 Paris.

— La présidente, Le bureau et les membres de l'Association Zadec Kahn du B.N.I. P.R.I.T.H., ont le douleur de faire part du décès de Mme Colette STOURDZÉ, présidente-adjointe.

L'inhumation aura lieu au cimetière Montparnasse, 4, rue Emile-Richard, mardi 21 octobre, à 14 h. 30.

— Le président, Le bureau et les membres de l'Association Zadec Kahn du B.N.I. P.R.I.T.H., ont le douleur de faire part du décès de leur frère Marcel Stourdzé et prient leurs amis d'assister à l'inhumation de Colette STOURDZÉ, qui aura lieu au cimetière Montparnasse, 4, rue Emile-Richard, le mardi 21 octobre, à 14 h. 30.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée le jeudi 23 octobre, à 19 heures, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, 194, rue Raymond-Leroand, à la mémoire de Pierre BOBOY, décédé le 22 août 1974.

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITIONS de 11 heures à 18 heures

S. 1. — Tableaux anciens, objets d'art et d'ameublement des 18^e et 19^e siècles. M. Touzet, Le Puel, Fraquin, S.C.P. Courtes/Nicolas.

S. 2. — Bons meubles, S.C.P. Laurin, Guillou, Buffetaud, Talleur.

S. 4. — Mobilier d'époque et de style Louis-XV, Louis-XVI, N^e Trullier.

S. 11. — Tableaux et meubles du 19^e siècle. Beau et Claude Boisgirard.

— La Communauté des Beaux-Arts organisera une messe de requiem, mercredi 22 octobre, à 11 heures, à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, à la mémoire de Jean BOUTANG.

— M. Olivier Le Bas, Mlle Annie Le Bas et son fils François-Michel, prient l'assistance à la messe qui sera célébrée le mercredi 22 octobre, à 11 h. 15, en l'église Saint-Augustin (chapelle de la Vierge), à Paris-8^e, pour le repos de l'âme de leur mère et grand-père.

Mme Jacques LE BAS, née Edith Finaly, décédée le 6 août à Trouville (Calvados).

— M. et Mme Jean BOUTANG, officier militaire, croix de guerre 1914-1918, décédé le 19 octobre 1934, et de leur fils M. Jean-Philippe LE BAS, mort pour la France le 28 mai 1940, à Dunkerque.

Remerciements

— Mme Jean Boutang et ses enfants remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil, lors du décès de M. Jean BOUTANG et s'excusent de ne pouvoir répondre personnellement.

Soutenances de thèses

— Mercredi 22 octobre, à 14 heures, université de Paris-Sorbonne, salle Louis-Lavé, M. Joaquim Barreiros de Carvalho : « A la recherche de la spécificité de la Renaissance portugaise. 1^e et 2^e de Emeraldia de Sita Orbis » de Duarte Pacheco Pereira et la littérature portugaise de voyages à l'époque des grandes découvertes. Contribution à l'étude des origines de la pensée moderne.

Communications divers

L'Association des élèves anciens élèves de l'Institut oucl supérieur tiendra une assemblée générale extraordinaire le 21 et le 22 octobre, à son siège, au 3, de la République. (Modification statutaire, situation financière).

Visites et conférences

MARDI 21 OCTOBRE

VISITES GUIDÉES ET PRONAMES — « Chère capitale monumentale historique », 14 monuments place Fontenay, Legros, « L'UNESCO », devant l'église, Mme Dérès ; et Germain de Charonne et son tier.

15 h. — Métro Charenton — Mme Just ; et Le Musée de l'Égypte, R. P. Dalmas ; et Tournon et le Hoggar ; (Sibie et Saine) — 20 h. 30, 21, rue de la Harpe, professeur P. Schu ; l'astrologie et le Soudan ; (ville Arceps) — 20 h. 15, Sal. sénateur, à rue Jean-Goujon, M. Sangnani, J.-F. Chispe, C.-F. conti ; et Le problème de la Cr (diner-débat du C.R.I.C.I.) — 20 h. 30, rue de Valenciennes, M. François Sa ; « Le droit de vivre et le droit mourir » (André Gautier, la mère).

Bitter Lemon au raffinement sans précédent. SCHWEPPE'S Bitter Lemon

CHASSE

● Biologie et écologie du grand gibier. — Le centre de perfectionnement de l'Institut national agronomique Paris-Grignon, dans le cadre de la « Formation permanente en écologie et biologie », propose un nouveau cycle sur la biologie et l'écologie du grand gibier, les aménagements cynégétiques et la gestion des parcs et réserves. Il aura lieu du 12 au 15 janvier 1976, au centre de Grignon de l'Institut national agronomique.

★ Renseignements au centre de perfectionnement de l'Institut national agronomique, 19, rue Claude-Bernard, 75231 Paris, Codes 03, 141, 707-39-79 et 371-90-34.

Depuis 30 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est toujours le N° 1 pour l'achat et la vente de fonds de commerce

boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En Vente Partout ! F et 36, rue de la Harpe, 75011 Paris

PRESSE

LES JOURNALISTES F.O.

POUR L'APPLICATION DES GRANDS ACCORDS PARITAIRES

Les journalistes Foroc ouvriront leur 13^e congrès le 18 et le 19 octobre, leur onzième congrès national.

Après avoir « dénoncé le refus du patronat de la presse de reconnaître les obligations légales ou contractuelles liées des grands accords paritaires », les congressistes, dans une résolution finale adoptée à l'unanimité, ont notamment « exigé la signature dans les plus brefs délais d'une véritable convention collective améliorant les dispositions légales et réglementaires compte tenu des conditions propres à la profession ».

Les journalistes F.O. ont également réclamé des nouvelles négociations avec le patronat sur les conditions d'affectation et de collaboration aux équipes de retraités complémentaires. Le congrès a proposé plusieurs mesures prioritaires : la prise en compte de la position de l'information dans une équipe de journalistes ; garantir ses responsables « au sein de l'entreprise » ; Le congrès a également demandé que soit refusé, de l'introduction de l'informatique et à tous les autres, et notamment à l'égard de la « France-Presse ». Le congrès a également demandé que soit porté un statut de la télédiffusion, technique contre laquelle il déclare « se réserver le droit de combat d'arrêter-parce ». Le congrès du S.G.F.F.O., Jean-Michel Grunbaum, président national, Louis-Gott Heiter et Roger Querroy, secrétaires nationaux.

Une autre raison d'aimer notre style: son prix



loden
80% laine, 10% nylon :
495f

manteau
70% laine, 12% polyamide,
18% autres fibres :
595f

loden
80% laine
20% nylon :
260f

Galeries Lafayette

100% laine 1500

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
Offres d'emploi "Place de haut niveau"	34,00	39,70
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,57
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,43
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'ANNONCIER	La ligne	La ligne T.E.
Achat-Ventes-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE	23,00	25,85
(chaque vendredi)		

emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
Appel de candidatures pour un emploi de
DIRECTEUR (A2)

Nature des fonctions :
Direction de l'Administration, notamment Service Financier, Service du Personnel et Service Interieur, en étroite collaboration avec le Greffier de la Cour.

Qualifications requises :
- Formation universitaire complète, sanctionnée par un diplôme, ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent;
- Aptitude à diriger et à coordonner les travaux des services administratifs;
- Connaissance approfondie de procédures administratives et budgétaires;
- Expérience confirmée de l'organisation et de la gestion de services administratifs et de contacts humains.

Connaissances linguistiques :
- Connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés : l'allemand, l'anglais, le danois, le français, l'italien, le néerlandais;
- Très bonne connaissance d'une deuxième langue officielle;
- Bonne connaissance d'une troisième langue officielle souhaitable.

Lien d'affectation : Luxembourg.

Rémunération afférente au grade A2 du Statut des Fonctionnaires.

Candidatures à adresser avec curriculum vitae complet et photo d'identité au Greffier de la Cour de Justice des Communautés Européennes, boîte postale n° 1406, Luxembourg, avant le 20-11-1975.

Important Group International, ayant son siège en ALLEMAGNE R.F.A. recherche pour son département «Engins de Manutention et Travaux Publics - Service Export»

collaborateur technico-commercial

PROFIL DE NOTRE CANDIDAT :
- Age minimum 25 ans, formation commerciale, si possible d'engins de manutention et P.P.
- Esprit d'initiative et sens des responsabilités
- Connaissance de l'Allemand, écrit et parlé
- Déjà des obligations militaires.

NOUS PROPOSONS :
- Une situation d'avenir dans un important Groupe International
- Une formation approfondie en Allemagne R.F.A. en vue de préparer notre Candidat aux responsabilités qu'il doit prendre pour le marché de l'AFRIQUE DU NORD
- Un travail intéressant dans une équipe jeune
- Une rémunération intéressante et promotion, selon capacités.

Il sera exigé que notre Candidat travaille en Allemagne pour une durée de 12 mois afin de recevoir une formation approfondie. Remise et selon capacités il effectuera des déplacements périodiques en AFRIQUE DU NORD en tant qu'Attaché Commercial Export.

Adresser C.V. avec photo récente, prétentions et références à :
CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

Booz, Allen & Hamilton

Nous comptons parmi les plus importantes sociétés internationales de conseil en direction. En raison de l'expansion de nos activités nous recrutons :

DES FORMATEURS EN MANAGEMENT.

de tout premier plan pour concevoir et mettre en oeuvre l'ensemble des programmes de formation en management au sein de grandes industries.

Les candidats retenus devront :

- être spécialistes des techniques d'organisation et des méthodes psycho-sociologiques
- avoir acquis une expérience d'au moins cinq années de la formation en management dans l'industrie
- être âgés d'au moins 30 ans
- être bilingues français-anglais.

LES POSTES A POURVOIR SONT LOCALISES A L'ETRANGER.

Les rémunérations sont ouvertes en fonction des compétences et de l'expérience acquises.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser curriculum vitae à
ANNE MARIE CHOMTON
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL
77, rue La Boétie 75008 PARIS.

SMB SINGLE BUOY MOORINGS INC. TERMINAL INSTALLATIONS INC.

sont les filiales du Groupe IHC HOLLAND, premier constructeur mondial de matériel de dragage et off-shore.

Notre département engineering à Monte-Carlo (Principauté de Monaco) assure avec près de 100 personnes la conception, la construction et l'installation de terminaux flottants pour la production et le transport du pétrole.

Pour notre Département « Projets et Estimations », nous recherchons

deux ingénieurs pour l'estimation de prix en construction off-shore

Ils prennent en charge d'importants projets, du début jusqu'à la fin : préparation des spécifications et des documents d'appels d'offres pour les sous-traitants; choix de ceux-ci en fonction de leur capacité de production et de leur efficacité technique. Ils ont au moins cinq ans d'expérience dans des fonctions similaires, acquise dans la construction off-shore ou navale, une bonne connaissance des systèmes de transport du pétrole. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 2940 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

TRADUCTIONS DE TEXTES MÉDICAUX
(rapports expérimentaux et cliniques et informations sur les produits)

D'ALLEMAND EN FRANÇAIS

Nous attendons des candidats les qualifications suivantes :

- 1. Bonne connaissance de la langue française;
- 2. Le Français comme langue maternelle;
- 3. La formation de Docteur en Médecine.

Agences ou intermédiaires s'abstenir.

Prière d'envoyer les réponses au n° 133 à REGIE-PRESSE GmbH D & FRANKFURT Rothenaunlocher 1c R.F.A., qui transmettra.

Dr. Helmut Neumann
Management-Beratung

Assistant de la Direction Générale

Un très important groupe allemand, secteur commerce, transport et services, avec des activités internationales et des bureaux dans beaucoup de pays, composé de 20.000 employés, recherche un assistant de direction générale.

Il sera pendant quelque temps assistant d'un membre de la direction générale de la holding en Allemagne pour gérer des informations et pour se produire.

Ce poste convient à un jeune cadre français, économiste avec hautes études ou juriste, avec pratique de l'allemand et un peu d'expérience professionnelle. Responsabilité de promotion avec l'expansion des marchés francophones.

Adresser C.V. et photo à notre consultant :
Dr. Helmut Neumann Management-Beratungsges. mbH, D-433 Mülheim, Zoppelstr. 301 (R.F.A.).

SOCIÉTÉ AFRICAINE NOIRE rech.
INGENIEUR AGRICOLE

pour création et exploitation palmiers, en photo à n° 2474, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, 1^{er} ét.

AFRIQUE FRANCOPHONE
importante Société I.F. rech.
UN COMPTABLE 2^e ECH.

pour poste d'adjoint au chef comptable d'agence de KINSHASA, ZAMBIE. Sfr. réf. 239. Ec. univ. av. C.V. et photo S.G.R. A, rue de Sévres, 9210 BOULOGNE.

ADMINISTRATION OFFICIER
FINANCE OFFICIER
MANAGEMENT OFFICIER
PERSONNEL OFFICIER

The United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees wishes to enlarge its recruitment roster and is now accepting applications for the above occupations with duty stations in Amman, Beirut, Damascus, Gaza and Jerusalem. Candidates must be fluent in English; salary depends on qualifications. For details send curriculum vitae to:

C.P.S. UNRWA Liaison Office D-11, Palais des Nations, CH-1211 GENEVA 19.

administration and finance officer INDONESIA

Nous sommes une société française ; parmi la dizaine de nos missions de projections ministères à l'étranger, celle établie en INDONESIE obtient des résultats intéressants ; elle doit connaître, dans les mois à venir, un important développement.

Le chef de mission est un géologue ; il attend de son adjoint une parfaite maîtrise :

- de la gestion financière d'un important budget de recherche (comptabilité et fiscalité) incluant la réalisation d'études économiques (projets d'investissement);
- de la mise en place de structures juridiques, impliquant la préparation des négociations d'accords d'association (une expérience de droit anglo-saxon est indispensable);
- de l'administration courante des moyens mis en oeuvre (humains et matériels) nécessitant de fréquents contacts avec les autorités locales.

L'homme que nous cherchons a 40 ans au moins ; il connaît très bien le SUD-EST ASIATIQUE où il a vécu plusieurs années ; il possède une solide formation financière et de sérieuses connaissances juridiques, et a, en outre, le goût des problèmes de gestion et le sens des négociations ; il désire développer sa carrière à l'étranger, au sein de petites équipes opérationnelles. Nous lui offrons d'importantes avantages : rémunération et prime locale élevées, logement, prise en compte de sa situation familiale, retours en France fréquents.

Nous avons demandé aux Conseils en recrutement d'EUREQUIP d'examiner confidentiellement les candidatures sous référence 2711M

EUREQUIP
14, bd Dugommier, 13001 Marseille
B.P. 30 - 19, rue Yves du Manoir, 92420 Vanvres

SCHWARTZ HAUTMONT
recherche
POUR IMPORTANT CHANTIER au KOWEIT
UN INGENIEUR COORDINATEUR DE TRAVAUX

Références impératives, expérience du Moyen-Orient 5 ans minimum souhaitées. Anglais lu, parlé et écrit.

Adresser C.V., prétentions, photo à n° 28187, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 9. 3^e.

Société d'Etudes recherche dans cadre coopération technique

ECONOMISTE PLANIFICATEUR

Poste de formation en matière de planification comportant également études et recherches.

Avec cinq ans d'expérience dans ces domaines. Envoyer C.V. à B.P. 218 - 75040 PARIS CEDEX 01.

GÉOLOGUE DE SUBSURFACE
Afrique Occidentale

Importante société pétrolière recherche un Ingénieur-Géologue de Subsurface pour une de ses filiales en Afrique Occidentale. Une expérience de 5 à 10 ans de chantier de forage est requise, ainsi qu'une bonne connaissance des langues française et anglaise.

Une certaine pratique de la géologie en production serait également souhaitable.

Envoyer curriculum vitae en anglais, à :

Gulf
CLARE HILL, Employee Relations Department, Gulf Oil Company - Eastern Hemisphere, Gulf House, 2 Portman Street, London, W1R 0AX, England.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Importante Société Française affiliée à un Groupe International

Secteur «PRODUITS GRANDE DIFFUSION»

recherche pour chacune de ses Filiales nouvellement créées en ALLEMAGNE FEDERALE et HOLLANDE

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Chaque titulaire prendra rapidement en charge l'ensemble des tâches administratives, informatiques et comptables, dans le cadre d'une affaire en croissance très rapide.

LA FONCTION SUPPOSE :

- la connaissance parfaite de l'allemand (pour le poste en Allemagne Fédérale) ou du néerlandais (pour le poste en Hollande),
- une pratique courante de la langue française
- une expérience des systèmes modernes d'organisation et de gestion
- une connaissance établie en comptabilité et en informatique
- un sens aigu du commandement.

Adresser curriculum vitae détaillé à No 28524 CONTESSE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois internationaux emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne L.R.
Offres d'emploi "Planche encadrée"	34,00	39,70
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne L.R.
Achat-Vente-Location	25,00	26,19
EXCLUSIVITES	30,00	36,03
L'AGENDA DU MONDE	23,00	26,85
(chaque vendredi)		

emplois régionaux

DIRECTEUR DE LA PRODUCTION CHIMIQUE EN ALSACE

Notre Société, filiale française d'un fabricant renommé de produits pharmaceutiques en République Fédérale Allemande, recherche un cadre capable d'assurer la direction de notre usine de production en Alsace : extraction d'organes, d'antimoniaux et fabrication de substances pharmaceutiques, installations annexes (alimentation en énergie, épuration des eaux usées, récupération des solvants). Ce cadre aura, au début, environ 35 collaborateurs sous ses ordres.

Il est souhaitable que le cadre ait, au moins, des connaissances rudimentaires en allemand, et qu'il soit disposé à perfectionner rapidement ses connaissances, au besoin avec notre aide. Après un stage complet effectué dans la maison-mère en Allemagne, il participera à la conception et à la réalisation de l'usine en Alsace.

Ce poste de direction exige donc un homme qui accepte de se donner entièrement à sa tâche. Il devra en outre être doué d'un solide sens pratique et d'une réelle capacité d'organisation. Ce poste sera bien rémunéré. Une aide sera apportée au cas où un changement de domicile s'imposerait.

Les intéressés, désireux de poser leur candidature, sont priés d'adresser une première lettre manuscrite, de préférence en langue allemande, avec leur curriculum vitae, et de préciser la date à laquelle ils seraient libres.

Hierarchie assurée.

Veuillez écrire à / n° 122 744 REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2° qui transmettra.



CREUSOT-LOIRE

ÉTABLISSEMENTS DU CREUSOT

recherchent

ANIMATEUR

SÉCURITÉ CONDITIONS DE TRAVAIL

- Ce poste, créé pour une unité sidérurgique de 500 personnes, comportera 3 fonctions principales :
 - détection des besoins en formation du personnel ;
 - développement de la sécurité ;
 - études des postes de travail.
- Il peut convenir :
 - soit à un débutant, libéré O.M., possédant un DUT hygiène et sécurité (l'entreprise assurera sa formation) ;
 - soit à un homme possédant une expérience industrielle de plusieurs années et formé aux problèmes d'économie.
- Qualités requises :
 - sens des contacts, de l'animation de groupe et de la négociation.
- Logement assuré.

Adr. C.V. détaillé avec références de l'annonce à :
CREUSOT-LOIRE - Service Recrutement
R.P. 31, 21208 LE CREUSOT.

AUCHAN

Société de distribution nationale, 16 hypermarchés. C.A. : 250 milliards d'A.F. Nous recherchons dans le cadre de notre expansion des :

CHEFS DE PRODUITS

pour quatre secteurs d'activités : Équipement de la maison, camping, sport, bricolage, textile - Produits périssables.

LA FONCTION

Définir l'assortiment

Étude du marché national et étranger. Le tiers de son temps est consacré à la prospection intensive des fournisseurs, pour rechercher les meilleurs circuits d'approvisionnement (grossistes, direct, importation) et à la visite de la concurrence.

Négocier la gamme

aux meilleures conditions de qualité, prix, délais, services, appréciation du rapport qualité/prix, par une bonne connaissance technique des produits et des éléments constitutifs des prix et des ventes rassemblées dans un cahier de charges.

Vendre la gamme aux hypermarchés

organisation de réunions de collections.

Promouvoir la gamme de produits

faire passer toutes les idées susceptibles de concourir au développement du produit dans l'entreprise.

L'HOMME

En raison de l'autonomie de la fonction et de l'importance du chiffre d'affaires traité (3 milliards d'A.F. par secteur), nous recherchons des candidats de haut niveau et de forte personnalité. FORMATION SUPÉRIEURE COMMERCIALE ou INGÉNIERIE.

Nous assurons une formation commerciale et technique. Lieu de travail : Villeneuve-d'Ascq (Lille).

Ecrire avec C.V. photo, numéro de téléphone à : rue de la Cousinerie, 59650 Villeneuve-d'Ascq.

AUXERRE (89)

Importante Société recherche

PROGRAMMEUR ASSEMBLEUR

environ 18 mois de pratique et/ou DÉBUTANT (E) Bon niveau (Bac, Maths ou Maths Génér.)

Souhaitant participer à la programmation dans le cadre d'une activité très intéressante offrant des possibilités de progression au sein de l'entreprise. Faire acte de candidature sous la référence 292 à JOURD'ACTUALITÉ

CARRIÈRES

INFORMATIQUE

14, rue Saint-Marc, 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ BRANCHES METALLURGIE (Travail de fin de carrière) ET PLASTIQUE (Construction) appartenant à un groupe important, recherche pour son usine de l'EST

DIRECTEUR

Formation A.M. ou équivalent.

Ayant expérience grande série automobile.

Langue allemande appréciée.

Adresser C.V. et prétentions à : 26, 27, CONTESSÉ Publiaté 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

SOCIÉTÉ CHAMPENOISE RECRUTE pour restaurateur son chef cuisinier

UN AGENT COMMERCIAL

- Formation commerciale ;
- 20 ans minimum ;
- Expérience des contacts étrangers ;
- Langue allemande exigée ;
- Connaissances techniques ;
- Poste situé à TROYES ;
- Rémunération fixe à l'exportation.

Ecrire à : **NORD-EST CONSEILS** 87, rue Notre-Dame-des-Prés, 10120 Saint-Ambré-le-Verrier. RÉPONSE ASSURÉE.

Importante Société de tourisme recherche pour son réseau Normand un

ANIMATEUR DES VENTES

Homme 35 ans minimum grande expérience du tourisme en France et à l'étranger. Libre de déplacement. Basé en Normandie.

Écrire à : 128 625 BOUQUENNE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2°, q.2.

GROUPE DE PRESSE recrute pour LILLE

CHEF COMPTABLE

minimum dix ans d'expérience dans la fonction. Familiarité avec méthodes de gestion. Formation. Titulaire du B.P. ancien régime ou G.E.C.E.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à : PUBLIATÉ 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

75018 PARIS, qui transmettra.

ASSOCIATION MEDICO-SOCIALE DU BATAIL ET DES TRAVAIL PUBLIÉS recherche

MEDICIN DU TRAVAIL

à plein temps.

Adresser C.V. et prétentions à HAVAS, n° 412, 61000 BOURG-EN-BRESSE.

Société recherche pour son établissement de Toulon

INGÉNIER

ayant déjà trois ans de pratique en électronique et automatique pour poste ad hoc à l'intérieur d'un service de projet en électronique. Formation et expérience en électronique. Non Art et Métiers ou équivalent.

Adresser C.V. et prétentions à METAYER, 144, rue du Faubourg-St-Honoré, 75008 PARIS, sous réf. : BA.

Société de fabrication d'appareils de conditionnement d'air recherche pour direction bureau d'études (devis et recherches)

INGÉNIER

ayant plusieurs années d'expérience en électronique. Formation et expérience en électronique. Formation I.F.F.I. appréciée. Lieu de travail : PROVINCE. Tél. 04. 22-30-13, M. Thibaut.

ORGANISME PUBLIC D'AMÉNAGEMENT

SUD-OUEST recherche

- UN RESPONSABLE HAUT NIVEAU (Directeur d'Études) d'une cellule, commercialisation, définition produit touristique, charge foncière, pour participation montage et réalisation d'équipements touristiques. Expérience souhaitée dans ce domaine ; promotion privée ou secteur bancaire. Expérience secteur public.
- UN SPÉCIALISTE concepteur et gestion des équipements pour intervention dans mise en place d'opérations touristiques. Expérience montage, gestion touristique ou commerciale appréciée.
- UN PAYSAGISTE CONFIRMÉ formation horti ou école supérieure, ayant en outre une bonne connaissance des problèmes urbanistiques pour intervenir au niveau de la conception et de la réalisation d'opérations touristiques.

Adresser candidature manuscrite au n° 013413 BODES, agence Havas, 126-140, avenue Charles-de-Gaulle, 82200 - NEULLY-SUB-SEINE.

HEWLETT PACKARD

recherche pour

GRENOBLE COLLABORATEUR (TRICE) POUR SERVICE DU PERSONNEL

- Après formation éventuelle, il pourra être appelé à prendre en charge divers aspects de la formation personnelle et plus particulièrement le recrutement.

LE CANDIDAT AURA :

- un niveau d'études supérieures ;
- environ deux années d'expérience dans un service personnel ;
- une excellente connaissance de la langue anglaise.

Adresser curriculum vitae détaillé à : **HEWLETT PACKARD GRENOBLE** Service du Personnel, 5, avenue Raymond-Chanac, 38308 ÉVRYENS.

RECHERCHES SOCIÉTÉ MULTINATIONALE C.A. 110 millions de francs recherche

CHEF COMPTABLE

- 30 ans minimum.
- Bonnes notions anglaises.

Adresser C.V. photo et prétentions à HAVAS LANGUEDOC, n° 380 - 34000 MONTPELLIER.

Entreprise en expansion régulière (fabrication de produits métalliques pour l'industrie et le second-circuit bâtiment)

recherche pour son DÉPÔT (région Oise, 600 personnes)

INGÉNIER CONFIRMÉ

ARTS ET MÉTIERS (ENSA, ICAM, CNAM)

Les fonctions de

RESPONSABLE DE PRODUCTION

qu'il assurera pendant les premières années le parcourir progressivement à devenir à terme

DIRECTEUR DE L'USINE

Les candidats doivent :

- avoir 33 ans minimum ;
- pouvoir faire état de 6 à 10 années d'expérience en usine de production industrielle, expérience, maîtrise professionnelle, connaissances des hommes en milieu de fabrication ;
- et posséder avoir l'expérience de la technique des métaux en forge ;
- être capable de mettre en place méthodes et techniques tendant à optimiser la gestion de la production.

Adresser première lettre manuscrite avec références détaillées à : 22 726, CONTESSÉ Publiaté, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

Gestion du Personnel Usine

Nous sommes une entreprise de 16.000 personnes possédant plusieurs usines en province. Notre secteur d'activité : constructions métalliques.

Le Directeur de l'une de nos usines recherche un collaborateur pour le service du personnel. Sous sa responsabilité, l'élaboration d'une politique d'emploi et de gestion des carrières du personnel. Il devra être capable de mener à bien sa mission en usine.

Agé d'au moins 30 ans, votre formation (socié, psychol.) et une première expérience professionnelle vous ont amenés aux problèmes de gestion de personnel. Vous souhaitez maintenant évoluer vers un poste plus opérationnel de travail : une ville universitaire du centre.

Renvoyez cur. vite détaillé sous référence NAVL (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS & CARRIÈRES

20, rue du Fbg-Poissonnière 75010 PARIS

SOCIÉTÉ CHAMPENOISE recrute pour développer son agence de l'YONNE

UN CHEF D'AGENCE

- 30 ans minimum ;
- Expér. des contacts étrangers ;
- Notions d'anglais ;
- Connaissances techniques douées ;
- Rémunération liée à l'export.

Ecrire à : **NORD-EST CONSEILS** 87, rue Notre-Dame-des-Prés, 10120 Saint-Ambré-le-Verrier. (Réponses assurées.)

Recherche COLLABORATRICE 20 ans minimum pour seconde directrice, permis cond., activité, angl. allem. souhail. situation géographique pour service clientèle. Lieu de travail SAINT-ÉTIENNE. Possibilité déplacement. France, étranger. Se présenter mardi 21 octobre entre 15 et 18 heures P.L.M. Saint-Jacques, 17, boulevard Saint-Jacques, Paris (1er), dans M. Michaud.

Recherche TELETYPEUR expérimenté biling. Fax et créed. capable entrées et petites réparations.

Recherche journaliste expérimenté biling. Fax et créed. capable entrées et petites réparations.

Ecrire en indiquant références et prétentions à : HAVAS NICE 069.

offres d'emploi

GRUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

leader mondial dans le domaine du SOUDAGE D'ENTRETIEN recherche pour la FRANCE

INGENIEURS DE MAINTENANCE

- disposant d'une expérience de plusieurs années dans l'une des industries suivantes :
 - SIDERURGIE
 - FORGES
 - FONDERIES
 - PAPETERIES
 - CIMENTERIES
 - SUCRERIES
 - VERRERIES
 - RAFFINERIES
- ayant le goût des contacts et des négociations
- capables d'assurer un rôle de consultant technique pour le développement de l'entretien préventif par soudage dans l'industrie.

IL LEUR SERA OFFERT :

- un poste de responsabilité dans une équipe de marketing industriel au siège de la Société (Région Parisienne)
- une formation personnalisée axée sur la mise en œuvre de procédés et de produits d'entretien préventif par soudage spécifiques à chaque industrie
- un développement de carrière motivant

Déplacements fréquents de courte durée.

Adresser C.V. manuscrit et photo sous le No 26275 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

PARIS Jeune Cadre Commercial

60.000 F mini

Responsable de la diffusion de PROGRAMMES de LANGUES dans les Grandes SOCIÉTÉS.

Organisme de diffusion de langues modernes, nous avons une excellente image de marque, de par la qualité de notre enseignement et l'organisation de nos cycles.

Souhaitant intensifier notre action commerciale, nous recherchons un jeune Cadre de Vente qui aura la responsabilité de développement de notre clientèle en milieu industriel.

Sa zone d'action : Paris, la région parisienne, dans un premier temps. Sur base d'objectifs précis, il aura une large autonomie dans l'organisation de son travail : prospection, négociation de contrats, regroupement d'informations.

Une expérience de la vente - si possible vente de services - est nécessaire ; le dynamisme indispensable.

La connaissance de l'anglais est utile.

Des relations dans les milieux "Responsables de Formation" sont fortement appréciées.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé sous référence M. 71365 à SELE CEGOS 33, quai Gallieni 92183 SURESNES.

chefs de section comptabilité

Paris-Nord : Gonesse et Dijon

Une Société multinationale de construction de matériel de P.P. recherche pour deux de ses agences, l'une à l'étranger, deux Chefs de section comptabilité responsables de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique et de l'établissement du compte d'exploitation et du bilan.

Les candidats devront posséder un D.T.S. comptable, D.U.T., probatoire ou équivalent. Quelques années d'expérience sont nécessaires et si possible une certaine maîtrise des méthodes américaines de gestion sera souhaitée.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à No 26259 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

regroupe plus de 3.000 membres et fédère national crée le poste de

SECRETAIRE GENERAL PERMANENT

LE CANDIDAT DEVEUT :

- être âgé d'au moins 35 ans ;
- avoir une formation supérieure ;
- posséder une expérience de gestion administrative et du personnel et avoir utilisé les techniques modernes ;
- être capable de prendre des initiatives et d'assumer des responsabilités ;
- avoir des qualités de représentation, le sens des contacts humains à tous niveaux.

• Le poste est basé à PARIS.

Des déplacements sont à prévoir.

Rémunération en fonction des références et de aptitudes.

Bonne adresse C.V. détaillé et niveau de rémunération souhaité sous le n° 26244, CONTESSÉ Publiaté, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

BRUNN Electric France S.A.

souhaite intégrer dans son équipe informatique

2 ANALYSES-PROGRAMMEURS

30 ans minimum

Connaissances requises IBM 3/10 disques 54/45

- CAP II disques ;
- Problèmes de gestion d'entreprises.
- Anglais.
- BOMP très apprécié.

Expérience requise 6 ans minimum Démarrage courant 1976 d'un IBM 3/15

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions. Service du Personnel Boite Postale 85 - 93110 CLICHY.

Après le 15/10

La ligne La ligne T.C.	
OFFRES D'EMPLOI	34,00 39,70
15 lignes de 72 caractères encadrées	
15 lignes de hauteur	38,00 44,87
GRANDES OFFRES D'EMPLOI	7,00 8,03
ARTICLES OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00 75,89

ANNONCES CLASSEES

La ligne La ligne T.C.	
L'IMMOBILIER	
Achat-Vente-Location	25,00 29,19
EXCLUSIVITES	30,00 35,03
L'AGENDA DU MONDE	
(chaque Vendredi)	23,00 26,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

PS Conseil
HEF DE PRODUITS

Grande consommation - Une importante société française fabriquant et distribuant des produits alimentaires, recherche pour Paris un jeune cadre (homme ou femme). Sous l'autorité du Directeur de Marketing, le chef de produits se verra confier progressivement la responsabilité complète sur le plan marketing de plusieurs produits existants et nouveaux. Sa mission comprendra une partie d'études et d'analyses (études commerciales, panels, études de motivations, suivi des ventes, conditions promotionnelles...), mais surtout une activité terrain (visites avec les équipes de vente, contacts avec les acheteurs, la distribution et tous aspects des consommateurs...). Ce poste comprendra à un cadre au début de carrière, âgé d'au moins 25 ans, de formation générale solide, ayant déjà une première expérience professionnelle soit comme assistant chef de produit (produits frais), soit comme vendeur dans les produits de grande consommation. Les candidats retenus seront éliminés pour le choix de la personne retenue. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 50.000 francs, aux fonctions de responsabilité. Un éventuellement peut être offert à un candidat(e) de valeur.

Adresser C.V. sans réf. A12340 M & PS CONSEIL
3, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16
Direction générale

Nous fabriquons et distribuons des produits de grande consommation

Notre chiffre d'affaires est supérieur à 1 milliard

Pour développer notre Direction Informatique nous recherchons des

Ingénieurs Informaticiens

qui seront chargés de concevoir et diriger nos projets dans les domaines Finance et distribution.

Nous estimons indispensable :

- une formation supérieure,
- une expérience de 3 à 5 ans de la conduite des projets dans une entreprise de grande dimension.

Adresser candidature sous référence HOLL (à mentionner sur l'enveloppe) à :

EMPLOIS & CARRIERES
26, rue du Fbg-Poissonnière
75010 PARIS

UNE GRANDE BANQUE NATIONALE
recherche

pour PARIS

UN JEUNE INGÉNIEUR EN TÉLÉPHONIE

IL LUI SERA DEMANDÉ :

- Une formation supérieure sanctionnée par un diplôme d'Etat.
- Une bonne expérience de la commutation téléphonique.
- Des qualités de technicien et de gestionnaire.

IL LUI SERA PROPOSÉ :

- De prendre en charge les installations de commutation de nos innombrables centres parisiens (téléphone, diffusion d'informations, surveillance électronique, télévision, etc.) depuis leur conception jusqu'à leur entretien.

Ecrire avec C.V. et présentations sous n° 42137 B à :
EDIT. H.E.U., 17, rue Label, VINCENNES 93300
QUI TRANSMETTRA.

DES INGENIEURS SPECIALISTES GROS ECHANGEURS

Vous travaillez dans le domaine des gros échangeurs depuis quelques années. Aujourd'hui vous désirez valoriser votre acquis dans un secteur de pointe.

Société d'engineering et de construction nucléaire nous proposons vous en donner les moyens. Nous vous proposons d'entrer au sein de notre équipe chargée d'effectuer les études techniques nécessaires à la fabrication et la mise en service des générateurs de vapeur. Des fonctions qui permettront à des ingénieurs connaissant les codes de constructions américains et français et possédant bien le langage anglais d'être associés aux études de développement que nous menons sur les échangeurs.

Ecrire à No 26462 - Contesse Publicité - 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

GRUPE BECOB BOIS

Exploitations forestières
8 unités de transformation
négoce international
distributions nationales

recherche dans le cadre de son développement pour son siège à PARIS

UN NEGOCIATEUR

pour une activité d'achat au niveau du groupe. Les intéressés devront avoir une grande expérience dans les bois tropicaux, grumes et débits Afrique et Asie, ainsi que dans les résineux.

Ce collaborateur dépendra directement du responsable Négoce International et devra impérativement parler Français et Anglais.

Toutes les candidatures seront analysées avec discrétion, seuls les candidats de premier plan seront convoqués pour un premier entretien à PARIS.

BECOB FRANCE
38, rue Brunel - 75017 PARIS.

ORGANISME PROFESSIONNEL
recherche :

COLLABORATEUR

possédant les aptitudes, l'expérience et la qualification nécessaires pour deux types de missions :

- 1) Faire mieux connaître aux adhérents les activités de notre organisme (dont certaines correspondent à des services rémunérés).
- 2) Contrôler l'assiette des cotisations obligatoires.

La première mission implique une aptitude à assimiler les spécificités techniques de la construction et des qualités de contact et de communication proches du commercial.

Ce poste prévoit des déplacements fréquents de courte durée en province.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à n° 26239.

cabinet leconte
4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

SOCIÉTÉ DE CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER FILIALE D'UNE DES PLUS IMPORTANTES BANQUES FRANÇAISES RECHERCHE EN VUE DE DÉVELOPPER SON SERVICE JURIDIQUE - PARIS

JURISTE

DESTINÉ, APRÈS UNE PÉRIODE DE FORMATION A DEVENIR A TERME LE RESPONSABLE DE L'ENSEMBLE DES PROBLÈMES JURIDIQUES ET JUDICIAIRES (CONTRATS, RAPPORTS AVEC NOTAIRES, AVOCATS, PROCÉDURES...)

Ce poste conviendrait à un candidat disposant :

- d'une formation supérieure niveau doctorat en droit et ayant de bonnes connaissances en droit civil et immobilier,
- d'un début d'expérience de 3 ans environ acquise soit en cabinet juridique, soit au sein du service juridique et contentieux d'un groupe important.

POSTE INTERESSANT ET LARGES PERSPECTIVES D'AVENIR DANS GROUPE EN EXPANSION.

Ecrire au réf. YO 214 AM,
4, rue Massenet, 75016 Paris.
DISCRETION ABSOLUE

etap

COLAS

au 1er Rang de l'Industrie Routière
recherche pour ses
DIRECTIONS ADMINISTRATIVES
en France et à l'Étranger

CADRES confirmés

Avant

- entre 5 et 15 ans d'expérience si possible dans le domaine des T.P.
- un diplôme d'études supérieures
- une grande disponibilité.

Après période d'adaptation nous offrons des responsabilités concrètes et de larges perspectives de carrière au sein d'un groupe en expansion.

Les postes sont à pourvoir rapidement

Adresser C.V., photo et présentations à :
SRC - Département du Personnel
39, rue de Coligny - 75008 Paris

INGENIEUR ETUDE DE PRIX
BATIMENT PARIS

Société construit des logements collectifs, des équipements sociaux et des locaux industriels dans la région parisienne et principalement en milieu ouvrier. Elle emploie 150 personnes et se développe vers le sud-ouest.

La recherche un ingénieur (ou cadre autodidacte de niveau équivalent) technicien confirmé du bâtiment à l'expérience polyvalente (B.E., charpente, métall.) pour établir études de prix, pros. survis, budgets d'exécution chantier, dévis et prix, vérification de comptes sous-traitants... au de travail proche banlieue ouest.

26 Rue Marbeuf 75008 Paris
vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande
références 5511M.

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE (PARIS)
SPÉCIALISÉE
DANS LE CRÉDIT IMMOBILIER

recherche

CADRE COMPTABLE DE BANQUE
NIVEAU CLASSE V OU VI
POUR ÊTRE L'ADJOINT DIRECT DU CHEF COMPTABLE.

Le candidat devra justifier notamment :

- d'une bonne expérience dans un établissement de Crédit Immobilier,
- d'excellentes connaissances dans la préparation des situations C.O.B. et du bilan, dans la gestion comptable des crédits aux acquéreurs.

Il devra en outre posséder des aptitudes certaines au commandement.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Adresser curriculum vitae + photo à ABOCHAT,
34, bd Haussmann, 75009 PARIS, (s/réf. L.60), qui transmettra.

GENERAL MANAGER-ADMINISTRATOR ENERGY COST CONTROL

LA SOCIÉTÉ a des activités internationales, y compris en France. Le Contrôle des Coûts d'Énergie constitue depuis 42 ans le pivot de nos activités.

LE POSTE Non-bureaux de Paris sont promis à une croissance très importante dans un futur très proche. Ce poste conviendrait à un General Manager-Administrator efficace qui aura pour mission de constituer une équipe de production qui s'occupera de travaux d'analyses et de statistiques. Le candidat devra effectuer un stage dans nos bureaux de Londres et de Bruxelles.

LE CANDIDAT Français, 25 ans minimum, il devra posséder une très bonne pratique de l'anglais et être capable d'organiser et de motiver ses collaborateurs. Des connaissances comptables sont souhaitables.

LA RÉMUNÉRATION Elle sera importante et fonction de l'expérience et des performances.

Possibilité de carrière dans une société internationale orientée vers la croissance dans un secteur d'activités à la fois important et passionnant.

Veuillez transmettre confidentiellement votre curriculum vitae en anglais avec vos présentations, sous le n° 6074 à "Le Monde" Publicité, 5, rue des Italiens - 75007 PARIS-8°, qui transmettra.

directeur ressources humaines

Poursuivant son expansion, le Groupe BERNARD KRIEF recherche 2 ou 3 DIRECTEURS DE DIVISION.

Responsable du chiffre d'affaires, du développement des produits et de l'animation commerciale, il coordonnera l'action des trois chefs de départements : recrutement, formation, conseil en gestion de personnel. Il assurera lui-même les contacts au plus haut niveau (organismes professionnels, presse...).

Pour réussir, il faut joindre à une expérience de généraliste une notoriété personnelle acquise dans une Direction Générale ou dans le domaine des relations humaines. Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence : 2380/M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret idéal de candidatures est garanti.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

CENTRE DE RECHERCHES
FILIALE FRANÇAISE
GRUPE PETROLIER INTERNATIONAL

recherche :

INGÉNIEUR Grande Ecole

Formation Chimie.
ENSPM option raffinage appréciée.

Anglais parlé et écrit exigé

Envoyer C.V. et photo, n° 26263.
WYSSSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

RAPID DATA FRANCE
recherche pour compléter son équipe Paris

ATTACHÉS COMMERCIAUX

Compétences probables :

- Adressage plaques métal ;
- Application cartes plastiques.

Bonne expérience Vente, excellente présentation et voiture sont nécessaires.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo :
235, rue de Charonne, 75013 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE
Nombres Établissements Industriels et Commerciaux en France et dans le Monde

recherche

UN CADRE
Diplômé GRANDE ÉCOLE INGÉNIEURS

pour une fonction **TECHNICO-COMMERCIALE** à la Direction des VENTES France (PARIS)

Une expérience similaire de quelques années, acquise dans la VENTE de produits industriels sera appréciée. L'évolution de carrière est prévue au sein de la Direction Commerciale de la Société avec possibilités de changements de résidences dans l'évent.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé et photo en précisant les options d'évolution personnelle à court et à plus long terme, à n° 26260, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Chef des ventes responsable d'une ligne de produits

Paris - 75.000

Sur le marché privilégié de la lunetterie nous recherchons un responsable en France la collection du premier grand couturier français.

Vous êtes responsable d'un réseau de six représentants, vous organisez, coordonnez et animez leur action. Avec le Directeur des Ventes vous définissez la politique de votre marque. Vous fixez les objectifs commerciaux en fonction des informations du marché afin de gérer de manière autonome votre ligne de produits. Vous avez 28 ans minimum et une expérience de la vente et de l'encadrement. Réponses et discrétion assurées à un lettre man.-C.V. et photo - réf. adressée au réf. n°A/4633 à Mme Bernié.

bernard julhiet psycom
93, av. Ch. de Gaulle 92200 Neuilly

INSTITUT PASTEUR PRODUCTION

recherche

RESPONSABLE Prix de Revient

pour son DÉPARTEMENT PHARMACEUTIQUE titulaire de cette fonction aura la Position clé et sera directement rattaché à la Direction générale à Paris. Le poste se pourra convenir qu'à des candidats confirmés avec quelques années d'expérience industrielle analogue. Quelques déplacements de courte durée en province sont à prévoir.

Adresser C.V. et photo récente au Département du Personnel, 38, rue du Docteur-Roux, 75015 Paris

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE
recherche

pour son service statistique

STATISTICIEN

formation type I.S.T.P. (cycle court) ;
solides connaissances en informatique de gestion indispensables.

Une première expérience professionnelle est souhaitée.

Ecrire avec C.V. manuscrit + photo et présentations à M. J. CLOUET, M.A.P., 3, rue Hamelin, 75003 PARIS CEDEX 11.

DÉPARTEMENT RECOUVREMENT DE GRÉANCES

d'un groupe à vocation internationale ayant nombreuses filiales à l'étranger recherche :

son Animateur

- expérience confirmée, avec connaissances juridiques de base indispensables ;
- capable d'utiliser gros moyens pour développer le secteur ;
- langues étrangères très appréciées.

Poste grand event pour homme compétent et actif.

Ad. C.V. et présent. de départ sous numéro 26.009, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75001 Paris-1^{er}, q. tr.

CHEVRON CHEMICAL COMPANY S.A.F.
22, rue de Valenciennes 75008 - PARIS

recherche :

assistant pour directeur commercial

pour le second en ce qui concerne les questions de Personnel et les problèmes administratifs et juridiques et ensuite les prendre en charge

expérience souhaitée: bonne connaissance écrite et orale de l'anglais indispensable et plusieurs années dans poste similaire. FORMATION SUPÉRIEURE REQUISE.

Ecrire avec C.V. à l'adresse ci-dessus.

demandes d'emploi demandes d'emploi

CADRE SUPERIEUR BANQUE
Actuellement disponible.
Diplôme d'études supérieures.
Langues: anglais, allemand, italien, espagnol.

CADRE - 27 ans

Lic. droit privé-D.E.S., anglais, cour. esp., esp. lect. Personnel.
rech. poste simil. Libre immédiate.

LE DOMAINE COMMERCIAL et LOGISTIQUE

UN SPECIALISTE

RENTABILITE ET ECONOMIE
CADRE 20 ANS, diplôme Etudes Supérieures
à votre disposition 8 années d'expérience dans

MAROC

Association ayant terminé travaux de rech.
(Algérie, 9 ans) à l'expérience Hospitalo-
universitaire, actions internes des hôpitaux, diploma-

DIRECTEUR COMMERCIAL

responsable d'un C.A. de 80 millions de francs
dont 80 % à l'exportation.
animant une équipe de 15 vendeurs de biens

PERT COMPTABLE

E.S.C., expér. révél. au-
tentrice, étude toutes
cabines et entreprises.

ACTUARIE

DESE CHAMU B. D. math.
général, bachelier, exp.
actuarial, exp. 12 ans.

DESE SCIENCES ECON.

SC. POL. ET SC. SOC.
12 ans de rech. et de
enseignement, exp. 10

ETATIER GENERALE

exp. approfondie, techn.
d'office, libre immédiate.
situation exceptionnelle.

COMP. SERV. FORM.

20 ans d'exp. dans les
services de formation,
Directeur Service

LE DE PUBLICITE

12 ans d'expérience
dans les agences de
publicité, directeur

LE DE PUBLICITE

12 ans d'expérience
dans les agences de
publicité, directeur

LE DE PUBLICITE

12 ans d'expérience
dans les agences de
publicité, directeur

LE DE PUBLICITE

12 ans d'expérience
dans les agences de
publicité, directeur

LE DE PUBLICITE

12 ans d'expérience
dans les agences de
publicité, directeur

LE DE PUBLICITE

12 ans d'expérience
dans les agences de
publicité, directeur

LE DE PUBLICITE

12 ans d'expérience
dans les agences de
publicité, directeur

LE DE PUBLICITE

12 ans d'expérience
dans les agences de
publicité, directeur

LE DE PUBLICITE

12 ans d'expérience
dans les agences de
publicité, directeur

LE DE PUBLICITE

12 ans d'expérience
dans les agences de
publicité, directeur

LE DE PUBLICITE

12 ans d'expérience
dans les agences de
publicité, directeur

L'immobilier

appartements vente

Paris - Rive droite
BAMBETTA Proximité
de la Seine, appartement
de 3 pièces, 70 m², 220 000 F.

2° - BOULVARD
PALAIS ROYAL
immeuble de caractère,
nouveau rénové, Pointe
aux Loues, 120 m², 280 000 F.

Particulier à Particulier
vendu très rapidement.
STUDIO 25 m²
très confort, chauffage électrique,
100 000 F.

Près LOUVRE
dans immeuble classé
Appartement 3 pièces 72 m²
270 000 F.

JASMINE
32, P. LA FONTAINE, Paris-14
2 pièces, 45 m², 180 000 F.

FACE MARLÉCH
Bel Immeuble ancien 5 étages
FRANK ARTHUR - 7242-49

FG POISSONNIERE
imm. neuve, STUDIO, 1 chambre
FRANK ARTHUR - 7242-49

UN REPRESENTANT
QUALIFIER VPP MULTICARTES
Sector EST-FRANCE

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FINANCIER
offre dans un département
pleine expansion

INVESTISSEURS
MARAIS NE TURENNE
Bel immeuble ancien
reconstruction STUDIO, 2 Pces.

CHATEAU BOULEAU, LUX.
3 Pces, 40 m², env. 100 000 F.
FRANK ARTHUR - 7242-49

RUDE CAHORS, 120 000 F.
120 m², 120 000 F.
FRANK ARTHUR - 7242-49

BASTILLE, Paris 11° 3° étages
appartement 3 pièces, 60 m²,
250 000 F.

16° - PRES
IMMEUBLE RENOVEE
Occasion à saisir, 100 000 F.

17° PÉRIER, 150 000 F.
2 P. + ch. + s. + b. + w.c. +
26 m², 150 000 F.

20° - NATION IMMOBILIER
BEAU 3 PIÈCES
+ grand balcon, env. 60 m²,
250 000 F.

15° PRES
IMMEUBLE RENOVEE
Occasion à saisir, 100 000 F.

17° PÉRIER, 150 000 F.
2 P. + ch. + s. + b. + w.c. +
26 m², 150 000 F.

20° - NATION IMMOBILIER
BEAU 3 PIÈCES
+ grand balcon, env. 60 m²,
250 000 F.

15° PRES
IMMEUBLE RENOVEE
Occasion à saisir, 100 000 F.

17° PÉRIER, 150 000 F.
2 P. + ch. + s. + b. + w.c. +
26 m², 150 000 F.

20° - NATION IMMOBILIER
BEAU 3 PIÈCES
+ grand balcon, env. 60 m²,
250 000 F.

15° PRES
IMMEUBLE RENOVEE
Occasion à saisir, 100 000 F.

17° PÉRIER, 150 000 F.
2 P. + ch. + s. + b. + w.c. +
26 m², 150 000 F.

20° - NATION IMMOBILIER
BEAU 3 PIÈCES
+ grand balcon, env. 60 m²,
250 000 F.

15° PRES
IMMEUBLE RENOVEE
Occasion à saisir, 100 000 F.

17° PÉRIER, 150 000 F.
2 P. + ch. + s. + b. + w.c. +
26 m², 150 000 F.

20° - NATION IMMOBILIER
BEAU 3 PIÈCES
+ grand balcon, env. 60 m²,
250 000 F.

15° PRES
IMMEUBLE RENOVEE
Occasion à saisir, 100 000 F.

17° PÉRIER, 150 000 F.
2 P. + ch. + s. + b. + w.c. +
26 m², 150 000 F.

20° - NATION IMMOBILIER
BEAU 3 PIÈCES
+ grand balcon, env. 60 m²,
250 000 F.

locations non meublées

Paris
12° Basses études, 200 C.C. Tél.
7242-49, 12° av. Valenciennes

RUE SAINT-DOMINIQUE
Très beau studio, entrée,
cuisine, salle à manger,
120 m², 250 000 F.

RUE PICOTIN Immeuble
nouveau rénové, 2 pièces,
45 m², 120 000 F.

RUB MICHEL-ANGE
120 m², 250 000 F.

LOCATIONS SANS
AGENCES
PRÈS MARLÉCH

MUETTE 16° Ruffin neuve
LUX. 100 m², 300 000 F.

ROHD-PONT CHAMPS
Elysées
LUX. 100 m², 300 000 F.

Région parisienne
NEUILLY
Atelier Artistes avec locaux, tout
confort, 200 m², 40 000 F.

SEVRES
VILLE D'AVRAY
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

GARCHES Résidentiel
Région Parisienne, 2 pièces,
cuisine équipée.

SURESNES COTEAUX
Bel appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY RESIDENT.
Grand standing, studio, cuisine
équipée, 100 m², 120 000 F.

NEUILLY CHATEAU
Bel appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

NEUILLY URGENT
Grand appartement, 2 pièces,
100 m², 120 000 F.

exclusivités

Une formule exceptionnelle
d'annonces immobilières pour
les professionnels et les particuliers.

● Une annonce un jour au choix.
● La répétition de cette annonce le jour suivant.

30 F la ligne en total + TVA.
Réclamations au journal et par téléphone au
233-44-31.

constructions neuves

XIII° TOULOUSE
Habitables 4 pièces, 120 m²,
PRIX NON REVISABLES

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.

MAISON-LAFFITTE
Vieilles caves, verdure
120 m², 250 000 F.



secrétaire de direction

responsable d'un C.A. de 80 millions de francs...

actuarie

de sciences économiques

étatier général

de publicité

de publicité

de publicité

de publicité

de publicité

de publicité

de publicité

de publicité

de publicité

les annonces classées du Monde sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 8 h. 30 à 18 h. 30. 233.44.31



CONTROLEUR FINANCIER

120.000 F

Une société américaine mondialement connue pour la qualité de ses services, recherche un Contrôleur Financier pour l'une de ses divisions en France...

CHEF SERVICE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

110.000 F

Région Est — Une société industrielle située dans l'Est de la France recherche pour son siège en chef de service administratif et comptable...

DIRECTION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

100.000 F

Un groupe français, leader européen de sa profession, recherche, pour la Métropole Nord, le Responsable Comptable et Financier de l'une de ses divisions...

ATTACHÉ RELATIONS PUBLIQUES

90.000 F

Lorraine — Un organisme professionnel patronal créé le poste d'Attaché de relations publiques. Dépendant du Secrétaire Général et en tant que porte-parole...

MARKETING-NÉGOCIATION

Bruxelles

Produits Pharmaceutiques — Une société de produits pharmaceutiques dont le siège est situé à Bruxelles, et ayant une excellente réputation en matière de développement de produits...

CHEF DE PRODUCTION

Province

Une très importante société industrielle française, leader sur son marché, recherche le Chef de production de l'un de ses secteurs de fabrication...

INFORMATION RELATIONS PUBLIQUES

Lyon

Un organisme de services bénéficiant d'une très large audience dans la région Rhône-Alpes, crée, à Lyon, le poste de délégué à l'information et aux relations publiques...

Adressez C.V. détaillé en rapportant la référence sur l'annonce. Pour les réf. A1, l'envoi obligatoirement en deux exemplaires sans l'occurrence préalable des candidats...

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79
9, rue Jacques-Moyron, 69086 Lyon - Tél. 52-90-63
19, Résidence Flanerie, 59170 Croix - Tél. 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Stockholm - Zurich

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20 X 75 A 0 h GMT.

PRÉVISIONS POUR LE 21 X DÉBUT DE MATIN



Évolution probable du temps en France entre le lundi 20 octobre à 0 heures et le mardi 21 octobre à 24 heures.

La France restera sous l'influence d'une dorsale prolongeant vers le sud-ouest un anticyclone centré sur la Scandinavie...

avoir lieu localement dans l'Est et le Nord-Est, mais les nuages se dissiperont temporairement l'après-midi sur le Nord-Est et le Nord-Ouest...

Les températures seront en légère baisse dans le Nord, stationnaires ou en légère hausse ailleurs.

Evolution probable du temps en France entre le lundi 20 octobre à 0 heures et le mardi 21 octobre à 24 heures.

Les températures seront en légère baisse dans le Nord, stationnaires ou en légère hausse ailleurs.

Armée

Appel sous les drapeaux des Français nés entre le 20 janvier et le 9 mars 1956

Pourront être appelés sous les drapeaux à compter du 1er décembre :

— Les jeunes gens dont le sursis ou le report d'incorporation a été obtenu avant le 1er décembre 1975.

— Les jeunes gens volontaires pour être appelés le 1er décembre 1975 et qui, à cet effet, ont, avant le 1er octobre 1975, déposé une demande d'appel...

— Les jeunes gens non titulaires d'un sursis ou report d'incorporation, nés entre le 20 janvier et le 9 mars 1956, ont dû être recensés avec la première tranche trimestrielle de la classe 1976.

— Les jeunes gens qui se considèrent comme les soutiens de leur famille et qui n'ont pas été dispensés peuvent demander l'attribution d'allocations d'aide sociale pendant la durée de leur service actif.

— Ceux qui désirent une affectation dans l'armée de terre à un corps de troupe de leur choix peuvent, dans la limite des places disponibles, obtenir satisfaction en contractant un engagement d'une durée minimum de dix-huit mois.

huit mois. (S'adresser au corps de troupe choisi ou au centre de documentation de l'armée de terre le plus proche, dont le gendarme peut fournir l'adresse.)

— Ceux qui désirent servir outre-mer, soit dans un corps de troupe de l'armée de terre, soit pour les spécialistes du bâtiment ou des travaux publics, comme moniteurs du service militaire adapté aux Antilles-Guyane ou à La Réunion, peuvent obtenir la certitude de recevoir satisfaction en contractant un engagement spécial de dix-huit ou vingt mois selon le cas (s'adresser au centre de documentation de l'armée de terre le plus proche).

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 octobre 1975 :

DES DÉCRETS
— Modifiant le décret n° du 20 novembre 1974 relatif à la fixation du plafond limite de classement des vins à appellation contrôlée.

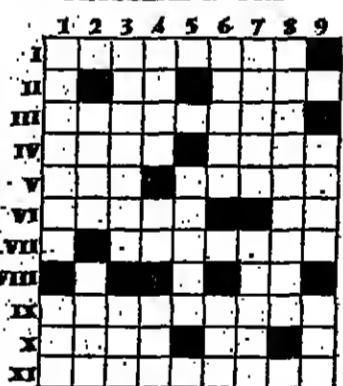
— N° 75 960 du 17 octobre sur la limitation des nitrosamines.

UNE LISTE

— Complémentaire d'apt B aux fonctions de chef de travaux des universités-assistants hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1282



VERTICALEMENT

1. Rédigé au chômage, un gâteux. L'ami de l'agriculteur. 2. Entourent certains. Temps de pause. 3. Vieux, mille; Région hostile. 4. Fle; Arme épée; Pris une sion couragieuse. 5. S'agit entre ciel et terre en cas d'hérisse. 6. Tragédie; Prox de grains. 7. Heures courtes. 8. Redeven vert, qu'il était déjà bien gris; N'ait pas coudre.

Solution du problème n°

Horizontalement

I. Attisole. II. Fraiche. III. Pat; éma. IV. Ale. V. IRRI; Ocar. VI. Lot. IX. Rue; Té. X. Obus (cf. « chemise »). Besognes.

Verticalement

I. Affaires; Oh. 2. T. lista. 3. Tatarat; As. 4. Sola. 5. Sot; Ben. 6. Obé; OA; Bon. 7. Hé. Bé; 8. Ruade; Lobs. 9. Ermites.

GUY BROU

Le Monde

Service des Abonnements
17421 PARIS - CEDEX 16
C.C.P. 4297 - 23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)

50 F 100 F 150 F 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

104 F 208 F 312 F 416 F

ÉTRANGERS par courrier

I. BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE

115 F 230 F 345 F 460 F

II. TUNISIE

125 F 250 F 375 F 500 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèques postaux (trois volets) pourront, à leur demande, recevoir ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Publié par la S.A.R.L. Le Monde.

Gérants : Jacques Favrel, directeur de la publication, Jacques Savatier.

Imprimé en France par les Éditions du Monde, 17421 Paris - Cedex 16.

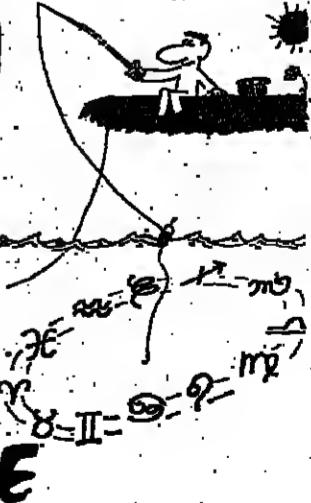
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

loterie nationale

tranche des Signes du ZODIAQUE

GROS LOT 1 million 1/2 de F

tirage mercredi prochain



Journal de 1950

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

perspectives de production des industriels français sont nettement améliorées en octobre, estime l'INSEE

Les industriels français sont moins pessimistes qu'au cours des derniers mois. La dernière enquête de l'INSEE, effectuée le 20 septembre et le début octobre, montre que l'écart entre le pourcentage d'industriels prévoyant une baisse de leur propre production au cours des prochains mois et celui des chefs d'entreprise s'est nettement rétréci : 20 % en juillet, 12 % en septembre, seulement en octobre. Cette amélioration est due exclusivement aux industriels produisant des biens de consommation : le pessimisme (11 %) en septembre, il est à l'optimisme (2 %) en octobre. De même, les industriels produisant des biens de base et des biens intermédiaires ne sont que 4 % de plus à être pessimistes (contre 12 % en septembre). En revanche, les industriels produisant des biens d'équipement ne prêtent aucune amélioration à cause surtout de l'insuffisance des commandes étrangères. Au-delà de leur propre entreprise, les industriels

portent un jugement également plus optimiste sur l'avenir, puisque le solde de leurs opinions passe de 25 % de pessimistes supplémentaires (par rapport aux optimistes) en septembre à 2 % seulement en octobre.

La Banque de France moins optimiste

Après le tassement (-1,8 %) de l'indice de la production industrielle enregistré en juillet-août (*le Monde* du 15 octobre) et la quasi-stagnation à laquelle on s'attend pour septembre (suivi des réponses faites à l'INSEE), une progression devrait être enregistrée en octobre, si l'on en croit la même enquête.

Les experts de l'INSEE estiment que l'indice de la production industrielle devrait retrouver le niveau 117 en décembre, contre 110 en juillet-août, ce qui correspondrait à une reprise d'environ 6 % en quatre mois. La Banque de France est moins optimiste. Elle écrit dans son enquête de conjoncture d'octobre : « Le programme de développement de l'économie a été bien accueilli, mais les industriels attendent d'en connaître les effets pour envisager des investissements nouveaux. La reprise paraît désormais assurée aux chefs d'entreprise, mais l'activité ne devrait s'accroître que très peu d'ici à la fin de l'année, aucune progression sensible n'étant attendue avant le printemps de 1976. »

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschemarks	Francs suisses
8 heures	5 3/8	8 1/8	2 5/8
1 mois	6 3/4	8 1/4	3 1/8
3 mois	6 3/8	8 7/8	3 1/4
6 mois	7 1/4	7 3/4	4 1/2

LES NOUVELLES PRÉVISIONS DE LA C.E.E. POUR LES PRINCIPAUX PAYS

	Produit intérieur brut (en volume)		Hausse des prix à la consommation		Chômage (en % de la population active)	Balances des paiements courants (solde en % du P.I.B.)	
	1975	1976	1975	1976		1975	1976
DANEMARK	-1,0	+4,0	8,5	8,0	4,5	2,7	-2,1
ALLEMAGNE (R.F.)	-2,5	+4,0	6,0	6,0	4,5	4,6	+0,8
FRANCE	-2,0*	+6,0*	11,6	8,0	3,9	4,0	+0,1
IRLANDE	-3,6	+2,5	21,5	18,0	8,4	10,1	-1,7
ITALIE	-3,0	+3,0	17,0	12,0	3,7	3,9	-0,7
PAYS-BAS	-2,1	+2,5	10,5	10,0	4,4	5,2	+1,7
BELGIQUE	-1,9	+2,5	12,4	10,0	4,8	5,6	+1,7
LUXEMBOURG	-1,7	+4,0	10,5	8,5	0,7	0,7	-0,5
ROYAUME-UNI	-0,7	=	21,5	15,5	3,6	(5,3)	-1,3
C.E.E.	-2,4	+3,3	12,4	8,6	4,1	4,6	+0,1
U.S.A.	-4,0**	+6,0**	8,5	8,5	8	8	+0,2
JAPON	+1,5**	+6,0**	11,0	8,0	5,0	5,0	+0,2

* Ces chiffres concernant le produit intérieur brut et non la production intérieure brute, utilisés dans les comptes de la nation française. En comptabilité française (c'est-à-dire en production), les variations seraient respectivement de -2,5 % en 1975 et +8,2 % en 1976.
** Produit national brut, et non pas produit intérieur brut.

Les distinctions nationales du chômage n'étant pas homogènes, les taux de chômage ne peuvent être comparés d'un pays à l'autre.
LA CHAMBRE SYNDICALE DES ENTREPRENEURS DE TRAVAUX PHOTOGRAPHIQUES est invitée, par avis de la commission technique des ententes et des positions dominantes publié au B.O.S.P. (Bulletin officiel des services des prix) du 18 octobre, et à s'écarter définitivement de la pratique de barèmes nationaux de prix publics en matière de travaux en couleurs. Cette chambre avait établi, depuis 1963 et jusqu'à la fin 1972, des prix identiques sur l'ensemble du territoire et variant dans le temps d'une manière uniforme.

EUROPE

ACCORD C.E.E. - ÉTATS-UNIS POUR DÉBLOQUER LES NÉGOCIATIONS DU GATT

Bonn. — M. Frederick Dent, représentant spécial des États-Unis pour les négociations du GATT (Accord général sur le commerce et les droits de douane), s'est mis d'accord, vendredi 17 octobre, avec la Commission du Marché commun sur une procédure qui permettrait de débloquer les négociations commerciales multilatérales de Genève. Un différend opposait les États-Unis et la C.E.E. sur la manière de concilier les travaux du groupe de travail avec ceux des autres types.

COMMERCE

BOUCHERS PARISIENS MANIFESTENT

Fédération de la boucherie parisienne et de la région parisienne devait organiser, ce lundi 20 octobre, en début d'après-midi, une manifestation de soutien aux bouchers qui font la grève depuis une semaine. Une manifestation de l'avenue de la République, au lieu de la manifestation prévue à l'église Notre-Dame pour l'attention sur leurs revendications.

Les fabricants de SI-OPE sont autorisés à augmenter leurs prix de 0,12 F par litre et de 0,16 à 0,17 F par litre, indique le B.O.S.P. (Bulletin officiel des services des prix) du 18 octobre. Les prix pourront aussi être majorés de 3 % pour les matériaux en ciment et de 3,5 % pour les produits de terre déshydratés (purées instantanées et produits dérivés).

Le gouvernement finlandais a décidé, le 17 octobre, d'imposer une surtaxe de 1 % sur les importations d'automobiles et de motocyclettes, afin de remédier au déficit croissant de la balance commerciale. Cette surtaxe sera réduite à 20 % de janvier à juillet 1976, puis à 10 % jusqu'à la fin de 1976.

Les bons conseils du BHV.

"Quand on a décidé de bien ranger, autant mettre de l'ordre dans son budget en même temps!"

Dans les 8 BHV, il y a des meubles de rangement pour salles de bains qui sont pleins d'idées. Des spécialistes-conseil pour vous donner encore plus d'idées.

Et dix jours de prix "rangés" sur beaucoup d'articles!

Jusqu'au 31 octobre.



Au BHV, nous pensons comme vous que la salle de bains doit être la pièce la plus agréable de votre maison. C'est pourquoi nous vous offrons une gamme de meubles de rangement, tous plus élégants et plus astucieux les uns que les autres. Et dans cette gamme, une sélection d'articles à prix spéciaux pendant dix jours. Pour concilier élégance et économie.

1. Armoire à poser sur le stratifié blanc, larg. 60, haut. 1,65 m, avec coffre à linge. Prix spécial: **315 F**.
Miroir avec tablette et spots incorporés. Prix spécial: **275 F**.
2. Armoire de toilette, éclairage et prise de courant incorporés, larg. 80. Prix spécial: **100 F**.
3. Meuble bas sur stratifié blanc, larg. 60, haut. 82. Prix spécial: **155 F**.
4. Armoire de toilette sur stratifié blanc "Polyrey", haut. 60, larg. 60. Prix spécial: **280 F**.
5. Chiffonnier rotin de "Polyrey", haut. 82, larg. 60, avec coffre à linge. Prix spécial: **400 F**.

**Jusqu'à épuisement des stocks.

Pour être sûr de bien choisir:



BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

UN AN APRÈS UN DES PLUS LONGS CONFLITS DE L'APRÈS-GUERRE

La grève a été payante, estiment les postiers

Le jeudi 17 octobre 1974, la brigade B du centre de tri postal de la gare de Lyon, le « P.L.M. », voit un arrêt de travail illimité pour protester contre le refus du chef de centre de recevoir une délégation syndicale. Une semaine plus tard, les

postes, les chèques postaux et les télécommunications se trouvaient paralysés. La grève des P.T.T., la plus longue et la plus dure depuis 1953 allait durer six semaines. Le conflit a fait trois victimes. L'usager, le

personnel et M. Pierre Lelong, alors secrétaire d'Etat aux P.T.T. Plus de lettres, plus de journaux, plus de mandats ou de virements : les entreprises, la presse et les salariés se sont trouvés financièrement éphyrales. Les grévistes ont repris

le travail dans la morosité, estimant n'avoir obtenu du gouvernement et sachant que, quatre mois, leur salaire serait amputé d'un quart à M. Lelong, il a payé ses malades jusqu'en 1975 en quittant le gouvernement.

Contrepartie à ce qu'ont décrié certains, il n'y a pas eu au début de grève moins politisée que celle-là. Il s'agissait avant tout d'une profonde crise morale qui amenait les agents des P.T.T. à se juger oubliés voire méprisés. À preuve d'abord le niveau de leurs salaires. Soixante-dix pour cent d'entre eux touchaient, selon les syndicats, moins de 3 000 F par mois. Les trois quarts appartenaient aux catégories C et D, les plus basses de la fonction publique. La première revendication des syndicats — concernait les rémunérations : la C.G.T., la C.F.D.T. et la Fédération nationale des télécommunications (F.N.T.T.) demandaient un salaire minimum de 1 100 F et un acompte mensuel de 200 F pour tous.

Le malaise provenait aussi de la multiplication du nombre des auxiliaires, mal payés et licenciés à merci. Fin 1974, on dénombrait trois cent cinquante-sept mille agents titulaires et environ quatre-vingt-cinq mille auxiliaires. Il faut ajouter à ces causes de mécontentement la rancœur des jeunes provinciaux obligés de monter dans la capitale et la crainte d'une « privatisation » du service public par le biais de réformes de structure ou la multi-

plication des contrats de sous-traitance. Le gouvernement n'a voulu remettre en cause ni l'accord salarial signé pendant l'été 1974 dans la fonction publique, ni les grilles individuelles, ni le projet de budget. Espérant dissocier les syndicats F.O., C.F.T.C. et P.N.T. de la C.G.T. et de la C.F.D.T., il a consacré le 5 novembre des mesures catégorielles, des primes et des aménagements de carrière que les négociateurs de Force ouvrière ont, seuls, acceptés. La grève a duré jusqu'à 3 décembre et les agents ont repris le travail avec le sentiment d'avoir été bernés.

En septembre, le plan de soutien à l'économie affecte 222 millions de francs de crédits de paiement à la poste. Enfin, le projet de budget 1976 prévoit la création de 14 125 emplois, dont 5 000 ont été autorisés par anticipation à partir du 1^{er} juillet dernier. Ce chiffre est à comparer avec celui des 4 000 emplois créés en 1975. Les syndicats même s'ils font des réserves — reconnaissent l'importance de ces efforts. La C.G.T. : « Nous ne disons pas que rien n'a été fait, mais ce a été un échec à la grève. » Force ouvrière : « La grève a donné des résultats intéressants pour le personnel. » La C.F.D.T. : « La grève a payé et continue de payer, car elle a posé devant l'opinion publique le problème des moyens des P.T.T. » La C.F.T.C. : « Sans la grève, le service aurait continué à se dégrader. Elle a été profitable aux usagers et aux personnels. » La Fédération nationale des télécommunications (F.N.T.T.) : « C'est une grève qui n'a pas été gagnée par le gouvernement. »

(PUBLICITE)

L'ARABE PAR LA RADIO
B.P. 325 - LE CAIRE
REPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE

APPRENEZ L'ARABE PAR LA RADIO

La Radiodiffusion de la République Arabe d'Egypte diffuse des leçons de langue arabe, à partir du 1^{er} mars 1976, dans son programme français à destination de l'Europe Centrale.

Si vous vous intéressez à la langue arabe, vous pouvez obtenir — sans engagement de votre part — la série de livres de « L'ARABE PAR LA RADIO », livres qui vous aideront à bien suivre les leçons diffusées, et cela en vous adressant à :

L'ARABE PAR LA RADIO
B.P. 325 - Le Caire
République Arabe d'Egypte

N.B. — Prière de citer votre nom, votre adresse et votre profession en caractères majuscules.

Des gestes et de l'argent

M. Aymar Achille-Fould, succédant le 31 janvier 1975 à M. Pierre Lelong, a eu entre autres missions celle de « décrire » les relations du secrétariat d'Etat avec le personnel et avec les syndicats. Il a multiplié les visites imprévisibles dans les centres de chèques ou les centraux téléphoniques, reçu beaucoup de délégations.

Dans leur ensemble, les syndicats constatent avec satisfaction que les promesses gouvernementales du 5 novembre 1974 ont été tenues. La plupart des cent vingt mesures du « relevé de conclusions » élaboré par M. Lelong ont été appliquées ou vont l'être. D'ici à la fin de l'année, le Parlement devrait voter le principe de la retraite à cinquante-cinq ans pour les agents des centres de tri.

Il restera à étudier les conséquences de la modernisation des services, qui seront abordés, dans quelques semaines, par une « table ronde », et surtout à régler la difficile question de la titularisation des auxiliaires, que les P.T.T. continuent d'embaucher et de licencier. « Ce qui était précis dans le relevé a été appliqué », résume M. Achille-Fould, secrétaire de la Fédération C.F.D.T. Ce qui était flou ne l'est pas encore. »

Une série de « gestes » ont été appréciés du personnel. En mars, M. Achille-Fould décide une augmentation de 90 millions du budget social des P.T.T., soit 40 % de mieux. En avril, le président de la République annonce un plan de relance du téléphone s'élevant à 4,2 milliards de francs.

Cela dit les fédérations sont unanimes à dire que les causes profondes de la grève n'ont pas disparu et que les mesures prises ne suffisent pas à rattraper le retard accumulé depuis des années.

Leurs revendications tournent autour de quatre thèmes : les salaires, les effectifs et leur formation, la durée du travail et, notamment, la semaine de quarante heures. La titularisation de 65 000 auxiliaires, et il faudrait prendre les problèmes dans l'ordre,

ALAIN FAUJ

Voici la nouvelle Innocenti.

Si les voitures intelligentes se mettent à être jolies, où allons nous ?

Le stylisme de l'Innocenti est dû au carrossier Bertone. Le résultat : seulement 3,12 m hors tout et une ligne qui mérite d'être regardée sous tous les angles.

Traction avant à moteur transversal l'Innocenti à une tenue de route fantastique et du brio à revendre : 35" au 1.000 mètres, 155 chrono. Cela ne l'empêche pas d'être sobre, 6,8 litres à 90 km/h.

Un autre point fort : la robustesse. D'ailleurs Innocenti est garantie un an sans limitation de kilométrage.

L'espace intérieur est digne d'une grosse cylindrée. Les passagers sont à l'aise. Les bagages aussi : derrière la 3ème porte, un coffre de 300 dm³ ou 1.000 dm³ les banquettes rabattues.

Innocenti 90 L, 6CV, 140 km/h F 16.990* *Innocenti 120 L, 7 CV, 155 km/h F 18.690*

British Leyland France Rue A. Croizat 95101 Argenteuil Tel. 982.09.22.
250 concessionnaires en France. *Prix TTC au 1/10/75 + transport et livraison 686 F TTC. Crédit CGL Leasing CGL.

Elle est chez tous les concessionnaires British Leyland (Austin Morris).

<p>75005 Paris GARAGE LAMIN 176, rue Saint-Louis - Tel. 633.62.42 75007 Paris GARAGE OPTIMA 11 bis, boulevard Raspail - Tel. 548.40.51 75008 Paris PARIS FRANCE GARAGE 17, rue de Valenciennes - Tel. 678.21.54 75011 Paris GARAGE COMPTON AUTOMOBILES 42, rue de Valenciennes - Tel. 705.68.37 - 357.04.00 75013 Paris RSC GARAGE 101, rue de Valenciennes - Tel. 355.88.16 75015 Paris GARAGE ECLAIR 2, rue de Valenciennes - Tel. 383.35.00 75016 Paris C&S SAOPE 14, boulevard de Grenelle - Tel. 734.23.83 75017 Paris ETABLISSEMENTS POTACHE 17, rue de Valenciennes - Tel. 734.58.07 75018 Paris GARAGE VICTOR HUGO 62, rue Saint-Louis - Tel. 727.88.21</p>	<p>75016 Paris A.S.I.A. 49, avenue Malesherbes - Tel. 553.44.99 75016 Paris GARAGE TOCHI 35, rue Valenciennes - Tel. 722.31.02 75017 Paris GARAGE DEL CARME DE TROUSSE 31, rue de Valenciennes - Tel. 722.31.02 75017 Paris MOTOCYCLES PARIS MONTEAU 116, rue de Valenciennes - Tel. 227.65.40 - 267.35.10 75017 Paris GARAGE S.A.A.R.C.A. 2, rue de Valenciennes - Tel. 228.30.70 75017 Paris ETABLISSEMENTS J. BARDY 217, rue de Valenciennes - Tel. 754.96.42 75017 Paris GARAGE ROUSSAULT 11718, rue de Valenciennes - Tel. 233.65.65 75018 Paris GARAGE DES ANCIENNES 3, rue des Annonciades - Tel. 203.30.25 75018 Paris CELESTES AUTOMOBILES 10, rue de Valenciennes - Tel. 957.83.02</p>	<p>77170 Brétigny-sur-Orge GARAGE PROLET 22, rue Gambetta - Tel. 405.02.10 77000 Versailles I.L.E. DE FRANCE AUTOMOBILES 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 GARAGE EUROPE AUTOMOBILES 57, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 77000 Versailles BELIN AUTOS 3, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 77000 Versailles ETABLISSEMENTS GERARD TROUBLE 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 77000 Versailles GARAGE DE MARGNANVILLE 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 77000 Versailles GARAGE LA DEMI-LUNE 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 77000 Versailles SUD EST GARAGES DELLA VALLE NERVO 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99</p>
---	--	--

<p>77170 Brétigny-sur-Orge GARAGE PROLET 22, rue Gambetta - Tel. 405.02.10 77000 Versailles GARAGE PIERRE AUBOUIN 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 77000 Versailles GARAGE EUROPE 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 77000 Versailles FRANCE EUROPE AUTO 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 77000 Versailles SENERAL AUTO ESPAGNE SUD S.A.S. 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 77000 Versailles ETABLISSEMENTS D'ARNO 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 77000 Versailles AUTO RACING 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99</p>	<p>92400 Courbevoie A.S.I.A. 10, rue de Valenciennes - Tel. 788.75.00 92400 Courbevoie GARAGE EUROPE 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 92400 Courbevoie GARAGE EUROPE 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 92400 Courbevoie GARAGE EUROPE 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99 92400 Courbevoie GARAGE EUROPE 10, rue de Valenciennes - Tel. 422.31.99</p>	<p>94100 Saint-Maur STANISLAVS AUTOS 10, rue de Valenciennes - Tel. 853.08.65 94100 Saint-Maur ROYAL VINCENNES 10, rue de Valenciennes - Tel. 328.03.22 94100 Saint-Maur EUROPE OUEST 10, rue de Valenciennes - Tel. 776.29.50 94100 Saint-Maur SANTILLA 10, rue de Valenciennes - Tel. 961.70.61 94100 Saint-Maur GARAGE DES ANCIENNES 10, rue de Valenciennes - Tel. 389.03.01 94100 Saint-Maur GARAGE DES ANCIENNES 10, rue de Valenciennes - Tel. 964.21.93 94100 Saint-Maur 10, rue de Valenciennes - Tel. 454.17.61</p>
---	---	---

LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

Le travail noir et la crise

Suite de la première page.
 Ces coups de fil quotidiens sur un poste à part — qui n'est pas un poste à part — et que se reflètent les pages de tel arrondissement... « Allo, la caserne des... ? Vous n'auriez pas... ? »
 « Je suis à la maison ? C'est... ? »
 « Même scénario dans ce... de la garde républicaine... un se fera un plaisir de vous... pour déboucher vos... un beau militaire de... Les sapeurs, les gardes... aussi les policiers de votre... ont ainsi la faculté... transformer en policiers ou...
 « Mais les branches d'activité... sont pas, au même degré... stées par cette démultiplica... des tâches. Le travail noir... sa source d'émulation, le béc... la confection, la petite... anique, le dessin industriel et... plupart des activités saison... agricoles et touristiques...
 « En général aussi, le... noir est un métier... point qui n'exige pas une... formation professionnelle énor... sse, ni un outillage impor... ssaif dans le bâtiment... mais comment devient-on tra... leur « au noir » ? Jacques M... et-trois ans, électricien d'occa... dans les Yvelines — mais... dans un service d'informa... de la Banque de France... Paris — nous explique la... : « J'ai fait un peu d'électr... dans un C.E.T., puis dans... entreprises de location de... d'œuvre. Je gagnais à peine... me nourrir. Alors j'ai suivi... cours du soir, j'ai passé... années comme je suis en... à la Banque de France. Ce... et pas le Férou mais je suis... à 17 h. 15. Alors, le soir, j'ai... commencé à rendre service à mes... voisins. Finalement, il... devenu un second métier :... consacrer deux heures chaque... et trois ou quatre heures... samedi. C'est un bon sup... vient autant que mon... de la B.D.F., et désormais... pouvoir me marier, avoir

un appartement, des enfants...
 Aujourd'hui, Jacques M... va chez... « clients » en camionnette... « La seule différence avec un pro... fessionnel, explique-t-il en riant... c'est que mes tarifs sont moins... élevés, et que je ne peux pas... écrire « Electricité générale » sur... mon véhicule ! »
 Un autre travailleur « au noir »,... Claude T., dans la banlieue est :... « Moi, je suis « nuistard » à Paris... Brune, au centre de tri des P.T.T... Le jour, je bossé cinq heures... d'affilée chez un carrossier. Je me... fais 1 500 francs par mois, parfois... 2 000, plus mon salaire de pos... tier. » Claude T., s'entend bien... avec son patron, qui le paie de... la main à la main, ni vu ni connu... « sans ces déclarations à la sécu... rité sociale et autres complications... administratives qui rendent la vie... si difficile ». Et il rêve de devenir... garage, de s'installer à son... compte : « En ce moment, la fer... vitude, ça marche bien... »

responsables de ce « réseau »... extérieur et... parallèle furent... convoqués devant le conseil de... discipline de la Caisse primaire... centrale d'assurance-maladie de la... région parisienne. Il leur fut... rappelé que l'article L. 324 1 du... code du travail interdit à cer... tains fonctionnaires d'occuper un... emploi privé rétribué ou d'effec... tuer à titre privé un travail... moyennant rémunération. Et il... dehors des fonctionnaires pro... prement dits, cette réglementation... concerne aussi les agents et... ouvriers des services publics... de l'Etat, des départements et... des communes, des offices et... établissements publics, ainsi que... le personnel titulaire des orga... nismes de sécurité sociale.

JEAN BENOTTI.

Prochain article :

DES VOLEURS D'EMPLOIS ?

CONFLITS SOCIAUX ET REVENDICATIONS

Devant un centre commercial du Val-d'Oise

INCIDENTS AU COURS D'UNE MANIFESTATION POUR LE REPOS DU DIMANCHE

Quatre personnes ont été bles... sées dimanche matin 19 octobre, dans... un centre commercial de Val-d'Oise... pendant une manifestation pour le... repos du dimanche. Les manifestants... ont été dispersés par la police. Les... blessés ont été transportés à l'hôpital...
 Cette manifestation a été perturbée... par des incidents de violence. Les... policiers ont été appelés à intervenir... pour rétablir l'ordre. Les manifestants... ont été dispersés par la police. Les... blessés ont été transportés à l'hôpital...
 La manifestation de dimanche... matin a été perturbée par des... incidents accompagnés de violence. En... raison de ces incidents, les services... de police et la mairie ont ordonné... la fermeture de ce centre commercial.

UNE PARTIE DES SALAIRES DE L'USINE FPCVAI LAUNGER occupent encore lundi 20 octobre au matin leur entreprise, bien que le tribunal de Chamonix ait ordonné leur expulsion sous astreinte de 10 francs par jour de retard à compter du 20 octobre.

Près du tiers des ouvriers (deux cents sur cinq cent... soixante) ont cessé le travail... depuis le 13 octobre, tandis que... des piquets de grève obstruent... l'entrée de l'entreprise qui fabri... que des joints en matière... plastique pour automobile. Ils... protestent contre un nouvel... horaire de quarante-deux heures... de travail (au lieu de qua... rante précédemment) décidé... par la direction pour faire face... à de nouvelles commandes, et... réclament l'embauche de... personnel supplémentaire.
 La direction a proposé d'organ... iser une consultation de l'ensem... ble du personnel pour détermi... ner l'horaire qui a la préférence... de la majorité des salariés.

SQUATTERS A TOURS. Des maisons vides depuis plusieurs années, promises à la démolition pour cause d'urbanisme, mais toujours debout pour absence de crédits, ont été occupées dans la nuit de vendredi à samedi aux numéros 13, 15 et 17 de la rue Rille-Dreux, à Tours, par une... dizaine de jeunes gens et... jeunes filles, étudiants sans... ressources ou ouvriers en chô... mage, un seul d'entre eux ayant... un emploi. Les squatters ont... diffusé un tract invitant d'au... tres personnes sans logement... à venir les rejoindre afin de... développer des centres d'acti... vité à sans ce quartier.

Le propriétaire, un avocat... tourangeau, M. André Jou... hannes, ancien bâtonnier de... Tours, avait tout d'abord... exigé leur départ immédiat, leur... accordé un suris expirant... le 1er janvier et a proposé de... leur offrir un logement et... logement après l'évacuation... des locaux.

Action sociale

L'ASSOCIATION DES MALADES ET INFIRMES a adopté, à l'issue de son vingt-huitième congrès à Tours, une motion... sollicitant une reconnaissance... substantielle des allocations... d'aide sociale, des indemnités... journalières de maladie et... d'invalidité et de la Sécurité... sociale, avec un minimum au... moins égal à 80 % du SMIC, et... l'indemnisation sur cas-ci... La congrès a également demandé... l'impôt sur le revenu de toutes... les personnes versées par la... Sécurité sociale, la revalorisation... des salaires du personnel... hospitalier et un accroissement... de l'embauche de ce dernier.

Economie étrangère

EN GRANDE-BRETAGNE, l'accroissement annuel du coût de la vie s'est ralenti pour la première fois depuis plus d'un... an. La hausse des prix a été de... 0,9 % en septembre, ce qui... correspond à une augmentation... de 26,6 % par rapport à... septembre 1974 et de 1,9 %... d'août 1974 à août 1975.

LE PRINCE FAHD D'ARABIE SAUDITE devait arriver... lundi à Londres pour une visite... officielle de trois jours. Il aura... avec M. Wilson deux sujets... principaux de conversation : le... maintien des fonds saoudiens... dans la City, la coopération... militaire et technique entre... les deux pays.

EN BELGIQUE, la récession... s'aggrave. Indique le Conseil... central de l'économie, dans sa... dernière note mensuelle (base... continue des commandes... extérieures et intérieures... à l'industrie, recul de... la production des biens de... consommation, stagnation de la... consommation des investissements... des entreprises, d'où... augmentation rapide du chômage... et très forte diminution... du taux d'utilisation des capacités... de production installées).

Faits et chiffres

Toujours, le niveau d'activité... reste encore relativement satisfaisant... dans le secteur de la construction, les... ventes d'automobiles s'améliorent et le... rythme de hausse des prix se... ralentit progressivement. — (Corresp.)

Energie

LA PROPOSITION FRANÇAISE de créer un fonds... d'aide au tiers-monde alimenté... par un prélèvement de 0,10 dollar... par baril ne paraît pas avoir... rencontré un accord très favorable... à la réunion des experts de l'OEPE... (Organisation des pays exportateurs... de pétrole) qui, ces jours derniers, ont... préparé la conférence des ministres... des finances de l'Organisation. — (A.F.P.)

Prospective

L'AN 2000 : ESPOIR OU ANGOISSE ? est le sujet... mis au concours en 1976, par l'Académie... des sciences, arts et belles-lettres... de Dijon. Le prix comprendra une... somme de 10 000 F et la médaille d'or... de l'Académie, réplique de celle...

qui fut décernée en 1950 à Jean-Jacques Rousseau. Les textes doivent être adressés, avant le 1^{er} octobre 1976, au secrétaire de l'Académie, 5, rue de l'École-de-droit, 21000 Dijon.

Réforme de l'entreprise

AUX INGENIEURS : Vous serez officiellement associés à l'élaboration des textes de la réforme de l'entreprise, a déclaré, samedi 18 octobre, M. Norbert Segard, ministre du commerce, lors d'un colloque... qu'organisait la Fédération des associations des sociétés françaises d'ingénieurs diplômés (FASFIID). Cette association regroupe, selon ses dirigeants, cent vingt mille des cent quatre-vingt mille ingénieurs diplômés.

Travail féminin

IL Y A DANS LE MONDE 587 millions de femmes... qui travaillent hors de chez elles et on prévoit qu'elles seront 837 millions en l'an 2000, indique le Bureau international du travail dans une étude publiée à Genève. Sur ces 537 millions de femmes, plus de 800 millions travaillent dans l'agriculture. Entre 1960 et l'an 2000, la main-d'œuvre féminine aura plus que doublé, passant de 341 millions à 837 millions. — (A.F.P.)

NE RISQUEZ PLUS D'ERREURS SUR LES REGIMES DE SECURITE SOCIALE.
ZADIG. 292 22 22.
 Aujourd'hui, le meilleur moyen de faire la paye.

CHAQUE FIN DE MOIS, LE COMPTABLE NE DOIT PLUS PAYER POUR LES AUTRES.
ZADIG. 292 22 22.
 Aujourd'hui, le meilleur moyen de faire la paye.

UNITED ARAB EMIRATES DEVELOPMENT BANK
 Abu Dhabi, P.O. BOX: 2449

INVITATION TO CONTEST FOR AN INTERNATIONAL HOTEL PROJECT IN ABU DHABI

United Arab Emirates Development Bank, Abu Dhabi invites competent and qualified consulting architect firms specialised in the field of hotel design to participate in the contest for the establishment of an international hotel in Abu Dhabi.

The general conditions of contest and the criteria of the hotel can be obtained from A.E. Development Bank premises from 1st November, 1975 up to 1st December, 1975. Prizes: 2,000 dirhams unrefundable.

The first winning project will be awarded 1,000,000 dirhams.
 The second winning project will be awarded 120,000 dirhams.
 The third winning project will be awarded 50,000 dirhams.

The first three winning projects will be the property of the Bank. Contestants should submit their projects not later than 1st February, 1975 to:

UNITED ARAB EMIRATES DEVELOPMENT BANK, ABU DHABI
 ZAABI BUILDING, AIRPORT ROAD, P.O. BOX : 2449
 TELEX N° : 2427 IAMNIA AH.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BURROUGHS CORP.
 Les bénéfices de notre premier trimestre de 1975 dépassent 81,5 millions de dollars, en augmentation de 13 %.

Le carnet de commandes mondial de notre premier mois de 1975 a augmenté de 3 % par rapport à l'année dernière.

COMPAGNIE DU NORD
 La situation provisoire au 30 juin 1975 dégage un bénéfice de 2 260 F. Ce résultat ne peut être comparé à celui du premier semestre de 1974, qui s'élevait à 23 257 000 F mais dont l'essentiel était constitué par des plus-values de cessions d'actifs.

Appelons que cette situation au 30 juin n'est pas significative de la tendance de l'exercice. Les dividendes versés par de nombreuses participations de notre portefeuille dans les livres de la Compagnie que dans le courant du deuxième semestre de l'année.

PARIS-ORLÉANS
 La situation comptable au 30 juin 1975 qui vient d'être publiée au BALO fait apparaître pour les six premiers mois de l'exercice un résultat avant impôt de 9 837 128,17 F.

Le chiffre ainsi déposé comprend un montant d'exploitation en préjudice, mais peut être comparé à celui de la même période de l'exercice précédent (1974-1975) car il inclut des plus-values exceptionnelles déduites, depuis le début de l'année, sur ces cessions d'immobilisations et de valeurs du portefeuille.

SOCIÉTÉ SUISSE
 cherche capitaux durés 2 ans
 POUR PRET HYPOTHECAIRE
 1^{er} RANG
 INTERETS 12 % NET D'IMPOTS
 Ecr. Postale, Case Postale 452
 1211 GENEVE 11

SOCIÉTÉ ANONYME POUR LA CONSTRUCTION DES ROUTES SACER

AUGMENTATION DE CAPITAL
 de 10 778 800 F à 21 557 600 F
 par émission de 200 420 actions de 40 F nominal
PRIX DE SOUSCRIPTION : 40 F
JOUISSANCE : 1^{er} JANVIER 1975

SOUSCRIPTION :
 du 29 septembre au 30 octobre 1975 (inclus)
 à raison d'UNE action nouvelle pour UNE ancienne.

DROIT DE SOUSCRIPTION :
 Coupon n° 24, négociable en Bourse de Paris.

RENSEIGNEMENTS :
 Dans les Banques, chez les Agents de Change et au Siège de la SACER, 1, rue Jules-Lévy - 75009 Paris
 Vis: COB n° 75-117 du 2 septembre 1975 - BALO du 22 septembre 1975

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Cotation des actions
 En vertu de la loi du 4 janvier 1973 et du décret du 4 juillet 1973, les actions composant le capital de la B.N.P. peuvent, dans la limite d'un maximum de 25 % du capital, soit être distribuées gratuitement aux membres du personnel, soit à concurrence de 5 % du capital, être offertes à titre onéreux par l'Etat.

Les actions acquises à titre onéreux sont immédiatement négociables; celles reçues à titre gratuit le sont à l'expiration d'un délai de cinq ans suivant la distribution, sauf dans divers cas (mariage, retraite, décès...) où elles deviennent immédiatement négociables.

Dans la limite des plafonds fixés par la loi, les actions négociables peuvent être acquises par toute personne physique de nationalité française, ainsi que par un certain nombre de grands établissements financiers du secteur public, et par les sociétés d'investissement et les organismes d'assurance, de prévoyance ou de retraite. Ces actions sont essentiellement administratives.

A ce jour, 303 881 actions ont été réparties gratuitement au personnel de la B.N.P. et 63 331 actions ont été acquises à titre onéreux. Le nombre total d'actions ainsi offertes par l'Etat représente 4,50 % du capital et le nombre total d'actionnaires est actuellement de 23 900. Environ 65 000 actions sont déjà négociables.

Pour faciliter les transactions, les actions de la B.N.P. vont être admises à compter du 27 octobre 1975, à la Cote officielle de la Bourse de Paris.

La notice légale est publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 20 octobre 1975 et une note d'information, ayant reçu le visa de la Commission des opérations de Bourse en date du 14 octobre 1975, est mise à la disposition du public.

SIGAV DU GROUPE DU CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

SITUATION TRIMESTRIELLE AU 30 SEPTEMBRE	Société d'épargne mobilière		ORLÈANS
	générale	internationale	
Sigav à vocation :			de rendement
Actif net (en millions de francs) ..	275,71	172,72	510,95
Actions françaises	88,21 %	18,01 %	8,40 %
Obligations françaises	22,41 %	31,23 %	75,58 %
Valeurs étrangères	22,98 %	44,58 %	8,03 %
Disponibilités	4,40 %	7,99 %	6,99 % (1)
Nombre d'actions	1 884 332	1 420 852	4 098 420
Actif net par action	F 148,28	F 121,93	F 125,04

(1) Dont 2,51 % de billets hypothécaires.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

LES M

TIERS-MONDE

< Frères des hommes > envisage d'intervenir en Afghanistan, au Pakistan et à Haïti

« Frères des hommes » (1) a dix ans. Pour cet anniversaire, le mouvement « d'action directe pour le développement des peuples » présente ce 20 octobre, à la salle Pleyel, un film, *Le Paysan du Gange* : images poignantes, documentaire tout à la fois impressionniste et didactique sur l'expérience de quatre jeunes volontaires. Dans le secteur de Sharjah, deux cent mille personnes graissent la terre et relèvent les étangs jusqu'à l'extrême limite de leurs forces pour arracher à une nature avare tout juste de quoi ne pas mourir de faim. Insensiblement intégrés à la population, des volontaires vont construire un hôpital de campagne, former les paysans à la culture intensive et maraîchère, promouvoir un artisanat de village, entreprendre une alphabétisation fonctionnelle, promouvoir le travail des femmes...

Depuis dix ans, des équipes ont fait un travail analogue dans dix pays du tiers-monde : au Pérou, chez les Indiens Aymaras de Puno, qui vivent misérablement à 3 800 mètres d'altitude ; à Equateur, avec les Indiens Quechuas, victimes tout à tour des intempéries, des usuriers et des marchands ; au Brésil, dans les bidonvilles de Rio de Janeiro et en Haute-Volta, avec les agriculteurs qui luttent contre la sécheresse du Sahel ; en Inde, avec les intouchables d'une trentaine de villages, de Gaya et de Lutetia.

Partout, Frères des hommes travaille à l'inverse des programmes de développement conçus par les experts des organisations internationales qui, certes, luttent contre le

sous-développement, mais sont piégés sur une région et, en quelque sorte, imposés aux autochtones. Les volontaires — une soixantaine en mission, une centaine en formation, — qui sont âgés en moyenne de vingt-quatre ans, vivent avec les communautés rurales « pour acquérir une connaissance profonde de l'homme, de ses problèmes ».

Il ne s'agit pas « d'obtenir des résultats spectaculaires et faciles », mais « de valancer la tétanos, la stupidité, l'ignorance ». Les responsables de Frères des hommes nous expliquent que « seule la patience, la confiance mutuelle et l'exemple pourront progressivement amener le paysan à admettre l'idée et la possibilité du changement. Il s'agit de travailler chez lui une attitude critique et constructive sans rien exiger, sans rien parachuter de l'extérieur, sans forcer la main ».

Les résultats, l'association les châtient avec un petit budget, « 7 milliards d'anciens francs », financés grâce aux dons publics ou privés, éparpillés grâce au désintéressement des animateurs. L'avenir ? Intervenir au Pakistan, en Afghanistan, à Haïti, en Éthiopie peut-être, « coloniser » 10 000 hectares en Amazonie. « Sans appartenance politique ni religieuse », Frères des hommes pose comme condition à son intervention dans un pays une situation politique stable afin de pouvoir mener un travail de longue haleine. Reste à savoir si la réalisation d'un programme comme celui qui est prévu à Haïti est aussi neutre politiquement que le disent ses promoteurs.

(1) 3, rue de Savoie, 75006 Paris.

CORRESPONDANCE

La retraite : quand et combien ?

L'ouverture des discussions entre le gouvernement, le patronat et les syndicats sur l'abaissement de l'âge de la retraite et les nombreux articles que nous avons consacrés à cette question nous ont valu un abondant courrier. Nous en donnons ici quelques extraits sur les thèmes les plus abordés.

Le triste lot des personnes déjà en retraite

M. J. Bousé (Paris) :

Vous soulignez fort justement le cas des travailleurs déjà à la retraite, qu'il ne faudrait pas oublier ! C'est le triste lot de tous ceux qui ont été retraités avant le 31 décembre 1971 et qui sont placés à trente et une années et demi aux taux de 40 %, alors que certains, dont moi-même, ont cotisés depuis 1930, soit pendant quarante et un ans ! J'avais demandé à mon député de déposer une proposition de loi pour faire cesser cette injustice ; hélas ! cela n'a pas eu de suite.

M. J. Franceschi (député socialiste, maire d'Alfortville) :

Le système français de retraites vieillesse est l'un des plus compliqués, des plus injustes et des moins généreux des régimes en vigueur en Europe occidentale. Jusqu'en 1972, la pension normale accordée à un assuré social âgé de soixante-cinq ans au moins, était, dans notre pays, égale à 40 % du salaire.

À la même époque, ce taux était de 60 % en Belgique et en Allemagne, de 74 % en Italie, de 48 % aux Pays-Bas et de 64 % au Luxembourg. Une telle situation devenait intolérable. Cédant à la pression croissante de l'opinion publique, le gouvernement fit voter, le 21 décembre 1971, une loi élevant le pourcentage à 50 % des salaires. C'était un progrès, bien qu'encore insuffisant.

Mais la loi du 31 décembre 1971, comme sous le nom de « loi Boulin » (M. Boulin étant alors ministre des affaires sociales), comportait des clauses restrictives telles que la portée réelle des nouvelles

dispositions en était singulièrement réduite. D'abord recourant à une technique que le pouvoir semble affectionner, la mise en application de la loi fut étalée sur cinq ans : seuls les assurés atteignant l'âge de soixante-cinq ans en 1975 pouvaient bénéficier pleinement du nouveau taux. Ensuite — et c'était le plus grave — toutes les retraites liquidées avant la mise en vigueur de la loi du 31 décembre 1971 restèrent limitées à 40 % du salaire. Ainsi, par un véritable tour de passe-passe, on rejetait vers l'avenir les effets de la loi et rien n'était changé à la situation des millions de pensionnés qui avaient eu le tort de naître trop tôt.

L'iniquité d'une telle discrimination était évidente. Elle était même tellement criante que le gouvernement et sa majorité furent contraints de faire semblant d'y remédier en accordant à tous les retraités dont la pension avait été liquidée avant le 1^{er} janvier 1972 une majoration uniforme de 5 % de leur pension. On restait cependant loin du compte. Il n'est pas possible que se perpétue cet état de chose. Il n'est pas possible de traiter de façon différente les vieux travailleurs selon qu'ils sont nés avant ou après le 1^{er} janvier 1907.

Pour notre part, nous avons pris nos responsabilités. La proposition de loi que j'ai déposée avec mes amis Robert Faure et Gan, au nom du groupe socialiste et des radicaux de gauche, le 23 mai, donne l'occasion de corriger une anomalie insupportable et de relever de façon notable un grand nombre des pensions actuellement servies.

fixer les plafonds, il fallait une imagination diabolique pour spolier les futurs retraités, à qui l'on donne toutes ses espérances lorsqu'ils arrivent à la calèche vieillotte, surpris de ne pas recevoir ce qu'ils escomptaient.

Et M. R. expose son cas, qui est, hélas ! celui de tous les retraités : « Avant eu soixante-cinq ans fin 1971, j'ai demandé la liquidation de ma retraite de salarié — après avoir cotisé pendant vingt-six ans (avant de devenir profession libérale) comme chef comptable, et par conséquent toujours au-dessus du plafond ».

Je m'attendais donc à une retraite basée sur ledit plafond de la Sécurité sociale au 1^{er} de la liquidation. J'avais racheté six années comme avant la possibilité, ces six années devant me procurer — selon calculs — une pension supplémentaire de 1 500 francs !

Quelle ne fut pas ma déception en recevant un pécuné (calculé avant les six années) bien inférieur au plafond prévu, et ensuite l'été du complément de revenu ne s'élevait qu'à environ 1 000 francs !

De plus, un médecin, d'ailleurs, a gagné suffisamment pour avoir mis quelque pécuné.

Un ouvrier, en se retirant pas non plus de fond de mer à vendre.

Ne plus pénaliser ceux qui ont travaillé tôt

M. A. R. (Le Pecq) :

À une époque où on semble avoir le souci de réduire, voire de supprimer les inégalités sociales, il est surprenant qu'aucune voix autorisée ne propose le principe d'une retraite basée non pas sur l'âge, mais sur la durée de la vie professionnelle.

Et pourtant il y a là une belle occasion de supprimer une injustice flagrante due aux différences d'âge d'entrée dans le monde du travail.

Basé sur la retraite sur un âge fixé a priori et non pas sur la durée de la vie active équivaut en effet à « pénaliser » ceux qui ont commencé à travailler tôt, au profit de ceux qui ont pu dépanner plus tard.

Prenez le cas de deux individus : l'un a commencé à travailler à dix-huit ans, l'autre — qui était étudiant — a démarré à vingt-cinq ans. À soixante ans, le premier aura travaillé dix ans de plus que le second, soit sept ans de différence.

Sept ans (10 % d'une pension) pendant lesquels le premier a cotisé des cotisations sociales des impôts qui auront fini par partie, les études et la retraite.

Aussi, de même que l'on doit consacrer la même somme par an, pour être libéré de son service militaire, ne se pas plus équitable de fixer une durée minimale de vie pour pouvoir bénéficier de la retraite au taux plein ; par exemple, trente-cinq ans de travail, trente-huit pour les hommes qui amènerait le premier au de notre exemple à bénéficier sa retraite au taux plein à quatre-vingt ans et le second à quatre-vingt-cinq ans.

Une vie de travail à la carte

Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour présenter des suggestions et citer des expériences effectuées à l'étranger.

M. E. Viret (attaché de direction au groupe maison familiale) :

Un système progressif de retraite fonctionnelle dans (notre) groupe. Il permet, notamment, aux salariés dont l'horaire de travail diminue progressivement, de se préparer à la retraite définitive à soixante-cinq ans, évitant de ce fait, les troubles psychologiques d'un départ brusqué. Inconvénients qui ont été souvent remarqués et déplorés à l'égard des retraités. (...) L'horaire de travail normal est de quarante heures mais il est réduit à trente-six heures à soixante ans, trente-quatre heures à soixante et un ans, trente-deux heures à soixante-deux ans, trente heures à soixante-trois ans et vingt-six heures à soixante-quatre ans. Ces horaires étant encore réduits de deux heures pour les femmes.

L'avantage pour le salarié résulte dans le maintien de son traitement intégral, alors que la réduction d'activité équivaut à un an de travail pour les hommes et quinze mois pour les femmes.

Quant à M. P. Figue (Pont-du-Château) il propose de constituer les caisses de retraite en caisses de congés payés et d'échelonnement l'actuel sur toute la vie.

Sept mois de travail, quatre mois de congés jusqu'à soixante-quinze ans. Cette répartition pourrait être de dix mois de travail en début d'activité pour la retraite progressivement à deux mois en fin de carrière, tout en tenant compte de l'âge, de la catégorie socio-professionnelle, des conditions de travail, du cadre de vie.

D'autres lecteurs abordent la question du financement notamment en France, pourriez-vous accomplir un service en versant 100 francs de moyenne par mois. M. R. S. (15), suggère aussi que la retraite soit basée sur la pension et soit supérieur au 50 % de la majorité des actifs de de nouveau, ne fut-ce qu'à exceptionnel (sans que cela crée) une cotisation de retraite.

Prêts en devises
réglementation des changes
investissement
au rattrapage
banque Jordaán
3, rue de Savoie
75006 Paris
tel 280 65 00

(PUBLICITÉ)

UN NOUVEAU SERVICE POUR LES CONSOMMATEURS :

L'essai gratuit à domicile des nouveaux produits

La Société MARKETWARE-FRANCE vient de mettre au point une méthode originale permettant aux consommateurs qui le souhaitent d'essayer les produits récemment sortis sur le marché sans obligation d'achat.

Ces produits leur sont proposés dans des annonces, les lecteurs cochent les produits qui les intéressent, renvoient le coupon-réponse situé en bas de l'annonce, accompagné d'une somme modique en timbres permettant de couvrir les frais de poste et d'administration et reçoivent gratuitement et sans obligation d'achat ultérieurs un colis-cadeau contenant les produits qu'ils ont choisis. À la fin de cette année, environ 120 000 foyers français auront participé à ces opérations.

Cette initiative va dans deux directions souhaitées par un nombre de plus en plus grand de consommateurs :

- Éviter le gaspillage que constituait jusqu'à présent la distribution massive d'échantillons de produits, souvent inutilisés car distribués à l'aveuglette ;
- Permettre aux consommateurs de se faire une idée par eux-mêmes des produits, en leur donnant les moyens de les essayer pour une somme tout à fait modique.

proscop Richesse vive

Radiographie 1975 des marchés

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris, tél. 235 32 54

Pour vous et votre équipe de vente

HEINZ GOLDMANN sera le 6 Novembre 1975 à Paris pour une journée

COMMENT VENDRE VOTRE PRIX EN 1975-76

Renseignements et inscriptions : HEINZ GOLDMANN Centre International de ventes 147, avenue Paul-Doumer 92500 RUEIL-MALMAISON Téléphone : 977.92.54

(PUBLICITÉ)

INGÉNIEURS, CADRES, TECHNICIENS ET TRAVAILLEURS SCIENTIFIQUES.

À l'occasion du 10^e anniversaire de la revue OPTIONS (la revue des ingénieurs, cadres et techniciens, publiée par l'Ugic-Cgt)

LES 36 HEURES D'OPTIONS

DU VENDREDI 24 A 17 HEURES
AU SAMEDI 25 OCTOBRE A 19 HEURES

Tour Olivier-de-Serres
78, rue Olivier-de-Serres, PARIS (15^e)
Métro : Convention

- Des conférences-débats ;
- Une exposition scientifique et technique ;
- Une cité du livre.

pour voyager heureux voyagez couché

Vous prenez le train de nuit pour gagner du temps. Voyagez couché, vous descendrez du train dispos, détendu.

en 2^e classe

couche vous disposez d'une couverture et d'un oreiller, vous voyagez à 6 personnes maximum par compartiment.

voitures-lits vous disposez d'un vrai lit avec matelas, draps, oreiller, couverture et d'un coin-toilette avec eau chaude et froide. 2 possibilités : T3 : trois lits par cabine T2 : deux lits par cabine

SNCF

Il est à noter que dans chacun des trains de nuit on ne trouve pas nécessairement tous les types de places couchées.

pour voyager heureux voyagez couché

Vous prenez le train de nuit pour gagner du temps. Voyagez couché, vous descendrez du train dispos, détendu.

en 2^e classe

couche vous disposez d'une couverture et d'un oreiller, vous voyagez à 6 personnes maximum par compartiment.

voitures-lits vous disposez d'un vrai lit avec matelas, draps, oreiller, couverture et d'un coin-toilette avec eau chaude et froide. 2 possibilités : T3 : trois lits par cabine T2 : deux lits par cabine

SNCF

Il est à noter que dans chacun des trains de nuit on ne trouve pas nécessairement tous les types de places couchées.

1975

Journal de 1950

LES MARCHÉS FINANCIERS

GRANDE-BRETAGNE

L'avenir de la City serait menacé... L'Association des Banques Britanniques a tenu sa dernière réunion...

LONDRES

Amoré à la veille du week-end... Le mouvement de baisse des industrielles se poursuit...

Table with columns: VALEURS, CLOTURE 17/10, COURS 20/10. Lists various financial instruments and their prices.

INDICES COTIDIENS... Valeurs françaises... Cote des agents de changes...

COURS DU DOLLAR A TOKYO... 1 dollar (en yen)...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS... VOYER... BANQUE NATIONALE DE PARIS...

Résultats au 30 juin 1975... Bénéfice net de 5,9 millions de francs...

B. A. L. O.

Le numéro du 20 octobre publie notamment les insertions suivantes... SOVAC... Compagnie maritime des charbonniers...

Société de développement régional... Banque européenne d'investissement... Compagnie générale de radiologie...

Main market data table with columns: VALEURS, Cours précédent, Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 17 OCTOBRE - COMPTANT

Table with columns: VALEURS, Cours précédent, Dernier cours. Lists Paris stock market data for October 17th.

MARCHÉ A TERME

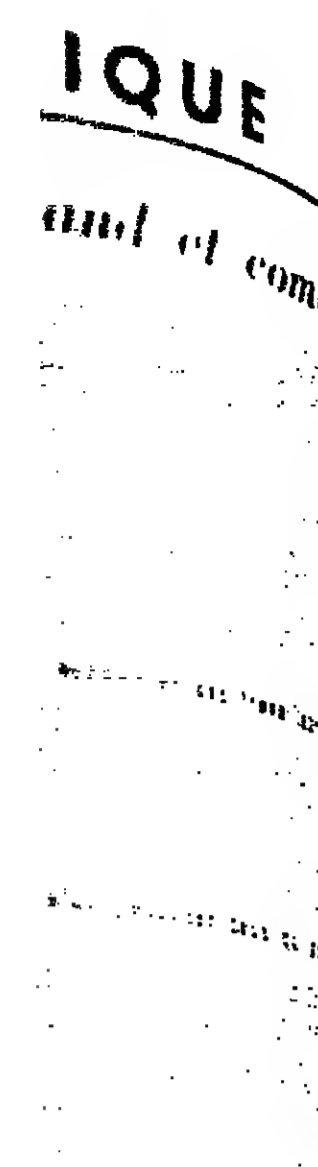
Table with columns: VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours. Lists forward market data.

CÔTE DES CHANGES

Table with columns: VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours. Lists exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours. Lists gold market data.



Vertical text on the left margin, possibly a page number or publication info.

